



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/800
E/CN.4/Sub.2/206
8 fevrier 1960
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET
DE LA PROTECTION DES MINORITES

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION
DES MINORITES A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SUR LES TRAVAUX DE SA DOUZIEME SESSION

New York, du 11 au 30 janvier 1960

Rapporteur : M. Voitto SAARIO

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitres</u>	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
I. ORGANISATION DE LA SESSION	1 - 13	6
Ouverture et durée de la session	1 - 2	6
Représentation à la session	3 - 7	6
Secrétariat	8	9
Election du bureau	9	9
Séances, résolutions et documentation	10 - 13	9
II. ORDRE DU JOUR	14 - 22	11
III. INVITATION A ADRESSER A LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME	23	14
IV. COMMUNICATIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET A LA PROTECTION DES MINORITES	24 - 26	15
V. ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DE LA LIBERTE DE RELIGION ET DES PRATIQUES RELIGIEUSES	27 - 194	16
Introduction	27 - 33	16
Discussion générale et observations sur l'ensemble du rapport	34 - 42	18
Observations sur les diverses sections du rapport :	43 - 50	22
Introduction	43	22
Chapitre I. Nature du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion	44	22
Chapitre II. Liberté de maintenir ou de changer sa religion ou sa conviction	45	22
Chapitre III. Liberté de manifester sa religion ou sa conviction	46 - 47	22
Chapitre IV. Statut des religions par rapport à l'Etat	48	23
Chapitre V. Tendances et conclusions	49	23
Chapitre VI. Programme en vue de décisions à prendre	50	23
Examen des règles fondamentales formulées par le Rapporteur spécial	51 - 153	24
Première règle	58 - 63	26
Deuxième règle	64 - 67	28
Troisième règle	68 - 71	29
Quatrième règle	72 - 74	30
Cinquième règle	75 - 77	31

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
V. (suite)		
Examen des règles fondamentales formulées par le Rapporteur spécial (suite)		
Sixième règle	78 - 81	32
Septième règle	82 - 84	34
Huitième règle	85 - 86	34
Neuvième règle	87 - 90	35
Dixième règle	91 - 101	36
Onzième règle	102 - 107	38
Douzième règle	108 - 111	40
Treizième règle	112 - 115	40
Quatorzième règle	116 - 118	41
Quinzième règle	119 - 123	42
Seizième règle	124 - 141	42
Dispositions limitatives de la seizième règle	125 - 133	44
Autres dispositions de la seizième règle	134 - 141	46
Proposition de nouvelle règle	142 - 144	49
Préambule	145 - 153	49
Examen de projets de résolution relatifs à l'étude	154 - 162	52
Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses - <u>résolution 1 (XII)</u> ..	160	54
Examen d'un projet de résolution relatif à la revision et la mise au point du rapport	161 - 162	60
Revision et mise au point du rapport sur les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses - <u>résolution 2 (XII)</u>	162	61
Examen d'un projet de résolution relatif à des manifestations d'antisémitisme et d'autres formes de haine entre races ou nationalités ainsi que de préjugés religieux et raciaux de même nature	163 - 194	61
Manifestations d'antisémitisme et d'autres formes de haine entre races ou nationalités ainsi que de préjugés religieux et raciaux de même nature - <u>résolution 3 (XII)</u>	194	72

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
VI. ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DES DROITS POLITIQUES	195 - 203	76
Introduction	195 - 198	76
Observations générales de la Sous-Commission sur le mémoire du Rapporteur spécial	199 - 201	77
Examen d'un projet de résolution	202 - 203	78
Etude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques - <u>résolution 4 (XII)</u>	203	78
VII. MESURES A PRENDRE POUR METTRE FIN A TOUTE PROPAGANDE EN FAVEUR D'UNE HOSTILITE NATIONALE, RACIALE OU RELIGIEUSE QUI CONSTITUE UNE INCITATION A LA HAINE OU A LA VIOLENCE, OU AUX DEUX A LA FOIS	204 - 210	80
VIII. ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DU DROIT QU'A TOUTE PERSONNE DE QUITTER TOUT PAYS, Y COMPRIS LE SIEN, ET DE REVENIR DANS SON PAYS, CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 13 DE LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME	211 - 218	82
Etude des mesures discriminatoires dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme - <u>résolution 5 (XII)</u>	218	84
IX. MESURES ADOPTEES PAR L'UNESCO EN VUE D'ETABLIR UNE REGLEMENTATION INTERNATIONALE CONCERNANT LA DISCRIMINATION DANS L'ENSEIGNEMENT	219 - 240	86
Introduction	219 - 224	86
Examen d'un projet de résolution relatif aux mesures adoptées par l'UNESCO en vue d'établir une réglementation internationale concernant la discrimination dans l'enseignement	225 - 232	89

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
IX. (<u>suite</u>)		
Examen d'un projet de résolution relatif à la date et au lieu de la treizième session de la Sous-Commission	233 - 236	92
Date et lieu de la treizième session de la Sous-Commission - <u>résolution 6 (XII)</u>	236	93
Mesures adoptées par l'UNESCO en vue d'établir une réglementation internationale concernant la discrimination dans l'enseignement - <u>résolution 7 (XII)</u>	240	94
X. OBSERVATIONS SUR LES TRAVAUX DE LA DEUXIEME CONFERENCE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES QUI S'EMPLOIENT A ELIMINER LES PREJUGES ET LA DISCRIMINATION	241 - 248	96
Observations sur les travaux de la Deuxième conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination - <u>résolution 8 (XII)</u>	248	98
XI. PROTECTION DES MINORITES	249 - 254	100
Protection des minorités - <u>résolution 9 (XII)</u> ..	254	101
XII. TRAVAUX FUTURS DE LA SOUS-COMMISSION	255 - 262	102
Travaux futurs de la Sous-Commission - <u>résolution 10 (XII)</u>	262	104
XIII. ADOPTION DU RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME	263 - 266	106
ANNEXE. LISTE DES DOCUMENTS DONT LA SOUS-COMMISSION ETAIT SAISIE A SA DOUZIEME SESSION		

I. ORGANISATION DE LA SESSION

Ouverture et durée de la session

1. La douzième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 11 au 30 janvier 1960.
2. M. José D. Ingles, Vice-Président de la Sous-Commission pour sa onzième session, a ouvert la douzième session le 11 janvier 1960 (279ème séance).

Représentation à la session

3. Etaient présents les membres de la Sous-Commission, ou les suppléants, dont les noms suivent :

M. Abdel Hamid Abdel-Ghani	(République arabe unie)
M. Omar Sharaf (suppléant)	
M. Mohamed Ahmed Abu Rannat	(Soudan)
M. Abdel Karim Mirghani (suppléant)	
M. Philip Halpern	(Etats-Unis d'Amérique)
M. C. Richard Hiscocks	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
M. José D. Ingles	(Philippines)
M. Pierre Juvigny	(France)
M. Jean Marcel Bouquin (suppléant)	
M. Wojciech Ketrzynski	(Pologne)
M. Jacek Machowski (suppléant)	
M. A. Krishnaswami	(Inde)
M. Franz Matsch	(Autriche)
Mme Z. V. Mironova (suppléante)	(Union des Républiques socialistes soviétiques)
M. V. I. Sapojnikov (suppléant)	
M. Edward Rizk (suppléant)	(Liban)
M. Khalil Makkawi (suppléant)	
M. Enrique Rodriguez Fabregat	(Uruguay)
M. Voitto Saario	(Finlande)
M. Jacobo Schaulsohn (suppléant)	(Chili)

4. Avant l'ouverture de la session, trois membres de la Sous-Commission, M. Charles D. Ammoun (Liban), M. A. A. Fomine (Union des Républiques socialistes soviétiques) et M. Hernan Santa Cruz (Chili) ont fait savoir au Secrétaire général qu'ils ne pourraient assister à la session et que, conformément à l'article 70 du règlement intérieur des Commissions techniques du Conseil économique et social et avec l'assentiment de leurs gouvernements, ils désignaient respectivement comme suppléants, pour toute la session, M. Edward Rizk, Mme Z. V. Mironova et M. Jacobo Schaulsohn. M. Abdel Hamid Abdel-Ghani (République arabe unie), M. Mohamed Ahmed Abu Rannat (Soudan), M. Pierre Juvigny (France), M. Wojciech Ketrzynski (Pologne), Mme Z. V. Mironova (Union des Républiques socialistes soviétiques) et M. Edward Rizk (Liban) n'ont pu être présents à certaines séances de la Sous-Commission et, avec l'assentiment de leurs gouvernements, ont désigné respectivement comme leurs suppléants pour ces séances M. Omar Sharaf, M. Abdel Karim Mirghani, M. Jean Marcel Bouguin, M. Jacek Machowski, M. V. I. Sapojnikov et M. Khalil Makkawi. Ces désignations ayant le complet agrément du Secrétaire général, les suppléants ont eu, pendant la durée de la session, le même statut que les membres de la Sous-Commission, y compris le droit de vote.

5. Des observateurs envoyés par les Gouvernements du Cambodge, de l'Italie et de la République fédérale d'Allemagne ont assisté à la session.

6. Ont assisté à diverses séances de la session les représentants des institutions spécialisées dont les noms suivent :

Organisation internationale du Travail

M. E. Zmirou

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

M. M. Akrawi

M. A. Gagliotti

7. Les personnes dont les noms suivent, représentants autorisés d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, ont assisté à la session en qualité d'observateurs :

Catégorie A

Confédération internationale des syndicats chrétiens (M. Gerard Thormann);
Confédération internationale des syndicats libres (Mlle Janet Seigel);
Fédération mondiale des anciens combattants (Mlle Emily Nichols);
Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (M. H. G. Barratt-Brown).

Catégorie B

Alliance internationale des femmes (Mme Frances A. Doyle, Mlle Frieda S. Miller, Mlle Ruth S. Woodsmall); Alliance universelle des unions chrétiennes féminines (Mme Roland Beattie, Mlle Elsie D. Harper); Association des femmes du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est (Mme Henry G. Fowler); Bureau international catholique de l'enfance (M. Jules A. Gagnon); Commission des Eglises pour les affaires internationales (M. A. Dominique Micheli); Comité consultatif mondial de la Société des amis (M. B. Tarrt Bell, M. Henry Thiagaraj); Conférence internationale des charités catholiques (M. Louis Longarzo); Congrès juif mondial (M. Gerhard Jacoby, M. Maurice L. Perlzweig); Conseil consultatif d'organisations juives (M. James Marshall, M. Moses Moskowitz); Conseil international des femmes (Mme Dorothy S. Bauman, Mme Rose P. Parsons); Fédération internationale des femmes diplômées des universités (Mlle Elmina R. Lucke); Fédération internationale des femmes juristes (Mme Lenore Hines Alden, Mme Rose Korn Hirschman); Fédération mondiale des jeunesses féminines catholiques (Mme Rosemary Higgins Cass); Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté (Mme Adelaide N. Baker); Ligue internationale des droits de l'homme (M. Roger N. Baldwin, M. Max Beer, Mme W. Potter, Mme Dora D. Roitburd); Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples (Mlle Elizabeth Reid); Organisation internationale des femmes sionistes (Mme Ines Radunsky); Organisation mondiale Agudas Israël (M. Isaac Lewin); Pax Romana (M. Eugene M. Burke); Union internationale de la presse catholique (M. Gary MacEoin); Union internationale des organismes familiaux (Mme Peter L. Collins); Union mondiale des organisations féminines catholiques (Mlle Catherine Schaefer); Union mondiale pour un judaïsme libéral (Mme Victor Polstein).

Registre

Fédération mondiale pour la santé mentale (Mme Helen S. Ascher); Union internationale de l'humanisme et de l'éthique (Mme Walter, M. Weis).

Secrétariat

8. M. C. V. Narasimhan, Sous-Secrétaire aux affaires politiques spéciales, et M. John P. Humphrey, Directeur de la Division des droits de l'homme, ont représenté le Secrétaire général. M. Edward Lawson a rempli les fonctions de Secrétaire de la Sous-Commission.

Election du bureau

9. A sa 279ème séance, la Sous-Commission a élu à l'unanimité M. José D. Ingles (Philippines) Président; M. Arcot Krishnaswami (Inde) Vice-Président et M. Voitto Saario (Finlande) Rapporteur.

Séances, résolutions et documentation

10. La Sous-Commission a tenu trente et une séances plénières. Les opinions exprimées par les membres de la Sous-Commission au cours de ces séances sont exposées sous forme analytique dans les documents E/CN.4/Sub.2/SR.279 à 309.

11. Conformément à l'article 75 du règlement intérieur des Commissions techniques du Conseil économique et social, la Sous-Commission a entendu, à diverses séances (E/CN.4/Sub.2/SR.279, 280, 281, 282, 285, 289, 292, 299, 300, 302 et 304) les représentants des organisations non gouvernementales suivantes :

Catégorie A

Confédération internationale des syndicats libres (Mlle Janet Seigel).

Catégorie B

Bureau international catholique de l'enfance (M. Jules A. Gagnon); Commission des Eglises pour les affaires internationales (M. A. Dominique Micheli); Comité consultatif mondial de la Société des amis (M. B. Tartt Bell); Congrès juif mondial (M. Gerhard Jacoby, M. Maurice L. Perlzweig); Conseil consultatif d'organisations juives (M. James Marshall, M. Moses Moskowitz); Fédération internationale des femmes diplômées des universités (Mlle Elmina R. Lucke); Ligue internationale de femmes

pour la paix et la liberté (Mme Adelaide N. Baker); Ligue internationale des droits de l'homme (M. Roger N. Baldwin, M. Max Beer); Organisation mondiale Agudas Israël (M. Isaac Lewin); Pax Romana (M. Eugene M. Burke); Union internationale de la presse catholique (M. Gary MacEoin); Union mondiale pour un judaïsme libéral (Mme Victor Polstein).

Registre

Fédération mondiale pour la santé mentale (Mme Helen S. Ascher); Union internationale de l'humanisme et de l'éthique (Mme Walter, M. Weis).

12. Les résolutions adoptées par la Sous-Commission figurent, suivant les sujets auxquels elles se rapportent, dans les parties correspondantes du présent rapport. Un additif à ce rapport (E/CN.4/800/Add.1) contiendra les états, préparés par le Secrétariat, exposant les incidences financières des décisions prises par la Sous-Commission.

13. La liste des documents dont la Sous-Commission était saisie à sa douzième session est donnée dans l'annexe au présent rapport.

II. ORDRE DU JOUR

Point 2 de l'ordre du jour

14. A sa 279^{ème} séance, la Sous-Commission a examiné l'ordre du jour provisoire (E/CN.4/Sub.2/199/Rev.1), établi par le Secrétaire général en consultation avec M. Mohamed Awad, Président de la Sous-Commission à sa onzième session.
15. La Sous-Commission était saisie d'un exposé écrit présenté par la Ligue internationale des droits de l'homme, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie B (E/CN.4/Sub.2/NGO/12), lui demandant d'accorder la plus grande attention, à sa douzième session, aux faits et à l'esprit que révélaient "les explosions d'hostilité raciale et religieuse qui se produisent actuellement", et en particulier : 1) d'adopter une résolution condamnant énergiquement la présente incitation à la haine et à la violence; 2) d'entreprendre une enquête sur l'origine et les buts du mouvement actuel dans les pays où il a été signalé jusqu'à présent.
16. A l'occasion de l'examen de l'ordre du jour provisoire, la Sous-Commission a étudié les trois questions suivantes : 1) quel rang donner au point 10 de l'ordre du jour provisoire : "Travaux futurs de la Sous-Commission, y compris la question de nouvelles études, la question du rang de priorité à accorder à ces études et la question du contrôle et de la limitation de la documentation"; 2) quel rang donner au point 11 : "Mesures à prendre pour mettre fin à toute propagande en faveur d'une hostilité nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la haine ou à la violence ou aux deux à la fois"; 3) à quel point de l'ordre du jour rattacher l'exposé présenté par la Ligue internationale des droits de l'homme.
17. Une proposition de M. Matsch tendant à placer après le point 12 le point portant le numéro 10 a été adoptée à l'unanimité.
18. M. Ketrzynski a proposé que le point 11, en raison de son importance, soit examiné après le point 7. M. Schaulsohn, approuvant l'idée de faire une place spéciale au point 11, a proposé de l'examiner immédiatement après le point 6. Cette dernière proposition a été adoptée par 7 voix contre une, avec 5 abstentions.

19. Dans sa communication, la Ligue internationale des droits de l'homme indiquait trois points de l'ordre du jour provisoire à propos desquels son exposé pourrait être examiné : le point 5 (Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses), le point 6 (Etude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques) et le point 11 (Mesures à prendre pour mettre fin à toute propagande en faveur d'une hostilité nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la haine ou à la violence, ou aux deux à la fois).

20. Les membres de la Sous-Commission n'ont pas tous été du même avis quant au point de l'ordre du jour à propos duquel on pourrait examiner l'exposé de la façon la plus appropriée. Certains ont fait valoir que le plus logique était de le rattacher au point 5, d'autres qu'il se rapportait au point 11, d'autres encore qu'on pouvait l'examiner à propos du point 9 (Observations sur les travaux de la Deuxième Conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination). En réponse à une question, le représentant de la Ligue internationale des droits de l'homme a déclaré que son organisation préférerait que son exposé fût examiné au titre d'un point distinct de l'ordre du jour.

21. Il a été finalement convenu que la Sous-Commission aurait toute liberté pour examiner l'exposé à propos de tout point pertinent de l'ordre du jour.

22. La Sous-Commission a adopté à l'unanimité l'ordre du jour suivant pour sa douzième session :

1. Election du bureau
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Invitation à adresser à la Commission de la condition de la femme
4. Communications relatives à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités
5. Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses : rapport préparé par le Rapporteur spécial, M. A. Krishnaswami
6. Etude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques : mémoire présenté par le Rapporteur spécial, M. Hernan Santa Cruz

7. Mesures à prendre pour mettre fin à toute propagande en faveur d'une hostilité nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la haine ou à la violence, ou aux deux à la fois
8. Etude des mesures discriminatoires dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : mémoire présenté par M. José D. Ingles
9. Mesures adoptées par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en vue d'établir une réglementation internationale concernant la discrimination dans l'enseignement : note présentée par le Directeur général de l'UNESCO
10. Observations sur les travaux de la Deuxième Conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination
11. Protection des minorités
12. Travaux futurs de la Sous-Commission, y compris la question de nouvelles études, la question du rang de priorité à accorder à ces études et la question du contrôle et de la limitation de la documentation
13. Adoption du rapport de la Sous-Commission à la Commission des droits de l'homme

III. INVITATION A ADRESSER A LA COMMISSION DE LA CONDITION
DE LA FEMME

Point 3 de l'ordre du jour

23. A sa 279ème séance, la Sous-Commission a décidé à l'unanimité, conformément au paragraphe 5 de la résolution 48 A (IV) du Conseil économique et social, d'inviter la Commission de la condition de la femme à envoyer une représentante qui participerait aux délibérations quand la discussion porterait sur des questions relatives à des mesures discriminatoires fondées sur le sexe. A la suite de cette décision, la Commission de la condition de la femme s'est fait représenter par Mme Marie-Hélène Lefaucheux (France), qui a participé aux travaux de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/SR.286, 289, 296, 297 et 302).

IV. COMMUNICATIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES MESURES
DISCRIMINATOIRES ET A LA PROTECTION DES MINORITES

Point 4 de l'ordre du jour

24. La Sous-Commission a pris connaissance, au cours d'une séance privée, de la liste confidentielle des communications relatives à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités, que l'Organisation des Nations Unies a reçues du 1er novembre 1958 au 31 octobre 1959 (Sub.2/Communications List No 9).

25. Le Président a attiré l'attention des membres de la Sous-Commission sur la décision prise par la Commission des droits de l'homme à sa quinzième session (E/3229, résolution 15 (XV)), de ne plus prendre note, par décision précédée ou non d'un vote, de la distribution de la liste confidentielle de communications et des réponses des gouvernements, mais de continuer, comme elle l'avait fait jusque-là dans le paragraphe introductif du chapitre de son rapport qui a trait aux communications, à indiquer dans son rapport au Conseil économique et social que la liste et les réponses ont été distribuées par le Secrétaire général et reçues par les membres de la Commission.

26. La Sous-Commission a décidé d'adopter une procédure analogue à la procédure adoptée par la Commission.

V. ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DE
LA LIBERTE DE RELIGION ET DES PRATIQUES RELIGIEUSES

Point 5 de l'ordre du jour

Introduction

27. De la 280ème à la 306ème séance, la Sous-Commission a examiné le point 5 de son ordre du jour, intitulé "Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses".

28. La Sous-Commission était saisie du rapport sur les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses, rédigé par son Rapporteur spécial, M. A. Krishnaswami (E/CN.4/Sub.2/200 et documents de séance Nos 1 à 86). Ce rapport avait été établi en exécution de la résolution B, adoptée par la Sous-Commission à sa onzième session (E/CN.4/Sub.2/778, paragraphe 111).

29. Le rapport était divisé en six chapitres, précédés d'un avant-propos et d'une introduction. Dans l'introduction, le Rapporteur spécial exposait le développement de la notion de la liberté de pensée, de conscience et de religion, et soulignait que cette notion était de plus en plus reconnue en droit interne et en droit international. Aux chapitres I à IV, il traitait de la nature du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, et étudiait certains problèmes relatifs à la liberté de maintenir ou de changer sa religion ou sa conviction, à la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, et à la question du statut des religions par rapport à l'Etat. Au chapitre V, il exposait son opinion sur les tendances actuelles pour ce qui est de la reconnaissance et de l'exercice du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Au chapitre VI, il énonçait un programme en vue de décisions à prendre par les Nations Unies afin d'éliminer les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses.

30. En présentant son rapport, le Rapporteur spécial a exposé qu'il était fondé essentiellement sur le projet de rapport (E/CN.4/Sub.2/L.123) qu'il avait soumis à la Sous-Commission à sa dixième session et sur le supplément à ce projet (E/CN.4/Sub.2/L.123/Add.1) qu'il lui avait soumis à sa onzième session. Cependant, le Rapporteur avait entièrement revu le projet de rapport et le supplément, avait complètement remanié certains passages, en avait ajouté de nouveaux ou en avait supprimé le cas échéant, afin de tenir compte de renseignements dont il n'avait

eu connaissance que récemment et des observations faites par les membres de la Sous-Commission et de la Commission des droits de l'homme sur les projets précédents. Il se rendait compte que certains points de vue exposés dans le rapport étaient déjà dépassés et qu'il n'avait pu donner complète satisfaction à tous ceux qui avaient présenté des observations sur les projets antérieurs, notamment dans les cas où les observations faites étaient quelque peu contradictoires. Il assumait donc l'entière responsabilité de la teneur du rapport et ne demandait pas à la Sous-Commission de le faire sien. Il a toutefois exprimé l'espoir que cette dernière examinerait avec une attention particulière le programme en vue de décisions à prendre, exposé au chapitre VI, qu'il considérait comme la partie la plus importante du rapport.

31. Le Rapporteur spécial a également signalé que son rapport était essentiellement une analyse fondée sur les renseignements recueillis par lui et résumés dans une série de quatre-vingt-six "documents de séance", dont chacun expose la situation de fait et de droit dans un pays pour ce qui est des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion. Il considérait ces documents comme faisant partie intégrante de son rapport et il a exprimé l'espoir que, comme le rapport lui-même, ils seraient distribués le plus largement possible. Il a rappelé que, conformément aux arrangements conclus avec le Secrétaire général par la Sous-Commission, ces documents de séance seraient à la disposition de quiconque les demanderait; cependant, ils n'avaient été publiés que dans la langue dans laquelle ils avaient été rédigés, c'est-à-dire en anglais, en français ou en espagnol. Selon le Rapporteur spécial, leur importance tenait à ce que chacun d'eux rassemblait tous les renseignements relatifs aux pratiques discriminatoires qui pouvaient subsister dans un certain pays ainsi qu'aux mesures prises pour éliminer ces pratiques, ce qui permettait d'obtenir un tableau objectif de la situation actuelle dans ce pays.

32. Le Rapporteur spécial a précisé qu'il s'était généralement abstenu de viser des pays particuliers dans le rapport proprement dit. Les raisons qui l'ont amené à adopter cette attitude sont exposées en détail dans l'avant-propos.

33. Etant donné que la Sous-Commission avait déjà examiné, à ses dixième et onzième sessions, une grande partie des questions dont traite le rapport, ses membres n'ont procédé qu'à une brève discussion générale qui a porté surtout sur l'ensemble

du rapport et sur certains passages nouveaux ou remaniés. Elle a ensuite examiné chacun des chapitres en accordant une attention particulière au programme en vue de décisions à prendre, figurant au chapitre VI, et elle a adopté une résolution sur l'ensemble du rapport (voir le paragraphe 160 du présent rapport).

Discussion générale et observations sur l'ensemble du rapport

34. Dans la discussion générale, des déclarations ont été faites par des membres de la Sous-Commission, par des représentants de diverses organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif (E/CN.4/Sub.2/SR.280, 281, 282, 285, 289, 292, 299, 300, 302 et 304) et par la représentante de la Commission de la condition de la femme (E/CN.4/Sub.2/SR.286, 289, 296 et 297). Deux exposés écrits relatifs au rapport ont été distribués; l'un (E/CN.4/Sub.2/NGO/13) émanait des représentants du Bureau international catholique de l'enfance, de Pax Romana et de la Fédération mondiale des jeunesses féminines catholiques, et l'autre (E/CN.4/Sub.2/NGO/15) du Congrès juif mondial.

35. Les membres de la Sous-Commission ont été unanimes à louer le Rapporteur spécial de son rapport. Ils ont félicité M. Krishnaswami d'avoir mené à bien, avec beaucoup d'habileté et de soin, une étude exceptionnellement complète et constructive qui restera probablement pendant de longues années un ouvrage classique dans un domaine extrêmement délicat et prêtant à controverse, et qui guidera l'action des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des particuliers. Ils ont accueilli le rapport avec satisfaction non seulement parce qu'il contient une analyse profonde du problème des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses, fondée sur la volumineuse documentation rassemblée qui éclaire d'un jour nouveau une question extrêmement difficile et mal comprise, mais encore parce qu'il reflète une objectivité scrupuleuse et qu'il est rédigé dans un style d'une haute tenue. Certains y ont vu un événement marquant parmi les efforts déployés par les Nations Unies pour supprimer les préjugés et les mesures discriminatoires.

36. Plusieurs membres ont fait observer que, conformément aux directives arrêtées par la Sous-Commission, le rapport avait été rédigé non seulement pour servir de base à des recommandations en vue de décisions à prendre, mais aussi dans le dessein d'éclairer l'opinion publique mondiale. A leur avis, le moyen le plus

efficace de lutter contre les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses est de faire un effort soutenu d'éducation. Ils ont donc demandé que le rapport soit imprimé et reçoive une large diffusion, et qu'on en établisse un bref résumé à l'intention du grand public, destiné à être utilisé dans le monde entier et particulièrement dans les établissements scolaires.

37. En présentant leurs observations sur le fond du rapport, certains membres ont été d'avis que le Rapporteur spécial avait eu tort de mettre sur le même plan la religion et certaines autres convictions comme l'agnosticisme, la libre-pensée, l'athéisme et le rationalisme. Mme Mironova et M. Ketrzynski ont regretté qu'il n'eût pas souligné davantage la nécessité d'éviter la discrimination contre les personnes qui ont des convictions non religieuses. Le Rapporteur spécial a fait observer qu'il s'était inspiré essentiellement de l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui, au sujet du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, vise la "religion ou conviction". Il a ajouté que les problèmes que pose la discrimination contre les incroyants se rapportent surtout au droit de maintenir ou de changer sa religion ou sa conviction. A quelques exceptions près, ces problèmes ne se présentent, au sujet du droit de manifester sa religion ou sa conviction, qu'en ce qui concerne le prosélytisme ou la diffusion d'une propagande antireligieuse. C'est pourquoi le Rapporteur spécial n'avait pas jugé utile de traiter le cas des personnes qui ont des convictions non religieuses d'une façon aussi détaillée que celui des personnes qui ont des convictions religieuses. En outre, le titre même du sujet dont on lui avait confié l'étude, à savoir "Mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses", indiquait clairement que le Rapporteur spécial devait se préoccuper avant tout des personnes qui ont des convictions religieuses.

38. Plusieurs membres de la Sous-Commission ont regretté que le rapport ne contienne pas un plus grand nombre de références précises à des pratiques en usage dans divers pays et ils ont proposé d'incorporer dans la version imprimée définitive du rapport les quatre-vingt-six monographies par pays qui avaient été distribuées sous forme de "documents de séance". Cependant, d'autres membres ont émis l'opinion que ces documents ne devraient recevoir une plus large diffusion qu'avec l'assentiment des gouvernements intéressés, particulièrement en raison

du fait que certains d'entre eux contiennent des renseignements émanant de sources officielles. A cet égard, le Rapporteur spécial a souligné qu'il considérait la série des "documents de séance" comme faisant partie intégrante de son rapport et il a exprimé l'espoir que ces documents seraient publiés intégralement, soit par l'Organisation des Nations Unies, soit par l'une des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif.

39. M. Halpern a appelé l'attention de la Sous-Commission sur certaines omissions que présentait, selon lui, le rapport. A son avis, le Rapporteur spécial n'avait pas traité suffisamment le problème des mesures discriminatoires fondées sur la religion, bien qu'il eût indiqué, dans les précédents projets de rapport, qu'il devait réunir des renseignements sur cette très grave question. En particulier, M. Halpern a estimé qu'il aurait dû y avoir un chapitre sur les mesures discriminatoires qui portent sur l'exercice d'autres droits et qui pourraient amener indirectement une restriction du droit de manifester une religion ou conviction particulière. Il a estimé aussi qu'il aurait dû y avoir un chapitre traitant des restrictions à la liberté d'enseigner sa religion ou sa conviction, tant en public qu'en privé. Ce problème avait également été mentionné dans le rapport d'activité et avait fait l'objet d'un titre dans le plan utilisé pour les "monographies par pays", mais il n'en était plus question dans le rapport final. La question du droit de propager sa religion ou sa conviction, traitée dans le rapport final, est entièrement différente.

40. Sur ces points, le Rapporteur spécial a fait remarquer que beaucoup de renseignements avaient été recueillis sur les mesures discriminatoires touchant l'enseignement d'une religion ou d'une conviction et qu'on en trouvait certains dans les "monographies par pays". Cependant, après examen, il avait constaté que ces renseignements faisaient en très grande partie double emploi avec les renseignements qui avaient été réunis et utilisés pour l'Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement (publication des Nations Unis, No de vente : 1957.XIV.3). Les seuls renseignements disponibles qui semblaient apporter des éléments nouveaux au sujet de la question des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses étaient ceux qui avaient trait à la formation de personnel : ministres, prêtres, rabbins, mullahs et imans; ces

renseignements avaient été résumés dans le rapport (paragraphe 133 à 135). Des renseignements avaient également été réunis sur les mesures discriminatoires qui portent sur l'exercice d'autres droits et qui pourraient amener indirectement une restriction du droit de manifester une religion ou conviction particulière; ces renseignements figuraient dans plusieurs des monographies par pays. Toutefois, l'examen de ces renseignements avait montré qu'ils faisaient pour la plupart double emploi soit avec ceux qui avaient été réunis et utilisés à l'occasion des études déjà faites sur les mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement ou sur la discrimination en matière d'emploi et de profession, soit avec ceux que l'on réunit actuellement pour l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques. C'est pourquoi M. Krishnaswami n'avait pas jugé possible de faire figurer dans son rapport un chapitre sur cette question.

41. Il y a eu quelque discussion sur la question de savoir si le rapport présenté par M. Krishnaswami était définitif ou s'il devait être considéré comme un projet susceptible d'être modifié à la suite du débat de la Sous-Commission. Sur cette question, le Rapporteur spécial a fait remarquer qu'il avait déjà présenté à deux reprises des projets de rapport à la Sous-Commission et qu'il avait préparé le nouveau texte en tenant compte des nombreuses observations et suggestions qui avaient été faites. Son rapport était donc maintenant, en principe, définitif. Il a proposé que les membres de la Sous-Commission donnent leur avis sur chaque chapitre du rapport mais qu'ils ne votent que sur les propositions en vue de décisions à prendre (chapitre VI). Le rapport pourrait alors être transmis, sous sa forme actuelle, à la Commission des droits de l'homme, accompagné des observations faites par les membres de la Sous-Commission à titre personnel et d'une résolution de la Sous-Commission qui en expliquerait le caractère, en apprécierait l'utilité et renfermerait des propositions concrètes en vue de décisions à prendre par les Nations Unies au sujet des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses. Après examen du rapport par la Commission, le Rapporteur spécial pourrait alors en modifier le texte, le cas échéant, sous son entière responsabilité, et le remettre au Secrétaire général sous sa forme définitive pour être publié et distribué. Toutefois, il ne pouvait entreprendre d'apporter des modifications fondamentales au rapport dans sa structure ou sa teneur.

42. Il a été décidé que les comptes rendus analytiques de la discussion du rapport seraient transmis aux organes compétents avec le rapport lui-même.

Observations sur les diverses sections du rapport

43. Introduction. Dans l'introduction qui figure en tête de son rapport, le Rapporteur spécial a fait un exposé sommaire sur le développement de la notion du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, la reconnaissance progressive de cette notion en droit interne et la tendance récente en faveur de sa reconnaissance en droit international. Plusieurs membres de la Sous-Commission ont suggéré l'addition de références historiques qui, à leur avis, auraient pu figurer dans cette partie du rapport. Le Rapporteur spécial a expliqué que son intention avait été de ne faire état que de quelques exemples frappants et qu'il lui aurait été impossible de donner un historique complet de la question.

44. Chapitre I. Nature du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. M. Halpern a estimé que la valeur de ce chapitre aurait été accrue si l'auteur avait indiqué que la Déclaration universelle des droits de l'homme constitue la base fondamentale et obligatoire des études effectuées par la Sous-Commission. A son avis, la Sous-Commission est tenue, dans chacune de ses études, d'après son mandat, de prendre la Déclaration universelle pour point de départ.

45. Chapitre II. Liberté de maintenir ou de changer sa religion ou sa conviction. Aucune observation n'a été présentée sur ce chapitre.

46. Chapitre III. Liberté de manifester sa religion ou sa conviction. M. Halpern a regretté que ce chapitre ne traite pas de façon plus complète le problème de l'enseignement religieux. D'autres membres, parmi lesquels le Rapporteur spécial, ont été d'avis que cela aurait amené à recommencer inutilement le travail que la Sous-Commission avait déjà fait à l'occasion de l'Etude sur les mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement. M. Halpern a fait remarquer que le Rapporteur spécial avait signalé lui-même dans son rapport d'activité que l'étude sur les mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement portait avant tout sur le droit de l'enfant à apprendre, tandis que la Sous-Commission examinait maintenant le droit qu'a l'adulte de donner un enseignement à l'enfant; à son avis, le droit qu'ont les croyants de donner à leurs enfants une instruction religieuse est complètement distinct du droit de propager une religion ou conviction et il représente un aspect absolument fondamental de la liberté de religion.

47. Au sujet de la question de l'objection de conscience au service militaire, M. Hiscocks a estimé que le Rapporteur spécial aurait dû exprimer une préférence,

pour la situation dans laquelle l'objection de conscience est tolérée légalement et les scrupules des objecteurs de conscience sont respectés, cette situation étant tenue pour plus favorable que celle dans laquelle il n'en est pas de même; M. Hiscocks a regretté que M. Krishnaswami n'eût pas pris parti en ce sens.

48. Chapitre IV. Statut des religions par rapport à l'Etat. M. Halpern a regretté que le rapport ne contienne pas de passage traitant de l'athéisme militant; il a déclaré estimer, quant à lui, qu'il y a là l'une des menaces les plus graves contre la liberté de religion dans le monde actuel. Le Rapporteur spécial a classé les pays, d'un point de vue juridique, en trois catégories : ceux qui ont une Eglise établie ou une religion d'Etat, ceux dans lesquels l'Etat reconnaît plusieurs religions et ceux dans lesquels il y a séparation de l'Eglise et de l'Etat; M. Halpern a estimé qu'il y aurait lieu d'ajouter une quatrième catégorie correspondant au cas des Etats qui ont adopté une attitude antireligieuse ou athée. Il a exprimé l'avis que le Rapporteur spécial, puisqu'il ne voulait pas ajouter une quatrième catégorie, devrait préciser que les Etats qui ont adopté une attitude antireligieuse militante n'ont pas l'attitude de neutralité qui leur donnerait droit à être classés dans la troisième catégorie et qu'ils auraient dû être rangés dans la première catégorie, celle des pays qui ont une conviction établie ou conviction d'Etat. Le Rapporteur spécial a répondu que cette suggestion lui avait déjà été soumise mais qu'il n'avait pas pu accepter cette opinion.

49. Chapitre V. Tendances et conclusions. Plusieurs membres de la Sous-Commission ont exprimé l'avis que le rapport aurait dû accorder une plus grande attention, d'une part, à la tendance à une plus grande tolérance que manifestent les groupes religieux eux-mêmes, et, d'autre part, au problème de la persécution religieuse. On a également fait remarquer que des événements postérieurs à la rédaction du rapport ont prouvé nettement que si, d'une façon générale, la tolérance religieuse est de plus en plus répandue dans le monde moderne, la discrimination et la persécution pour motif de religion ne sont pas des questions seulement historiques mais sont des problèmes modernes et actuels.

50. Chapitre VI. Programme en vue de décisions à prendre. Au sujet du programme présenté par le Rapporteur spécial en vue de décisions à prendre, M. Juvigny a souligné qu'il importe de créer un climat favorable conduisant à l'acceptation

universelle de mesures destinées à faire disparaître la discrimination dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses. Tout en admettant que l'Etat a pour responsabilité de protéger les groupes religieux que menace l'action d'autres groupes, d'établir en matière d'éducation des normes inspirant à la jeunesse le sens de la tolérance et de la fraternité, et de créer des conditions telles que la force d'une opinion publique indignée s'oppose aux actes de discrimination, il a fait remarquer qu'en bien des cas la mobilisation de l'opinion publique par des particuliers ou des groupes pourrait avoir une plus grande efficacité, notamment si les mesures discriminatoires sont le résultat de l'action ou de l'inertie de l'Etat lui-même. D'autres membres de la Sous-Commission, notamment M. Halpern, M. Hiscocks, M. Rodriguez-Fabregat et M. Schaulsohn, se sont associés à cette opinion; ils ont insisté pour que des programmes éducatifs énergiques soient entrepris afin d'assurer le respect de la liberté de religion par les gouvernements aussi bien que par les individus et les groupes.

Examen des règles fondamentales formulées par le Rapporteur spécial

51. Dans son rapport, le Rapporteur spécial a soumis à la Sous-Commission (paragraphe 217) une série de "Règles fondamentales" qui, a-t-il précisé, avaient pour objet de montrer comment on pourrait atteindre les objectifs proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ces règles étaient accompagnées de suggestions en vue de décisions à prendre dans le cadre des Nations Unies pour l'élimination des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses.

52. La Sous-Commission a examiné successivement chacune des règles fondamentales dans le détail, bien que plusieurs membres eussent été d'avis qu'ils auraient dû se borner à exprimer leur opinion personnelle à leur sujet. Après avoir apporté certaines modifications aux règles, qu'elle a ensuite adoptées, la Sous-Commission a étudié diverses propositions concernant les autres mesures qui pourraient être prises et elle a formulé des recommandations à l'intention de la Commission des droits de l'homme.

53. La forme que les règles pourraient prendre par la suite a fait l'objet d'une longue discussion. Il a été décidé qu'étant donné que ces règles seraient

présentées à la Commission au nom de la Sous-Commission et non plus au nom du Rapporteur spécial, et qu'elles auraient par conséquent une existence indépendante du rapport du Rapporteur spécial, il conviendrait de prendre des précautions particulières pour en assurer la précision et la clarté.

54. Certains membres de la Sous-Commission ont estimé qu'il faudrait décider assez tôt dans le débat si les règles, une fois mises au point, devraient être incorporées dans une recommandation des Nations Unies, dans une déclaration, ou dans un ou plusieurs instruments internationaux; à leur avis, cette décision exercerait une influence déterminante sur la rédaction des textes. Cependant, l'opinion dominante a été qu'il était préférable de ne pas prendre de décision définitive à ce sujet tant que la teneur exacte des règles n'aurait pas été précisée davantage.

55. On s'est accordé à reconnaître que la Sous-Commission ne pourrait accepter d'appeler "règles" les textes qu'elle allait élaborer, car on entend normalement par là des dispositions juridiquement obligatoires; la Sous-Commission devrait chercher un terme plus général, étant entendu que ce serait aux instances supérieures des Nations Unies qu'il appartiendrait de fixer la terminologie définitive. Cependant, comme le Rapporteur spécial avait employé le terme "règles" pour désigner ses propositions, on l'a conservé, pour des raisons de commodité, pendant toute la discussion.

56. Au cours de la discussion générale sur les règles formulées par le Rapporteur spécial, deux suggestions ont été faites en ce qui concerne leur présentation d'ensemble. La première suggestion était que, puisque les règles de la troisième à la onzième intéressaient divers aspects particuliers du principe général énoncé dans la deuxième règle, il conviendrait de les subordonner à cette règle. La deuxième suggestion était que toutes les limitations devraient être supprimées des différentes règles et que ces limitations et toutes autres limitations qui se révéleraient nécessaires devraient faire l'objet d'une règle unique. Cette règle ne s'appliquerait pas au droit d'adhérer ou de ne pas adhérer à une religion ou conviction, mais s'appliquerait seulement au droit de manifester une religion ou conviction. La Sous-Commission a accepté l'une et l'autre de ces suggestions et en a tenu compte lors de l'examen des règles proposées.

57. La représentante de la Commission de la condition de la femme a attiré l'attention de la Sous-Commission sur la discrimination dont les femmes sont victimes en raison de certaines pratiques ou traditions religieuses. A son avis, le principe de la liberté de religion ne peut justifier des pratiques telles que le mariage sans le consentement de la femme, la répudiation arbitraire des femmes et la mutilation rituelle des filles. Elle a présenté certaines suggestions au sujet de la rédaction de la deuxième et de la neuvième des règles proposées par le Rapporteur spécial.

58. Première règle. Dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial, cette règle se lisait comme suit :

"1. Toute personne doit être libre d'adhérer ou de ne pas adhérer à une religion ou conviction, conformément à ce qu'exige sa conscience.

2. Les parents doivent avoir, par priorité, le droit de choisir la religion ou conviction dans laquelle leur enfant doit être élevé. Lorsqu'un enfant est arraché à son milieu familial, la décision quant à la religion ou conviction dans laquelle il sera élevé doit être prise surtout conformément aux intérêts de l'enfant, déterminés de façon objective, en tenant dûment compte des vœux exprimés ou présumés des parents.

3. Nul ne doit être soumis à une contrainte ou à des incitations injustifiables de nature à porter atteinte à la liberté de maintenir ou de changer sa religion ou sa conviction."

59. Des amendements à cette règle ont été présentés par M. Hiscocks (E/CN.4/Sub.2/L.160), M. Juvigny (L.161), M. Ketrzynski (L.163), M. Schaulsohn (L.164 et L.166) et M. Halpern (L.171). Au paragraphe 1 de la règle, M. Ketrzynski a proposé d'insérer après les mots "adhérer à une religion ou conviction" les mots "religieuse ou laïque". Au paragraphe 2 de la règle, M. Halpern a proposé d'insérer après le mot "parents" les mots "ou, le cas échéant, les tuteurs légaux". Au même paragraphe, M. Hiscocks a proposé de remplacer par une virgule le point final de la première phrase et de remplacer la seconde phrase par le texte suivant : "et il y a lieu de tenir pleinement compte de ce principe pour décider de l'éducation religieuse d'enfants qui ont été séparés de leurs parents". M. Ketrzynski a proposé de remplacer les mots "arraché à" par "privé de". M. Schaulsohn a proposé de remplacer le texte proposé par M. Hiscocks par le texte suivant : "et, pour décider

de l'éducation religieuse d'enfants qui ont été séparés de leurs parents, les personnes aux soins ou à la garde desquelles lesdits enfants sont confiés doivent tenir pleinement compte de ce principe". Au paragraphe 3 de la règle, M. Hiscocks a proposé de remplacer les mots "à une contrainte ou à des incitations injustifiables" par les mots "à une contrainte ou à des incitations sous quelque forme que ce soit,". M. Juvigny a proposé de donner au paragraphe la rédaction suivante : "Nul ne subira de contrainte de nature à porter atteinte à sa liberté de maintenir ou de changer sa religion ou sa conviction." Il a accepté par la suite la suggestion de M. Schaulsohn tendant à faire suivre le mot "contrainte" des mots "matérielle ou morale", et M. Hiscocks et M. Ketrzynski ont retiré leurs amendements à ce paragraphe en faveur du nouveau texte.

60. S'efforçant d'arriver à un compromis entre les différents points de vue, le Président a proposé de modifier le paragraphe 2 de la première règle de la manière suivante (L.168) : "Les parents doivent avoir, par priorité, le droit de choisir la religion ou conviction dans laquelle leur enfant doit être élevé; dans le cas d'un enfant qui a été privé de ses parents, les vœux exprimés ou présumés de ces derniers doivent être dûment pris en considération, le principe directeur étant l'intérêt de l'enfant."

61. La Sous-Commission a d'abord examiné une proposition de M. Rizk (L.170) tendant à modifier comme suit le titre de la section I des règles : "Liberté d'adhérer à une religion ou conviction ou d'en changer". Cette proposition a été adoptée par 8 voix contre une, avec 3 abstentions.

62. M. Ketrzynski a retiré sa proposition tendant à ajouter après les mots "adhérer à une religion ou conviction" les mots "religieuse ou laïque", étant entendu que la Sous-Commission interprétait bien le mot "conviction" au sens le plus large, c'est-à-dire comme s'appliquant à la fois aux convictions religieuses et aux convictions laïques.

63. Le paragraphe 1 de la première règle a été adopté à l'unanimité dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial. L'amendement de M. Halpern au paragraphe 2, tendant à insérer après le mot "parents" les mots "ou, le cas échéant, les tuteurs légaux" a été adopté par 8 voix contre une, avec 4 abstentions. La Sous-Commission a décidé, par 11 voix contre 2, de maintenir les mots "par priorité".

Le texte de compromis proposé par le Président a été adopté à l'unanimité après une modification de forme au texte anglais, acceptée par son auteur. Le paragraphe 3 de la première règle, modifié par l'amendement de M. Juvigny et par celui de M. Schaulsohn, a été adopté à l'unanimité. La Sous-Commission a décidé de remplacer, dans le texte anglais, le mot "should", partout où il figure dans les projets de règles du Rapporteur spécial, par le mot "shall", plus impératif, et d'apporter au texte français les modifications correspondantes. L'ensemble de la première règle, sous sa forme modifiée, a été adopté à l'unanimité. En voici le texte :

"Liberté d'adhérer à une religion ou conviction ou d'en changer

PREMIERE REGLE

1. Toute personne est libre d'adhérer ou de ne pas adhérer à une religion ou conviction, conformément à ce qu'exige sa conscience.

2. Les parents ou, le cas échéant, les tuteurs légaux, ont, par priorité, le droit de choisir la religion ou conviction dans laquelle leur enfant doit être élevé. Dans le cas d'un enfant qui a été privé de ses parents, les vœux exprimés ou présumés de ces derniers seront dûment pris en considération, le principe directeur étant l'intérêt de l'enfant.

3. Nul ne subira de contrainte matérielle ou morale de nature à porter atteinte à sa liberté de maintenir ou de changer sa religion ou sa conviction."

64. Deuxième règle. Dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial, cette règle se lisait comme suit :

"Toute personne doit être libre de se conformer à ce que prescrit ou autorise sa religion ou sa conviction et libre de ne pas accomplir d'actes incompatibles avec les prescriptions de sa religion ou de sa conviction."

65. Des amendements à cette règle ont été présentés par M. Hiscocks (E/CN.4/Sub.2/L.173), M. Halpern (L.175), MM. Krishnaswami et Schaulsohn (L.176), et ces amendements ont été présentés par la suite sous une forme révisée par MM. Halpern, Hiscocks et Matsch (L.177), M. Ketrzynski (L.163) et MM. Krishnaswami, Rizk et Schaulsohn (L.178). M. Hiscocks a également proposé oralement la suppression des mots "ou autorise", pour tenir compte d'une suggestion faite par la représentante de la Commission de la condition de la femme.

66. Comme la majorité des membres ont estimé que la deuxième règle était une disposition de caractère général commandant plusieurs règles plus détaillées y faisant suite, on s'est attaché à trouver une formule satisfaisante permettant de le mettre en évidence. On s'est accordé à reconnaître que cette deuxième règle et celles qui la suivent immédiatement devraient, contrairement à la première règle, être soumises à certaines limitations, nécessaires dans l'intérêt de l'ensemble de la société.

67. L'amendement de M. Hiscocks, que son auteur avait modifié de la façon suivante : "sous réserve des limitations prévues dans la seizième règle" a été rejeté par 7 voix contre 3, avec 3 abstentions. La première partie de l'amendement commun de MM. Halpern, Hiscocks et Matsch, ainsi conçu : "particulièrement en ce qui concerne les points suivants", a été adoptée par 10 voix contre zéro, avec 3 abstentions. L'amendement commun de MM. Krishnaswami, Rizk et Schaulsohn, ainsi modifié par ses auteurs : "sous réserve des intérêts de l'ensemble de la société ainsi qu'il est prévu dans la --- règle", a été adopté par 8 voix contre 3, avec 2 abstentions. Les mots "ou autorise" ont été maintenus par 8 voix contre 3, avec 2 abstentions. La deuxième règle, sous sa forme modifiée, a été adoptée à l'unanimité. En voici le texte :

"Toute personne est libre de se conformer à ce que prescrit ou autorise sa religion ou sa conviction et libre de ne pas accomplir d'actes incompatibles avec les prescriptions de sa religion ou de sa conviction, particulièrement en ce qui concerne les points suivants, sous réserve des intérêts de l'ensemble de la société ainsi qu'il est prévu dans la --- règle."

68. Troisième règle. Dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial, cette règle se lisait comme suit :

"1. Toute personne doit être libre de pratiquer le culte conformément aux prescriptions de sa religion ou de sa conviction, individuellement ou en commun, et tant en public qu'en privé.

2. Une égale protection doit être accordée à toutes les formes de culte, aux lieux du culte et aux objets nécessaires à l'accomplissement des rites."

69. M. Ketrzynski a présenté un amendement (E/CN.4/Sub.2/L.163) tendant à ajouter à la fin de cette règle un paragraphe 3 rédigé comme suit : "La même protection doit être accordée à toutes manifestations et toutes activités des mouvements représentant les convictions laïques". M. Rizk a proposé oralement d'ajouter, au

paragraphe 1, après les mots "pratiquer le culte", les mots "ou de manifester sa conviction", et d'ajouter un nouveau paragraphe 3 conçu dans les termes suivants : "La même protection est accordée aux manifestations de ceux qui professent des convictions laïques". Ces deux propositions ont été retirées par la suite, étant admis que la même idée se trouvait déjà exprimée dans le texte adopté pour la deuxième règle, qui devait servir de "clause générale" par rapport à plusieurs des articles suivants. Le Rapporteur spécial a supprimé les mots "conformément aux prescriptions de sa religion ou de sa conviction" qui figuraient dans son texte primitif, étant donné que l'adoption de la "clause générale" avait rendu superflu ce membre de phrase.

70. M. Ketrzynski a proposé d'ajouter à la règle ainsi révisée le paragraphe nouveau suivant (L.182) : "Toute personne professant des convictions non religieuses doit être libre de le faire sans discrimination aucune". Toutefois, sur la suggestion du Président, il a consenti à présenter cette proposition ultérieurement sous forme de règle additionnelle (voir les paragraphes 142 à 144).

71. La troisième règle, révisée par le Rapporteur spécial ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, a été adoptée à l'unanimité. En voici le texte :

"1. Toute personne est libre de pratiquer le culte, individuellement ou en commun, et tant en public qu'en privé.

2. Une égale protection doit être accordée à toutes les formes de culte, aux lieux du culte et aux objets nécessaires à l'accomplissement des rites."

72. Quatrième règle. Dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial, cette règle se lisait comme suit :

"La possibilité doit être assurée aux pèlerins de se rendre aux lieux sacrés, soit dans leur pays soit à l'étranger, comme actes de dévotion prescrits par leur religion ou leur conviction."

73. Des amendements ont été présentés par M. Halpern (E/CN.4/Sub.2/L.181 et L.187), M. Juvigny (L.184) et M. Sapojnikov (L.185). Sur la suggestion de M. Rizk, M. Halpern a révisé oralement son deuxième amendement et a proposé de remplacer le texte de la règle par le texte suivant : "Les adeptes d'une religion ou d'une conviction auront le droit de se rendre, comme actes de dévotion, aux lieux sacrés de cette religion ou de cette conviction, soit dans leur pays soit à l'étranger." Viendrait ensuite un nouveau paragraphe ainsi conçu : "Les adeptes d'une religion

ou conviction doivent être autorisés à se rendre à l'étranger pour participer à des assemblées ou réunions tenues à des fins directement en rapport avec la religion ou conviction, et à communiquer entre eux aux mêmes fins soit dans leur pays soit à l'étranger." Il a proposé en outre d'ajouter à la fin de la règle un deuxième paragraphe additionnel ainsi rédigé : "Lorsque les moyens de production et de distribution sont sous le contrôle du gouvernement, celui-ci doit, sans discrimination, mettre toutes les facilités nécessaires à la disposition des personnes intéressées pour leur permettre d'exercer cette liberté." M. Halpern a cependant retiré par la suite ses deux propositions concernant des paragraphes nouveaux; il a considéré que le texte de la seizième règle rendrait superflue la deuxième de ces propositions. L'amendement de M. Juvigny tendait à rédiger comme suit la quatrième règle : "La possibilité doit être assurée, à toute personne, d'accomplir, comme actes de dévotion, des pèlerinages aux lieux sacrés, soit dans son pays, soit à l'étranger." Cette proposition a été retirée également. Enfin, l'amendement de M. Sapojnikov tendait à ajouter, à la fin de la règle, le membre de phrase suivant : "sous réserve des règlements qui régissent dans le pays l'entrée et la sortie des personnes".

74. L'amendement de M. Sapojnikov a été rejeté par 6 voix contre 2, avec 5 abstentions. Le Rapporteur spécial a révisé son texte en tenant compte des résultats de la discussion de manière à faire ressortir clairement qu'il s'agissait d'une liberté plutôt que d'une simple possibilité. La règle révisée a été adoptée à l'unanimité. En voici le texte :

"Toute personne est libre de se rendre aux lieux sacrés, comme actes de dévotion, soit dans son pays soit à l'étranger."

75. Cinquième règle. Dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial, cette règle se lisait comme suit :

"1. Les adeptes d'une religion ou d'une conviction doivent pouvoir acquérir ou produire les articles nécessaires à l'accomplissement des rites fixés par leur religion ou leur conviction, tels que livres de prières, cierges et vin rituel.

2. Quand le gouvernement contrôle les moyens de production et de distribution, il doit mettre ces articles ou les moyens de les produire à la disposition des groupes intéressés."

76. Des amendements ont été proposés par M. Ingles (E/CN.4/Sub.2/L.172 et L.186), M. Halpern (L.181) et M. Juvigny (L.184). Le Rapporteur spécial a accepté le deuxième amendement de M. Ingles qui tendait à ce que le paragraphe 1 ne vise pas seulement l'accomplissement des rites, mais aussi l'observance des pratiques, y compris les pratiques diététiques. M. Halpern a retiré son amendement qui consistait à insérer le mot "importer" après le mot "acquérir", étant entendu que la Sous-Commission considérait que le mot "acquérir" recouvrait l'idée d'importation. L'amendement de M. Juvigny tendait à remplacer, au paragraphe 1, les mots "doivent pouvoir acquérir ou produire" par les mots "ne doivent pas être empêchés d'acquérir ou de produire".

77. M. Ketrzynski a proposé de supprimer le paragraphe 2 de la règle, remanié par M. Ingles et accepté par le Rapporteur spécial. Cette proposition a été rejetée par 5 voix contre 4, avec 4 abstentions. Les paragraphes 1 et 2 de la règle ont été adoptés à l'unanimité; l'ensemble de la règle ainsi modifiée a été adopté également à l'unanimité. En voici le texte :

"1. Les adeptes d'une religion ou conviction ne doivent pas être empêchés d'acquérir ou de produire tous articles et objets nécessaires à l'accomplissement ou à l'observance des rites ou pratiques prescrits, y compris les pratiques diététiques.

2. Lorsque les moyens de production et de distribution sont sous le contrôle du gouvernement, celui-ci doit mettre ces articles ou objets, ou les moyens de les produire, à la disposition des adeptes de la religion ou conviction intéressée."

78. Sixième règle. Dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial, cette règle se lisait comme suit :

"1. Les prescriptions de la religion ou de la conviction du défunt doivent être suivies pour la désignation des lieux où il est procédé à l'inhumation, l'incinération ou autre pratique funéraire, l'exposition dans ces lieux d'emblèmes religieux ou autres et l'accomplissement des rites funéraires ou commémoratifs.

2. Une égale protection contre la profanation doit être accordée à tous les lieux où il est procédé à l'inhumation, l'incinération ou autre pratique funéraire, de même qu'aux emblèmes religieux et autres exposés dans

ces lieux; et une égale protection contre l'intervention de personnes étrangères doit être accordée aux rites funéraires ou commémoratifs de toutes les religions et convictions."

79. Des amendements ont été présentés par écrit par M. Hiscocks (E/CN.4/Sub.2/L.160) et oralement par M. Halpern. M. Hiscocks a proposé de remplacer les deux paragraphes par le paragraphe unique suivant : "La liberté de suivre les prescriptions de la religion ou de la conviction du défunt doit être garantie pour toutes questions touchant à l'inhumation, l'incinération ou autre pratique funéraire, l'exposition dans ces lieux d'emblèmes religieux ou autres et l'accomplissement de rites funéraires ou commémoratifs. Une égale protection doit être accordée à toutes les religions et convictions pour garantir cette liberté." M. Halpern a proposé d'insérer, après le mot "défunt", les mots "à moins qu'il n'ait exprimé une volonté contraire".

80. Le Rapporteur spécial, après avoir accepté des modifications de rédaction suggérées par M. Halpern et M. Rizk, a modifié le texte du paragraphe 1 de la façon suivante : "... pour toutes questions touchant l'inhumation, l'incinération ou autre pratique funéraire, notamment en ce qui concerne la désignation des lieux où il est procédé à ces pratiques, l'exposition dans ces lieux d'emblèmes religieux ou autres ...".

81. L'amendement de M. Hiscocks a été rejeté par 7 voix contre 2, avec 3 abstentions. L'amendement oral de M. Halpern a été rejeté par 4 voix contre 3, avec 5 abstentions. Le texte de la règle a été mis aux voix dans la rédaction révisée proposée par le Rapporteur spécial. Les mots "la désignation des lieux où il est procédé à ces pratiques" ont fait l'objet d'un vote séparé. Ils ont été adoptés par 5 voix contre 2, avec 5 abstentions. La règle ainsi révisée a été adoptée par 10 voix contre zéro, avec 2 abstentions. En voici le texte :

"1. Les prescriptions de la religion ou de la conviction du défunt doivent être suivies pour toutes questions touchant l'inhumation, l'incinération ou autre pratique funéraire, notamment en ce qui concerne la désignation des lieux où il est procédé à ces pratiques, l'exposition dans ces lieux d'emblèmes religieux ou autres et l'accomplissement de rites funéraires ou commémoratifs.

2. Une égale protection contre la profanation doit être accordée à tous les lieux où il est procédé à l'inhumation, l'incinération ou autre pratique funéraire, de même qu'aux emblèmes religieux et autres exposés dans ces lieux; et une égale protection contre l'intervention de personnes étrangères doit être accordée aux rites funéraires ou commémoratifs de toutes les religions et convictions."

82. Septième règle. Dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial, cette règle se lisait comme suit :

"Les prescriptions de toute religion ou conviction concernant les fêtes et les jours de repos doivent être prises en considération, sous réserve de l'intérêt de l'ensemble de la société."

83. M. Hiscocks a présenté un amendement (E/CN.4/Sub.2/L.162) tendant à remplacer le texte de cette règle par ce qui suit : "Les pouvoirs publics doivent prendre dûment en considération les prescriptions de toute religion ou conviction concernant les fêtes ou les jours de repos."

84. Le Rapporteur spécial a accepté partiellement cet amendement en en supprimant les mots "les pouvoirs publics" étant donné que la règle intéresse non seulement les pouvoirs publics mais encore d'autres employeurs. La règle ainsi modifiée a été adoptée à l'unanimité. En voici le texte :

"Il sera dûment tenu compte des prescriptions de toute religion ou conviction concernant les fêtes ou les jours de repos."

85. Huitième règle. Dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial, cette règle se lisait comme suit :

"1. Nul ne doit être empêché d'observer les pratiques diététiques prescrites par sa religion ou sa conviction.

2. Quand le gouvernement contrôle les moyens de production et de distribution, il doit mettre les objets qui sont nécessaires à l'observance des pratiques diététiques prescrites par certaines religions ou convictions, ou les moyens de les produire, à la disposition des adeptes de ces religions ou convictions."

86. Les mots "y compris les pratiques diététiques" ayant déjà été insérés dans le texte adopté pour la cinquième règle (voir le paragraphe 77), le Rapporteur spécial a accepté l'amendement de M. Ingles (E/CN.4/Sub.2/L.172) tendant à supprimer le

paragraphe 2 de son texte qui, quant au fond, ne faisait que répéter le paragraphe 2 de la cinquième règle. La huitième règle ainsi révisée a été adoptée à l'unanimité. En voici le texte :

"Nul ne doit être empêché d'observer les pratiques diététiques prescrites par sa religion ou sa conviction."

87. Neuvième règle. Dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial, cette règle se lisait comme suit :

"1. Nul ne doit être empêché de faire procéder à une cérémonie de mariage selon les rites conformes aux prescriptions de sa religion ou de sa conviction, ni être obligé à participer contre son gré à une cérémonie religieuse de mariage non conforme à ses opinions.

2. Le droit de demander et d'obtenir le divorce ne doit pas être refusé à une personne dont les opinions admettent le divorce, pour le seul motif qu'elle professe une religion ou une conviction particulière."

88. Plusieurs membres de la Sous-Commission, notamment MM. Juvigny, Rodriguez Fabregat, Sapojnikov et Schaulsohn, ont exprimé quelques doutes au sujet de la rédaction du paragraphe 1 de la neuvième règle; ils ont fait observer qu'elle semblait donner l'impression qu'une personne doit être autorisée à se marier conformément aux prescriptions de sa religion ou de sa conviction, mais n'est pas tenue de se conformer aux lois du pays concernant la cérémonie civile. Dans certains pays, les membres du clergé sont passibles de poursuites lorsqu'ils marient un couple qui ne possède pas un certificat de mariage civil. Dans de nombreux pays, les couples doivent d'abord se marier civilement et sont ensuite libres de faire procéder à une cérémonie religieuse. Le Rapporteur spécial a expliqué qu'à son avis la règle, telle qu'elle était rédigée, ne portait pas atteinte aux prescriptions en vigueur dans divers pays pour le mariage civil. Néanmoins, il a remanié ultérieurement le texte du paragraphe 1 de la règle, de façon à insister sur l'aspect civil du mariage tout en assurant à tous le droit de faire procéder à une cérémonie religieuse (E/CN.4/Sub.2/L.188); ce nouveau texte était ainsi conçu :

"1. Sans préjudice du droit de l'Etat de déterminer les conditions de la validité du mariage, nul ne doit être empêché de faire procéder à une cérémonie de mariage selon les rites conformes aux prescriptions de sa religion ou conviction.

la. Nul ne sera contraint de participer contre son gré à une cérémonie religieuse de mariage non conforme à ses opinions."

89. M. Saario a présenté un amendement au paragraphe 2 de la règle (L.189), qu'il a ensuite modifié oralement en remplaçant le mot "divorce" par l'expression plus large "dissolution du mariage". MM. Ingles et Krishnaswami ont eux aussi présenté un amendement commun au paragraphe 2 de la neuvième règle (L.190). M. Halpern a proposé de supprimer le paragraphe 2.

90. La proposition tendant à supprimer le paragraphe 2 de la règle a été rejetée par 6 voix contre 5, avec une abstention. L'amendement de M. Saario au paragraphe 2 révisé par son auteur compte tenu de la discussion, a été adopté par 8 voix contre 2, avec 3 abstentions. La neuvième règle révisée a été adoptée à l'unanimité. En voici le texte :

"1. Sans préjudice du droit de l'Etat de déterminer les conditions de la validité du mariage, nul ne doit être empêché de faire procéder à une cérémonie de mariage selon les rites conformes aux prescriptions de sa religion ou conviction.

2. Nul ne sera contraint de participer contre son gré à une cérémonie religieuse de mariage non conforme à ses opinions.

3. Le droit de demander et d'obtenir la dissolution du mariage doit être déterminé uniquement en conformité des dispositions de la législation applicable en la matière sans distinction préjudiciable fondée sur la religion ou conviction des parties."

91. Dixième règle. Dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial, cette règle se lisait comme suit :

"Toute personne doit être libre de propager une religion ou une conviction, dans la mesure où ses actions ne portent pas atteinte au droit qu'a toute autre personne de maintenir sa religion ou sa conviction."

92. Des amendements à cette règle ont été présentés par M. Hiscocks (E/CN.4/Sub.2/L.182), qui a proposé de remplacer le mot "droit" par le mot "liberté", et par M. Halpern (L.181), qui a proposé d'ajouter à cette règle le nouveau paragraphe suivant :

"Des possibilités et une protection égales seront accordées pour la propagation de toutes les religions ou convictions. Lorsque les moyens de production et de distribution sont sous le contrôle du gouvernement, celui-ci

doit, sans discrimination, mettre à la disposition de toutes les religions et convictions le matériel et les installations nécessaires, et leur donner accès aux moyens d'information publics."

93. A la lumière de la discussion qui a eu lieu à la Sous-Commission, le Rapporteur spécial a modifié cette règle comme suit :

"Toute personne est libre de propager sa religion ou sa conviction."

94. M. Hiscocks a retiré son amendement au texte primitif de la règle étant donné qu'il ne s'appliquait plus au texte révisé. M. Halpern a retiré la deuxième phrase de son amendement à la règle car il a considéré que le texte de la seizième règle la rendrait superflue et il a remanié la première phrase de son amendement de la façon suivante :

"Une protection égale sera accordée pour la propagation de toutes les religions ou convictions."

Cette phrase a été rejetée par 5 voix contre une, avec 7 abstentions.

95. Le texte de la dixième règle, révisé par le Rapporteur spécial, a été adopté à l'unanimité. En voici le texte :

"Toute personne est libre de propager sa religion ou sa conviction."

96. Lors d'une séance ultérieure, la Sous-Commission a examiné une proposition de M. Halpern (L.179) tendant à insérer une nouvelle règle ainsi conçue :

1. Toute personne a le droit de manifester sa religion ou conviction par l'enseignement, tant en public qu'en privé, d'organiser à cet effet des cours publics pour adultes et pour enfants, et d'entretenir des écoles privées pour l'enseignement d'une religion ou conviction.

2. Lorsque les moyens de production et de distribution sont sous le contrôle du gouvernement, celui-ci doit fournir sans discrimination le matériel nécessaire à la mise en oeuvre de cette disposition.

3. Nul ne sera contraint de recevoir une instruction religieuse ou athée contraire à sa croyance ou, dans le cas d'un enfant, contraire aux vœux de ses parents ou, le cas échéant, de ses tuteurs légaux."

97. Certains membres de la Sous-Commission, en particulier MM. Hiscocks, Ketrzynski et Schaulsohn et Mme Mironova, ont fait observer que ce texte reprenait en grande partie des principes déjà exposés ailleurs et qu'il paraissait donc superflu.

M. Ingles a été d'avis que l'amendement de M. Halpern pourrait utilement être

incorporé à la dixième règle si la Sous-Commission décidait de remettre cette règle en discussion. M. Halpern, après avoir examiné ce point de vue, a considéré que l'idée contenue dans le paragraphe 1 de son amendement aurait pu être exprimée dans la dixième règle si cette dernière avait été ainsi rédigée :

"Toute personne est libre d'enseigner et de propager, tant en public qu'en privé ..."

98. La Sous-Commission a décidé, par 9 voix contre 2, avec 2 abstentions, de rouvrir la discussion sur la dixième règle. M. Halpern a proposé formellement de modifier cette règle dans le sens suivant :

"Toute personne est libre d'enseigner ou de propager sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, et tant en public qu'en privé."

99. Plusieurs passages de ce texte ont été mis aux voix séparément. Les mots "d'enseigner" ont été adoptés par 10 voix contre une, avec 2 abstentions. L'expression "individuellement ou en commun" a été rejetée par 4 voix contre 3, avec 6 abstentions. Les mots "tant en public qu'en privé" ont été adoptés par 5 voix contre 3, avec 5 abstentions. La règle modifiée a été adoptée par 11 voix contre zéro, avec 2 abstentions. En voici le texte :

"Toute personne est libre d'enseigner ou de propager sa religion ou sa conviction, tant en public qu'en privé."

100. M. Halpern a proposé que le paragraphe 3 du texte qu'il avait primitivement proposé comme nouvelle règle (L.179) soit ajouté à la dixième règle, dont il formerait le paragraphe 2.

101. Cette proposition a été adoptée par 7 voix contre 4, avec 2 abstentions. L'ensemble de la dixième règle, sous sa forme modifiée, a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 2 abstentions. En voici le texte :

"1. Toute personne est libre d'enseigner ou de propager sa religion ou sa conviction, tant en public qu'en privé.

2. Nul ne sera contraint de recevoir une instruction religieuse ou athée contraire à ses opinions ou, dans le cas d'un enfant, contraire aux vœux de ses parents ou, le cas échéant, de ses tuteurs légaux."

102. Onzième règle. Dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial, cette règle se lisait comme suit :

"1. Aucun groupe qui professe une religion ou une conviction ne doit être empêché de former le personnel requis pour l'accomplissement des pratiques ou observances prescrites par cette religion ou cette conviction.

2. Si cette formation ne peut être assurée qu'en dehors du pays, aucune limitation permanente ne doit être apportée au droit de voyager à l'étranger à l'effet de recevoir cette formation."

103. Le Rapporteur spécial a modifié la fin du paragraphe 1 de la façon suivante :

"... pour l'accomplissement des pratiques ou observances de cette religion ou cette conviction".

104. Plusieurs membres de la Sous-Commission ont appuyé l'opinion de la représentante de la Commission de la condition de la femme, suivant laquelle le mot "requis", au paragraphe 1, ne convenait pas; à leur avis, il était en effet essentiel de spécifier que les services prévus devaient être volontaires. Le Rapporteur spécial a accepté un amendement proposé oralement par M. Juvigny, tendant à remplacer les mots "le personnel requis pour l'accomplissement des pratiques..." par les mots "le personnel qui se destine à l'accomplissement des pratiques...".

105. M. Ingles a proposé (E/CN.4/Sub.2/L.172) d'ajouter le membre de phrase suivant à la fin du paragraphe 1 :

"... ni se voir refuser le droit de faire venir de l'étranger le personnel d'enseignement religieux nécessaire".

Ultérieurement, M. Ingles a modifié oralement son amendement de la façon suivante :

"... ni de faire venir de l'étranger le personnel d'enseignement nécessaire à cet effet".

106. Le mot "permanente", au paragraphe 2, a fait l'objet d'un vote séparé. Il a été maintenu, par 8 voix contre 2, avec une abstention.

107. L'amendement proposé par M. Ingles, sous sa forme révisée, a été adopté par 10 voix contre zéro, avec 3 abstentions. L'ensemble de la règle, sous sa forme modifiée, a été adopté par 12 voix contre zéro, avec une abstention. En voici le texte :

"1. Aucun groupe qui professe une religion ou une conviction ne doit être empêché de former le personnel qui se destine à l'accomplissement des pratiques ou observances de cette religion ou cette conviction ni de faire venir de l'étranger le personnel d'enseignement nécessaire à cet effet. /...

2. Si cette formation ne peut être assurée qu'en dehors du pays, aucune limitation permanente ne doit être apportée au droit de voyager à l'étranger à l'effet de recevoir cette formation."

108. Douzième règle. Dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial, cette règle se lisait comme suit :

"Nul ne doit être tenu de prêter serment contrairement aux prescriptions de sa religion ou sa conviction."

109. En raison de l'adoption de la deuxième règle, le Rapporteur spécial a modifié le texte de la douzième règle en remplaçant les mots "aux prescriptions de sa religion ou sa conviction" par les mots "à ses convictions".

110. Au cours de la discussion, on a fait observer que cette règle ne visait que le serment de caractère religieux et n'avait pour objet que de protéger les personnes auxquelles leur religion ou conviction ne permet pas de prêter un serment de caractère religieux; on a proposé d'exprimer plus clairement cette idée. Le Rapporteur spécial a accepté ce point de vue et a révisé le projet de règle de façon à mentionner qu'il s'agit d'"un serment de caractère religieux". Il a en outre remplacé les mots "contrairement aux prescriptions de sa religion ou sa conviction" par les mots "contrairement à ses convictions".

111. La douzième règle, révisée par le Rapporteur spécial, a été adoptée par 12 voix contre zéro, avec une abstention. En voici le texte :

"Nul ne sera tenu de prêter un serment de caractère religieux contrairement à ses convictions."

112. Treizième règle. Dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial, cette règle se lisait comme suit :

"Dans les pays où le principe de l'objection de conscience au service militaire est reconnu, les exemptions doivent être accordées aux objecteurs de bonne foi de telle manière qu'il n'en puisse résulter aucune distinction préjudiciable fondée sur la religion ou la conviction."

113. M. Hiscocks a proposé (E/CN.4/Sub.2/L.180) la suppression de cette règle ainsi que de la quatorzième règle; il a expliqué qu'à son avis elles ne s'appliquaient qu'à des cas tellement peu nombreux qu'il n'était guère utile de maintenir ces règles et qu'elles n'étaient pas d'une importance comparable à celle de la plupart

des autres règles. Il a rappelé les vues qu'il avait exposées antérieurement, à savoir que la situation dans laquelle l'objection de conscience est tolérée légalement et les scrupules des objecteurs de conscience sont respectés est une situation plus favorable que celle dans laquelle il n'en est pas de même.

114. M. Juvigny a proposé de supprimer la mention d'un "principe" de l'objection de conscience parce que l'objection de conscience n'est pas reconnue par la loi dans certains pays. Le Rapporteur spécial a accepté cette suggestion et a remanié la règle en conséquence. Après avoir souligné qu'à son avis la treizième règle n'allait pas assez loin, M. Hiscocks a retiré son amendement tendant à la suppression des treizième et quatorzième règles.

115. La règle révisée a été adoptée par 9 voix contre une, avec 2 abstentions. En voici le texte :

"Dans les pays où l'objection de conscience au service militaire est reconnue, les exemptions doivent être accordées aux objecteurs de bonne foi de telle manière qu'il ne puisse en résulter aucune distinction préjudiciable fondée sur la religion ou la conviction."

116. Quatorzième règle. Dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial, cette règle se lisait comme suit :

"Dans les pays où les exemptions de la participation à certaines ou à toutes les cérémonies publiques sont accordées aux personnes qui élèvent des objections contre cette participation pour le motif qu'elle est contraire à une prescription de leur religion ou de leur conviction, ces exemptions doivent être accordées de telle manière qu'il n'en puisse résulter aucune distinction préjudiciable fondée sur la religion ou la conviction."

117. Le Rapporteur spécial a remanié le texte de cette règle pour tenir compte des discussions qui avaient eu lieu au sujet d'autres articles; il a remplacé les mots "contraire à une prescription de leur religion ou de leur conviction" par les mots "contraire à leur conscience".

118. La règle ainsi modifiée a été adoptée par 10 voix contre une, avec une abstention. En voici le texte :

"Dans les pays où les exemptions de la participation à certaines ou à toutes les cérémonies publiques sont accordées aux personnes qui élèvent des objections contre cette participation pour le motif qu'elle est contraire à

leur conscience, ces exemptions doivent être accordées de telle manière qu'il ne puisse en résulter aucune distinction préjudiciable fondée sur la religion ou la conviction."

119. Quinzième règle. Dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial, cette règle se lisait comme suit :

"Aucun ecclésiastique qui reçoit des renseignements confidentiels, conformément aux prescriptions de sa religion, ne doit être obligé par les pouvoirs publics à divulguer ces renseignements."

120. M. Hiscocks a proposé (E/CN.4/Sub.2/L.180) de remplacer les mots "Aucun ecclésiastique" par les mots "Aucun prêtre ou ministre du culte" et il a précisé qu'à son avis le mot anglais "cleric" qui correspondait au mot "ecclésiastique" était désuet.

121. M. Schaulsohn a proposé de supprimer les mots "par les pouvoirs publics", étant donné que la Sous-Commission avait évité d'employer cette expression dans les règles précédentes.

122. M. Juvigny a proposé, pour plus de clarté, de remplacer les mots "conformément aux prescriptions de sa religion" par les mots "dans l'exercice de ses fonctions".

123. Le Rapporteur spécial a accepté les amendements proposés et a remanié le texte en conséquence. La règle ainsi révisée a été adoptée à l'unanimité. En voici le texte :

"Aucun prêtre ou ministre du culte qui reçoit des renseignements confidentiels dans l'exercice de ses fonctions conformément aux prescriptions de sa religion ou conviction ne doit être obligé à divulguer ces renseignements."

124. Seizième règle. Dans la rédaction établie par le Rapporteur spécial, cette règle se lisait comme suit :

"1. Les pouvoirs publics doivent s'abstenir de faire aucune distinction au préjudice ou à l'avantage injustifié de personnes ou groupes de personnes quant au droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, et doivent empêcher toute personne ou tout groupe de personnes de faire de telles distinctions.

2. Les pouvoirs publics doivent s'acquitter de ces devoirs par l'adoption de dispositions légales appropriées de caractère préventif ou

/...

correctif, y compris, s'il y a lieu, des dispositions pénales, ainsi que par l'action administrative.

3. Les pouvoirs publics doivent faire tous leurs efforts pour éduquer l'opinion publique afin qu'elle accepte le principe de non-discrimination en ce qui concerne le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, et pour assurer la direction du mouvement nécessaire à cette fin.

4. En s'acquittant de ces devoirs, les pouvoirs publics doivent être guidés par les considérations suivantes :

- a) La liberté de maintenir ou de changer sa religion ou sa conviction doit être assurée à toute personne.
- b) La liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, et tant en public qu'en privé, doit être assurée à toute personne aussi largement que possible. Toute limitation apportée à cette liberté doit être exceptionnelle, doit être aussi restreinte que possible, doit être prescrite par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique, et ne doit pas s'exercer d'une façon contraire aux buts et aux principes des Nations Unies.
- c) En cas de conflit entre les exigences de deux ou plusieurs religions ou convictions, les pouvoirs publics doivent s'efforcer de trouver une solution qui assure le plus haut degré de liberté à l'ensemble de la société, tout en donnant la préférence à la liberté que doit avoir toute personne de maintenir ou de changer sa religion ou sa conviction plutôt qu'à toute pratique ou observance qui tend à restreindre cette liberté.
- d) Les pouvoirs publics ne doivent pas faire de distinctions au préjudice ou à l'avantage injustifié de certaines religions ou leurs fidèles dans l'octroi de subventions ou d'exemptions fiscales. Cependant, il n'est pas interdit à l'Etat de percevoir des impôts généraux ou de remplir des obligations assumées à la suite d'arrangements conclus pour dédommager une organisation religieuse de la saisie de biens par l'Etat, par confiscation ou autrement, ni de verser des fonds pour la conservation d'édifices religieux reconnus comme monuments présentant une valeur historique ou artistique."

125. Dispositions limitatives de la seizième règle. Au cours de la discussion de cette règle à la Sous-Commission, plusieurs membres, notamment MM. Halpern, Ingles et Juvigny, ont déclaré qu'à leur avis le Rapporteur spécial n'avait pas suffisamment élucidé la question des limitations. Ils ont estimé qu'il faudrait établir un rapport plus étroit entre l'affirmation du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, les limitations apportées à l'exercice de ce droit et le principe de non-discrimination. Il était nécessaire de signaler les limitations qui devaient être fondées sur des mesures prises par les Etats, puisque c'était seulement en examinant les circonstances dans lesquelles ces limitations étaient imposées que l'on pourrait découvrir les cas de discrimination. Le Rapporteur spécial a expliqué qu'il avait suggéré dans ses premiers projets de rapport de consacrer une règle générale à la question des limitations, mais qu'il avait accepté lors de la rédaction définitive une suggestion faite par plusieurs membres de la Sous-Commission à la onzième session, tendant à traiter la question des limitations dans le cadre d'une règle énonçant les devoirs des pouvoirs publics.

126. Après avoir discuté la question de savoir si elle devait rédiger un texte distinct relatif uniquement aux limitations, la Sous-Commission a adopté une proposition en ce sens par 7 voix contre 4, avec 3 abstentions.

127. Lors de l'examen des parties de la seizième règle qui traitaient des limitations à imposer au droit de toute personne à la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, la Sous-Commission était saisie d'amendements présentés par M. Halpern (E/CN.4/Sub.2/L.194), M. Juvigny (L.192) et Mme Mironova (L.193).

128. M. Halpern a retiré plusieurs de ses amendements et a donné aux autres la forme d'amendements à la proposition de M. Juvigny, que la Sous-Commission a acceptée comme texte de travail de base; cette proposition était ainsi conçue :

"Placer en tête de la règle les deux paragraphes suivants :

1. Aucune restriction ne peut être apportée aux libertés énoncées dans les première, douzième et quinzième règles.
2. Les libertés et droits énoncés dans les autres règles ne peuvent être soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique."

129. Après avoir examiné le paragraphe 1 de cette proposition, la Sous-Commission a décidé de viser les première, douzième et quinzième règles comme ne pouvant être soumises à aucune restriction. L'inclusion de chacun des quatre paragraphes de la première règle dans cette catégorie a fait l'objet de votes séparés. Il a été décidé à l'unanimité d'y inclure les paragraphes 1, 3 et 4, et il a été décidé par 10 voix contre zéro, avec 3 abstentions, d'y inclure le paragraphe 2 de la première règle. Le paragraphe 1, modifié, de la proposition de M. Juvigny a été adopté à l'unanimité. M. Sharaf a proposé, au paragraphe 2, un amendement tendant à remplacer les mots "et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général" par les mots "et en conformité avec l'ordre public". Cet amendement a été rejeté par 5 voix contre 4, avec 2 abstentions.

130. Mme Mironova a proposé d'ajouter, au paragraphe 2, après les mots "de la morale", les mots "de la santé". Cette proposition a été adoptée à l'unanimité.

131. M. Halpern a proposé d'ajouter à la fin du paragraphe 2 les deux phrases suivantes : "Les limitations qui pourront être imposées ne seront pas incompatibles avec les buts et les principes des Nations Unies. Elles seront aussi restreintes que possible". M. Sharaf a proposé par un sous-amendement à cet amendement de remplacer les mots "ne seront pas incompatibles" par les mots "devront être compatibles". Ce sous-amendement a été adopté par 8 voix contre zéro, avec 4 abstentions. La première phrase de l'amendement de M. Halpern, ainsi modifiée, a été adoptée par 6 voix contre 5, avec une abstention. La deuxième phrase a été rejetée par 7 voix contre 3, avec 3 abstentions.

132. Mme Mironova a proposé d'ajouter au paragraphe 2 de la proposition de M. Juvigny le nouvel alinéa suivant : "Ces libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies". Cette proposition a été adoptée par 5 voix contre 2, avec 6 abstentions.

133. L'ensemble de la proposition, modifiée, a été adopté à l'unanimité. En voici le texte :

"1. Aucune restriction ne peut être apportée aux libertés énoncées dans la première règle (paragraphes 1, 2, 3 et 4), la douzième règle et la quinzième règle.

2. a) Les libertés et droits énoncés dans les autres règles ne peuvent être soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de la santé, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique. Toutes limitations qui pourront être imposées devront être compatibles avec les buts et les principes des Nations Unies.

b) Ces libertés et droits ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies".

134. Autres dispositions de la seizième règle. Au cours de la discussion des autres points de la seizième règle, les membres de la Sous-Commission ont présenté plusieurs suggestions quant aux dispositions à maintenir dans cette règle et aux dispositions à faire figurer dans d'autres parties du texte. En particulier, M. Schaulsohn a proposé de combiner le paragraphe 1 de la règle, sous sa forme primitive, avec les alinéas c) et d) du paragraphe 4, puisque chacun de ces alinéas énonce un principe. M. Ketrzynski a proposé (E/CN.4/Sub.2/L.191) de mettre un point au lieu d'une virgule après les mots "et de religion", et de remplacer le membre de phrase qui commence par "et pour assurer" par la phrase suivante : "Pour assurer la direction du mouvement nécessaire à cette fin, les pouvoirs publics ont le devoir de promouvoir par les moyens de l'éducation le respect du sens de la dignité de l'homme et de favoriser l'esprit de compréhension, de tolérance et d'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux". Certains membres ont été d'avis que d'autres dispositions de la règle étaient inutiles ou ne faisaient que répéter d'autres dispositions et devraient par conséquent être supprimées.

135. Conformément aux suggestions faites au cours de la discussion, le Rapporteur spécial a remanié les parties restantes de la seizième règle et il a présenté à la Sous-Commission deux nouvelles propositions. La première proposition consistait à reviser la seizième règle de manière qu'elle se lise comme suit (L.201) :

"1. Les pouvoirs publics doivent s'abstenir de faire aucune distinction au préjudice ou à l'avantage injustifié de personnes ou groupes de personnes quant au droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, et doivent empêcher toute personne ou tout groupe de personnes de faire de telles distinctions, particulièrement en ce qui concerne les points suivants :

a) En cas de conflit entre les exigences de deux ou plusieurs religions ou convictions, les pouvoirs publics doivent s'efforcer de trouver une solution qui concilie ces exigences de manière à assurer le plus haut degré de liberté à l'ensemble de la société.

- b) Dans l'octroi de subventions ou d'exemptions fiscales, aucune distinction ne doit être faite au préjudice ou à l'avantage injustifié d'une religion ou conviction ou de ses adeptes. Cependant, il n'est pas interdit aux pouvoirs publics de percevoir des impôts généraux ou de remplir des obligations assumées à la suite d'arrangements conclus pour dédommager une organisation religieuse de la saisie de biens par l'Etat, ni de verser des fonds pour la conservation d'édifices religieux reconnus comme monuments présentant une valeur historique ou artistique".

136. La seconde proposition, rédigée dans le sens de l'amendement de M. Ketrzynski, consistait à insérer un nouvel alinéa (L.200) après le troisième alinéa du préambule. Cette proposition a été ultérieurement adoptée par la Sous-Commission (voir le paragraphe 153 du présent rapport).

137. Plusieurs amendements au texte révisé de la seizième règle ont été présentés par divers membres de la Sous-Commission. M. Halpern a proposé d'ajouter, après les mots "la liberté de pensée, de conscience et de religion", les mots "ou en raison de la religion ou de la conviction". Le Rapporteur spécial a fait observer que ce point avait été réglé au paragraphe 4 de la première règle (voir les paragraphes 70 et 142 à 144 du présent rapport), texte déjà adopté par la Sous-Commission. M. Halpern a retiré son amendement après avoir reçu l'assurance que la Sous-Commission interprétait les mots "quant au droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion", dans le texte proposé par le Rapporteur spécial, comme s'appliquant tant aux distinctions préjudiciables faites dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses qu'aux distinctions préjudiciables faites dans d'autres domaines et fondées sur la religion ou conviction.

138. Tenant compte d'une proposition faite par M. Halpern, le Rapporteur spécial a proposé d'insérer entre les mots "doivent" et "empêcher" les mots "s'efforcer d'", de sorte que la seconde partie du paragraphe 1 deviendrait : "et doivent s'efforcer d'empêcher toute personne ...". M. Halpern a accepté cette rédaction, étant entendu que les mots "s'efforcer d'empêcher" ne viseraient pas nécessairement des mesures d'ordre législatif ou administratif, mais avant tout les moyens éducatifs et autres qui permettent de lutter contre la discrimination exercée par des particuliers. Le Rapporteur spécial, en tant qu'auteur du texte, a convenu que tel était bien le sens qu'il entendait donner à ce passage.

139. Après un échange de vues sur l'interprétation exacte à donner au mot anglais "undue", correspondant au mot "injustifié" dans le texte français, la Sous-Commission a admis qu'il fallait l'entendre au sens de "unjustified", bien que le Rapporteur spécial eût été d'avis que ce mot avait un sens plus étendu.

140. Le Rapporteur spécial a accepté de remanier le début de la règle pour lui donner la rédaction suivante : "Les pouvoirs publics doivent s'abstenir de faire aucune distinction au préjudice ou à l'avantage injustifié de personnes ou groupes de personnes quant au droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, et doivent s'efforcer d'empêcher toute personne ou tout groupe de personnes de faire une telle distinction". Tenant compte de l'opinion de plusieurs membres de la Sous-Commission qui estimaient que les alinéas a) et b) ne correspondaient qu'à la première partie de ce texte, il a accepté de remplacer l'expression "particulièrement en ce qui concerne les points suivants" par les mots "En particulier".

141. Le membre de phrase "et doivent s'efforcer d'empêcher" a été mis aux voix séparément et a été maintenu par 9 voix contre zéro, avec 3 abstentions. L'alinéa a) a été adopté par 10 voix contre zéro, avec 2 abstentions. Les deux phrases de l'alinéa b) ont été mises aux voix séparément. La première a été adoptée par 9 voix contre zéro, avec 3 abstentions; la deuxième a été adoptée par 8 voix contre 2, avec 2 abstentions. L'ensemble de la règle a été adopté à l'unanimité. En voici le texte :

"Les pouvoirs publics doivent s'abstenir de faire aucune distinction au préjudice ou à l'avantage injustifié de personnes ou groupes de personnes quant au droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, et doivent s'efforcer d'empêcher toute personne ou tout groupe de personnes de faire une telle distinction. En particulier :

- a) En cas de conflit entre les exigences de deux ou plusieurs religions ou convictions, les pouvoirs publics doivent s'efforcer de trouver une solution qui concilie ces exigences de manière à assurer le plus haut degré de liberté à l'ensemble de la société.
- b) Dans l'octroi de subventions ou d'exemptions fiscales, aucune distinction ne doit être faite au préjudice ou à l'avantage injustifié d'une religion ou conviction ou de ses adeptes. Cependant, il n'est pas interdit aux pouvoirs publics de percevoir des impôts généraux ou de remplir des obligations assumées à la suite d'arrangements conclus pour dédommager une organisation religieuse de la saisie de biens par l'Etat, ni de verser des fonds pour la conservation d'édifices religieux reconnus comme monuments présentant une valeur historique ou artistique".

/...

142. Proposition de nouvelle règle. M. Ketrzynski a proposé d'ajouter à la suite de la troisième règle une nouvelle règle dont le texte serait le suivant (E/CN.4/Sub.2/L.182) :

"Toute personne professant des convictions non religieuses doit être libre de le faire sans discrimination aucune".

143. M. Krishnaswami, tout en exprimant son accord sur le fond de la proposition, a estimé que ce texte serait mieux en harmonie avec le texte des règles déjà adoptées s'il visait "une religion ou conviction quelle qu'elle soit" plutôt que les "convictions non religieuses" seulement. A la suite de cette suggestion, M. Ketrzynski a ainsi révisé son texte : "Toute personne professant une conviction religieuse ou non religieuse quelle qu'elle soit doit être libre de le faire sans discrimination aucune en raison de sa religion ou conviction". Toutefois, il lui était impossible d'accepter une suggestion de M. Schaulsohn tendant à employer l'expression "doit être libre de la manifester ..." et il a expliqué qu'à son avis le terme "professer" signifie proclamer publiquement sa religion ou sa conviction et non pas simplement avoir une religion ou une conviction dans son for intérieur. M. Krishnaswami a proposé, afin de préciser ce point, d'ajouter, après les mots "libre de le faire", le mot "ouvertement".

144. M. Ketrzynski a déclaré retirer son amendement puisqu'il ne recueillait pas l'approbation générale. M. Halpern a alors repris à son compte l'amendement retiré, en lui donnant la rédaction suivante : "Toute personne professant une conviction religieuse ou non religieuse quelle qu'elle soit doit être libre de le faire ouvertement sans discrimination aucune en raison de sa religion ou conviction". M. Schaulsohn a proposé de remplacer les mots "de le faire" par les mots "de la manifester" dans l'amendement de M. Halpern. La proposition de M. Schaulsohn a été rejetée par 5 voix contre 3, avec 4 abstentions. L'amendement proposé par M. Halpern a été adopté par 10 voix contre une. En voici le texte :

"Toute personne professant une conviction religieuse ou non religieuse quelle qu'elle soit doit être libre de le faire ouvertement sans discrimination aucune en raison de sa religion ou conviction".

145. Préambule. A la 298^{ème} séance, M. Abdel-Ghani a proposé de faire précéder les dispositions adoptées par la Sous-Commission d'un préambule rédigé comme suit (E/CN.4/Sub.2/L.183) :

"Considérant que, dans la Charte, les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits de l'homme et les libertés fondamentales et que le droit à la liberté de pensée, la liberté de conscience et la liberté de religion a été proclamé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Considérant qu'il convient d'appuyer les efforts que déploient les gouvernements sur le plan national pour supprimer la discrimination fondée sur la religion ou conviction et, à cette fin, d'élaborer des dispositions plus complètes au sujet de ces libertés et d'en promouvoir ainsi le respect,

En conséquence, les dispositions ci-après sont proclamées afin de protéger le droit à la liberté de religion ou conviction et d'empêcher la discrimination fondée sur la religion ou conviction".

146. Au cours de la discussion de cette proposition, M. Krishnaswami a fait une suggestion qui a été acceptée par M. Abdel-Ghani, suivant laquelle le préambule devrait rappeler les dispositions de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme relatives au droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, ainsi qu'au principe de la non-discrimination. M. Abdel-Ghani a également accepté, sur la suggestion de M. Halpern, que le deuxième alinéa soit révisé de façon à y viser la nécessité de préciser les dispositions de la Charte et de la Déclaration plutôt que l'élaboration de "dispositions plus complètes"; il a également accepté une seconde suggestion de M. Halpern selon laquelle le deuxième alinéa devrait mentionner non seulement les efforts que déploient les gouvernements mais aussi ceux que déploient les organisations et personnes privées. En outre, il a accepté, sur la suggestion de M. Ketrzynski, que le troisième alinéa parle de développer la liberté de pensée, de conscience et de religion plutôt que de protéger le droit à cette liberté. M. Abdel-Ghani a présenté ultérieurement à la Sous-Commission un texte révisé (L.183/Rev.1).

147. M. Krishnaswami a proposé d'ajouter à ce texte révisé le nouvel alinéa suivant : "Considérant que le mépris des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en particulier du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, a infligé à l'humanité, dans le passé, d'indicibles souffrances ...". Cette proposition a été adoptée par 12 voix contre zéro, avec une abstention.

148. M. Saario a proposé de remplacer, au troisième alinéa du préambule révisé, les mots "et les organisations et personnes privées" par les mots "les organisations et les personnes privées". Cette proposition a été adoptée par 12 voix contre zéro, avec une abstention.

/...

149. M. Schaulsohn a proposé de remplacer, au troisième alinéa du préambule révisé, les mots "de renforcer" par les mots "d'appuyer". Cet amendement a été adopté par 10 voix contre zéro, avec 4 abstentions.

150. M. Ketrzynski a proposé de remplacer, au dernier alinéa du préambule révisé, le membre de phrase "afin de protéger et promouvoir ce droit" par les mots "afin de développer la liberté de pensée, de conscience et de religion". Cette proposition a été adoptée par 7 voix contre une, avec 6 abstentions.

151. A la 299ème séance, alors que la Sous-Commission examinait la seizième règle (voir le paragraphe 136), le Rapporteur spécial a présenté le texte d'un nouvel alinéa du préambule, dans lequel il reprenait certaines idées qui avaient figuré dans le texte primitif qu'il avait proposé pour la seizième règle, ainsi que dans un amendement de M. Ketrzynski à cette même règle (L.191); le texte présenté par le Rapporteur spécial et dont il proposait l'insertion après le troisième alinéa du préambule était le suivant :

"Considérant que les gouvernements, les organisations et les personnes privées ont par conséquent le devoir de favoriser par tous les moyens, notamment par l'éducation, le respect de la dignité de l'homme et l'esprit de compréhension, de tolérance et d'amitié entre tous les groupes religieux et tous les groupes dits raciaux, ainsi qu'entre toutes les nations,".

152. Après un échange de vues, le Rapporteur spécial a accepté deux amendements. Le premier consistait à remplacer l'expression "par tous les moyens, notamment par l'éducation" par l'expression "par l'éducation, ainsi que par d'autres moyens". Le second consistait à supprimer le mot "dits" devant le mot "raciaux".

153. La Sous-Commission a d'abord décidé à l'unanimité de remettre en discussion le préambule qu'elle avait déjà adopté. Elle a ensuite adopté à l'unanimité le nouvel alinéa à insérer dans ce préambule, tel qu'il avait été révisé par le Rapporteur spécial. L'ensemble du préambule, modifié, a été adopté à l'unanimité. En voici le texte :

"Considérant que, dans la Charte, les peuples des Nations Unies proclament à nouveau leur foi dans les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et se prononcent contre toutes les formes de discrimination, notamment contre la discrimination fondée sur la religion ou conviction,

Considérant que le principe de la non-discrimination et le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion sont proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Considérant que le mépris des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en particulier du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, a infligé à l'humanité, dans le passé, d'indicibles souffrances,

/...

Considérant que les gouvernements, les organisations et les personnes privées ont par conséquent le devoir de favoriser par l'éducation, ainsi que par d'autres moyens, le respect de la dignité de l'homme et l'esprit de compréhension, de tolérance et d'amitié entre tous les groupes religieux et raciaux, ainsi qu'entre toutes les nations,

Considérant qu'il convient d'appuyer les efforts déployés par les gouvernements, les organisations et les personnes privées pour éliminer la discrimination touchant le droit à la liberté de pensée, la liberté de conscience et la liberté de religion, et, à cette fin, de préciser les dispositions relatives à ces libertés en vue d'en assurer la protection et d'en faire progresser le respect,

En conséquence, les dispositions ci-après sont proclamées afin de développer la liberté de pensée, de conscience et de religion et de favoriser l'élimination de la discrimination fondée sur la religion ou conviction."

Examen de projets de résolution relatifs à l'étude

154. Un projet de résolution relatif à l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses a été présenté par MM. Hiscocks, Juvigny et Schaulsohn (E/CN.4/Sub.2/L.169). Un amendement à ce projet de résolution a été présenté par MM. Abdel-Ghani, Makkawi et Mirghani (L.197). Pour tenir compte de certaines des propositions faites dans l'amendement, les auteurs du projet de résolution ont remanié la partie A du projet de résolution commun et en ont présenté le texte révisé à la Sous-Commission (L.198). Les auteurs de l'amendement se sont déclarés satisfaits du texte révisé pour ce qui était de la partie A du projet de résolution commun et ont retiré leur texte, à l'exception du paragraphe 7 b) qu'ils ont présenté ultérieurement sous forme d'un amendement (L.204) à la partie B du projet de résolution commun.

155. MM. Hiscocks, Juvigny et Schaulsohn ont révisé certains passages de leur projet à la lumière de la discussion et en ont supprimé le paragraphe 3. Le texte révisé, constitué par les alinéas du préambule du projet de résolution commun suivi de la partie A remaniée, a été adopté à l'unanimité.

156. MM. Makkawi, Mirghani et Sharaf ont proposé, par un amendement (L.204) à la partie B du projet de résolution commun, d'insérer après les mots "prie la Commission des droits de l'homme" le paragraphe suivant :

"De communiquer les dispositions annexées à la présente résolution, ainsi que le rapport du Rapporteur spécial et les comptes rendus analytiques des débats de la Sous-Commission et de la Commission sur cette question, aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, en leur demandant de présenter leurs observations sur le projet de dispositions et sur la question de savoir si ces dispositions doivent être incorporées dans une résolution des Nations Unies ou dans un instrument international;"

Toutefois, après plus ample discussion, cet amendement a été retiré.

157. La discussion à la Sous-Commission sur la partie B du projet de résolution commun (L.169) a porté principalement sur le paragraphe 2 du dispositif. Plusieurs membres de la Sous-Commission ont estimé qu'il fallait donner plus de force à ce paragraphe et M. Rodriguez Fabregat, en particulier, a exprimé l'avis qu'il conviendrait de demander instamment aux gouvernements de poursuivre et si nécessaire d'accentuer leur action éducative destinée à éliminer toutes formes de discrimination fondée sur la religion ou conviction. A la lumière de la discussion, les auteurs du projet de résolution commun ont révisé le paragraphe 2 du dispositif pour tenir compte des diverses vues exprimées. La partie B du projet de résolution commun, sous sa forme modifiée, a été adoptée à l'unanimité.

158. A la 305ème séance, le Rapporteur spécial a présenté à la Sous-Commission ses propositions concernant la mise en ordre des textes adoptés par la Sous-Commission. M. Hiscocks a également présenté une suggestion à ce sujet et proposé que le paragraphe 7 de la deuxième partie, relatif aux pratiques diététiques (voir l'annexe à la résolution 1 (XII), deuxième partie, paragraphe 3), soit placé avant le paragraphe 3 (deuxième partie, paragraphe 4). Cette proposition a été adoptée à l'unanimité.

159. La Sous-Commission a décidé à l'unanimité d'appeler "parties" les diverses dispositions. Elle a décidé, par 12 voix contre zéro, avec une abstention, de ne pas employer le mot "articles" pour désigner les dispositions ou leurs paragraphes.

160. La Sous-Commission a adopté à l'unanimité l'ensemble de la résolution, y compris l'annexe. Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

RESOLUTION 1 (XII)

ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DE LA LIBERTE
DE RELIGION ET DES PRATIQUES RELIGIEUSES

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant la résolution B (E/CN.4/778, paragraphe III) qu'elle a adoptée à sa onzième session au sujet du projet de rapport sur les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses, rédigé par le Rapporteur spécial, M. Arcot Krishnaswami,

Ayant examiné le rapport final (E/CN.4/Sub.2/200) présenté par M. Krishnaswami conformément à la résolution susmentionnée,

A

1. Exprime sa profonde gratitude au Rapporteur spécial pour le dévouement avec lequel il a travaillé à l'élaboration de l'étude et le félicite vivement de son rapport final;

2. Exprime sa gratitude aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, à la Commission de la condition de la femme et aux organisations non gouvernementales intéressées, pour leur collaboration;

3. Transmet à la Commission des droits de l'homme, pour examen, le rapport du Rapporteur spécial, ainsi que les comptes rendus analytiques du débat de la présente session de la Sous-Commission;

4. Transmet également à la Commission le projet de Principes annexé à la présente résolution, dans la conviction que l'adoption par l'Organisation des Nations Unies de recommandations fondées sur ces Principes, qu'elle adresserait à ses Membres, couronnerait dignement cette étude;

5. Décide de maintenir à son ordre du jour la question des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses, pour pouvoir continuer à suivre les efforts accomplis en vue d'éliminer la discrimination dans ce domaine.

B

Prie la Commission des droits de l'homme de demander au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution suivant :

Le Conseil économique et social,

Estimant que la façon la plus efficace de lutter contre les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses est d'organiser une action éducative soutenue d'envergure internationale,

Considérant que la procédure de rapports triennaux de la Commission des droits de l'homme constitue un cadre approprié permettant aux gouvernements de signaler les progrès accomplis dans la lutte contre ces mesures discriminatoires,

1. Prie le Secrétaire général de :

- a) Faire imprimer et diffuser largement l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses, rédigée par M. Arcot Krishnaswami, Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités;
- b) Prendre les dispositions nécessaires en vue de la préparation par un auteur ayant la compétence voulue d'un bref résumé de l'étude à l'usage du public, qui puisse être publié et largement utilisé dans le monde entier, notamment dans les universités, les écoles et autres établissements d'enseignement, pour lutter contre ces mesures discriminatoires;

2. Demande instamment aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées de :

- a) Prendre en considération les renseignements et les conclusions que contient l'étude et de s'inspirer des Principes élaborés par la Sous-Commission à ce sujet, lorsqu'ils auront été définitivement approuvés;
- b) De poursuivre et, si nécessaire, d'accentuer leur action éducative destinée à éliminer toutes formes de discrimination fondée sur la religion ou la conviction;

3. Prie l'Assemblée générale de tenir compte de ces Principes, dans la mesure où elle le jugera approprié, lors de la rédaction de l'article 18 du Pacte relatif aux droits civils et politiques.

/...

ANNEXE

PREAMBULE

Considérant que, dans la Charte, les peuples des Nations Unies proclament à nouveau leur foi dans les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et se prononcent contre toutes les formes de discrimination, notamment contre la discrimination fondée sur la religion ou conviction,

Considérant que le principe de la non-discrimination et le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion sont proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Considérant que le mépris des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en particulier du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, a infligé à l'humanité, dans le passé, d'indicibles souffrances,

Considérant que les gouvernements, les organisations et les personnes privées ont par conséquent le devoir de favoriser par l'éducation, ainsi que par d'autres moyens, le respect de la dignité de l'homme et l'esprit de compréhension, de tolérance et d'amitié entre tous les groupes religieux et raciaux, ainsi qu'entre toutes les nations,

Considérant qu'il convient d'appuyer les efforts déployés par les gouvernements, les organisations et les personnes privées pour éliminer la discrimination touchant le droit à la liberté de pensée, la liberté de conscience et la liberté de religion, et, à cette fin, de préciser les dispositions relatives à ces libertés en vue d'en assurer la protection et d'en faire progresser le respect,

En conséquence, les dispositions ci-après sont proclamées afin de développer la liberté de pensée, de conscience et de religion et de favoriser l'élimination de la discrimination fondée sur la religion ou conviction.

Première partie

1. Toute personne est libre d'adhérer ou de ne pas adhérer à une religion ou conviction, conformément à ce qu'exige sa conscience.
2. Les parents ou, le cas échéant, les tuteurs légaux, ont, par priorité, le droit de choisir la religion ou conviction dans laquelle leur enfant doit être élevé. Dans le cas d'un enfant qui a été privé de ses parents, les vœux exprimés

/...

ou présumés de ces derniers seront dûment pris en considération, le principe directeur étant l'intérêt de l'enfant.

3. Nul ne subira de contrainte matérielle ou morale de nature à porter atteinte à sa liberté de maintenir ou de changer sa religion ou sa conviction.

4. Toute personne professant une conviction religieuse ou non religieuse quelle qu'elle soit doit être libre de le faire ouvertement sans discrimination aucune en raison de sa religion ou conviction.

Deuxième partie

Toute personne est libre de se conformer à ce que prescrit ou autorise sa religion ou sa conviction et libre de ne pas accomplir d'actes incompatibles avec les prescriptions de sa religion ou de sa conviction, particulièrement en ce qui concerne les points suivants, sous réserve des intérêts de l'ensemble de la société ainsi qu'il est prévu dans les troisième et quatrième parties :

1. a) Toute personne est libre de pratiquer le culte, individuellement, ou en commun, et tant en public qu'en privé.
b) Une égale protection doit être accordée à toutes les formes de culte, aux lieux du culte et aux objets nécessaires à l'accomplissement des rites.
2. Toute personne est libre de se rendre aux lieux sacrés, comme acte de dévotion, soit dans son pays soit à l'étranger.
3. Nul ne doit être empêché d'observer les pratiques diététiques prescrites par sa religion ou sa conviction.
4. a) Les adeptes d'une religion ou conviction ne doivent pas être empêchés d'acquérir ou de produire tous articles et objets nécessaires à l'accomplissement ou à l'observance des rites ou pratiques prescrits, y compris les pratiques diététiques.
b) Lorsque les moyens de production et de distribution sont sous le contrôle du gouvernement, celui-ci doit mettre ces articles ou objets, ou les moyens de les produire, à la disposition des adeptes de la religion ou conviction intéressée.
5. a) Sans préjudice du droit de l'Etat de déterminer les conditions de la validité du mariage, nul ne doit être empêché de faire procéder à une cérémonie de mariage selon les rites conformes aux prescriptions de sa religion ou conviction.

- b) Nul ne sera contraint de participer contre son gré à une cérémonie religieuse de mariage non conforme à ses opinions.
 - c) Le droit de demander et d'obtenir la dissolution du mariage doit être déterminé uniquement en conformité des dispositions de la législation applicable en la matière sans distinction préjudiciable fondée sur la religion ou conviction des parties.
6. a) Les prescriptions de la religion ou de la conviction du défunt doivent être suivies pour toutes questions touchant l'inhumation, l'incinération ou autre pratique funéraire, notamment en ce qui concerne la désignation des lieux où il est procédé à ces pratiques, l'exposition dans ces lieux d'emblèmes religieux ou autres et l'accomplissement de rites funéraires ou commémoratifs.
- b) Une égale protection contre la profanation doit être accordée à tous les lieux où il est procédé à l'inhumation, l'incinération ou autre pratique funéraire, de même qu'aux emblèmes religieux et autres exposés dans ces lieux; et une égale protection contre l'intervention de personnes étrangères doit être accordée aux rites funéraires ou commémoratifs de toutes les religions et convictions.
7. Il sera dûment tenu compte des prescriptions de toute religion ou conviction concernant les fêtes ou les jours de repos.
8. a) Toute personne est libre d'enseigner ou de propager sa religion ou sa conviction, tant en public qu'en privé.
- b) Nul ne sera contraint de recevoir une instruction religieuse ou athée contraire à ses opinions ou, dans le cas d'un enfant, contraire aux vœux de ses parents ou, le cas échéant, de ses tuteurs légaux.
9. a) Aucun groupe qui professe une religion ou une conviction ne doit être empêché de former le personnel qui se destine à l'accomplissement des pratiques ou observances de cette religion ou cette conviction ni de faire venir de l'étranger le personnel d'enseignement nécessaire à cet effet.
- b) Si cette formation ne peut être assurée qu'en dehors du pays, aucune limitation permanente ne doit être apportée au droit de voyager à l'étranger à l'effet de recevoir cette formation.

10. Nul ne sera tenu de prêter un serment de caractère religieux contrairement à ses convictions.
11. Dans les pays où l'objection de conscience au service militaire est reconnue, les exemptions doivent être accordées aux objecteurs de bonne foi de telle manière qu'il ne puisse en résulter aucune distinction préjudiciable fondée sur la religion ou la conviction.
12. Dans les pays où les exemptions de la participation à certaines ou à toutes les cérémonies publiques sont accordées aux personnes qui élèvent des objections contre cette participation pour le motif qu'elle est contraire à leur conscience, ces exemptions doivent être accordées de telle manière qu'il ne puisse en résulter aucune distinction préjudiciable fondée sur la religion ou la conviction.
13. Aucun prêtre ou ministre du culte qui reçoit des renseignements confidentiels dans l'exercice de ses fonctions conformément aux prescriptions de sa religion ou conviction ne doit être obligé à divulguer ces renseignements.

Troisième partie

1. Aucune restriction ne peut être apportée aux libertés énoncées dans la première partie et aux paragraphes 10 et 13 de la deuxième partie.
2. a) Les libertés et droits énoncés aux autres paragraphes de la deuxième partie ne peuvent être soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de la santé, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique. Toutes limitations qui pourront être imposées devront être compatibles avec les buts et les principes des Nations Unies.
- b) Ces libertés et droits ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

Quatrième partie

Les pouvoirs publics doivent s'abstenir de faire aucune distinction au préjudice ou à l'avantage injustifié de personnes ou groupes de personnes quant au droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, et doivent s'efforcer

d'empêcher toute personne ou tout groupe de personnes de faire une telle distinction. En particulier :

1. En cas de conflits entre les exigences de deux ou plusieurs religions ou convictions, les pouvoirs publics doivent s'efforcer de trouver une solution qui concilie ces exigences de manière à assurer le plus haut degré de liberté à l'ensemble de la société.
2. Dans l'octroi de subventions ou d'exemptions fiscales, aucune distinction ne doit être faite au préjudice ou à l'avantage injustifié d'une religion ou conviction ou de ses adeptes. Cependant, il n'est pas interdit aux pouvoirs publics de percevoir des impôts généraux ou de remplir des obligations assumées à la suite d'arrangements conclus pour dédommager une organisation religieuse de la saisie de biens par l'Etat, ni de verser des fonds pour la conservation d'édifices religieux reconnus comme monuments présentant une valeur historique ou artistique.

Examen d'un projet de résolution relatif à la revision et la mise au point du rapport

161. A la 303^{ème} séance, M. Halpern a présenté un projet de résolution relatif au rapport sur les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses (E/CN.4/Sub.2/L.203), tendant à prier le Secrétaire général "de faire le nécessaire pour que le Rapporteur spécial chargé de l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses assiste à la seizième session de la Commission des droits de l'homme, qui s'ouvrira à Genève le 29 février 1960, et pour qu'ultérieurement il revienne au Siège en vue de mettre au point la version définitive de son rapport". Tous les membres de la Sous-Commission ont appuyé vivement la proposition tendant à permettre au Rapporteur spécial d'assister à la seizième session de la Commission des droits de l'homme, mais plusieurs membres ont déclaré ne pas croire indispensable que le Rapporteur spécial revienne au Siège en vue de mettre au point la version définitive de son rapport, d'autant plus que le Rapporteur spécial avait lui-même indiqué qu'il ne serait pas en mesure d'apporter des changements importants au rapport. Toutefois, d'autres membres ont soutenu que certaines retouches étaient indispensables et que le Rapporteur spécial devrait avoir la possibilité de revenir au Siège pour procéder aux revisions qu'il estimerait nécessaires avant la publication du rapport.

162. Le projet de résolution a été mis aux voix et adopté à l'unanimité. Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

RESOLUTION 2 (XII)^x

REVISION ET MISE AU POINT DU RAPPORT SUR LES MESURES DISCRIMINATOIRES
DANS LE DOMAINE DE LA LIBERTE DE RELIGION ET DES PRATIQUES RELIGIEUSES

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Estimant qu'il est hautement souhaitable que le Rapporteur spécial soit présent lorsque la Commission des droits de l'homme examinera le rapport sur les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses,

Estimant aussi qu'il convient de donner au Rapporteur spécial la possibilité de revoir et reviser son rapport, avant qu'il soit publié, à la lumière des observations et suggestions faites à la Sous-Commission et à la Commission des droits de l'homme,

Prie le Secrétaire général de faire le nécessaire pour que le Rapporteur spécial chargé de l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses assiste à la seizième session de la Commission des droits de l'homme, qui s'ouvrira à Genève le 29 février 1960, et pour qu'ultérieurement il revienne au Siège en vue de mettre au point la version définitive de son rapport.

Examen d'un projet de résolution relatif à des manifestations d'antisémitisme et d'autres formes de haine entre races ou nationalités ainsi que de préjugés religieux et raciaux de même nature

163. A ses 303^{ème}, 304^{ème} et 305^{ème} séances, la Sous-Commission a examiné un projet de résolution commun présenté par MM. Halpern, Hiscocks, Juvigny, Matsch, Rodriguez Fabregat et Saario, relatif à la condamnation des manifestations d'antisémitisme et d'autres préjugés religieux et "raciaux", ainsi qu'aux recommandations à faire à ce sujet (E/CN.4/Sub.2/L.159).

^x Les incidences financières de cette résolution sont exposées dans un additif au présent rapport (E/CN.4/800/Add.1).

164. Au cours de ses délibérations, la Sous-Commission a reçu des communications du représentant permanent par intérim d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/CN.4/Sub.2/202) et de l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne (E/CN.4/Sub.2/204), ainsi qu'une lettre du "Président du Conseil national du Front national de l'Allemagne démocratique", que le Secrétaire général avait fait distribuer à la demande de la Mission permanente de la République populaire polonaise auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/CN.4/Sub.2/205).

165. La Sous-Commission a également reçu des exposés écrits présentés par la Ligue internationale des droits de l'homme (E/CN.4/Sub.2/NGO/12) et par la Fédération internationale des femmes diplômées des universités (E/CN.4/Sub.2/NGO/17).

166. Le projet de résolution commun présenté par MM. Halpern, Hiscocks, Juvigny, Matsch, Rodriguez Fabregat et Saario était conçu comme suit :

A

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Profondément inquiète des manifestations d'antisémitisme et d'autres préjugés religieux et "raciaux" qui ont récemment eu lieu dans plusieurs pays et qui rappellent les actes odieux commis avant et pendant la deuxième guerre mondiale,

Estimant qu'il est du devoir de la communauté internationale de s'élever contre ces manifestations, d'en rechercher les origines et les causes et de recommander les mesures les plus efficaces qui puissent être prises à leur encontre,

1. Condamne ces manifestations en tant que violations des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme;

2. Décide d'étudier la question à sa prochaine session, à la lumière de la documentation reçue en vertu de la résolution dont l'adoption est recommandée dans la partie B ci-après.

B

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Prie la Commission des droits de l'homme d'adopter la résolution suivante :

La Commission des droits de l'homme,

Notant les manifestations d'antisémitisme et d'autres préjugés religieux et "raciaux" qui ont eu lieu dans plusieurs pays, ainsi que les recommandations faites à ce sujet par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

1. Condamne ces manifestations en tant que violations des droits de l'homme au détriment du groupe contre lequel elles sont dirigées, et en tant que menace aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales de tous les peuples;

2. Demande instamment à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées de prendre toutes les mesures appropriées pour empêcher et réprimer de tels actes, et notamment d'adopter des lois supplémentaires, si cela est nécessaire, et d'appliquer fermement les lois en vigueur;

3. Prie les pouvoirs publics et les organisations privées de lancer ou d'intensifier des programmes éducatifs visant à déraciner le préjugé qui est à la base de ces manifestations;

4. Prie le Secrétaire général de demander aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qu'ils lui communiquent le plus tôt possible des renseignements, accompagnés de leurs observations, sur les points suivants :

1) Manifestations d'antisémitisme et d'autres préjugés religieux et "raciaux" qui ont eu lieu sur leur territoire;

2) Réaction publique spontanée devant ces manifestations et mesures prises à ce sujet par des organisations privées;

3) Mesures qui ont été prises par les pouvoirs publics pour empêcher de telles manifestations et châtier leurs auteurs, et nouvelles mesures qu'ils envisagent de prendre le cas échéant;

4) Avis des gouvernements sur les causes et les motifs profonds de ces manifestations;

5. Prie le Secrétaire général de demander aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture qu'elles lui communiquent tous les renseignements et suggestions qu'elles pourraient avoir sur les points ci-dessus;

6. Invite les membres de la Sous-Commission, en leur qualité d'experts, à transmettre au Secrétaire général leurs observations et tous les renseignements qu'ils pourraient avoir sur ces mêmes points;

7. Prie le Secrétaire général de transmettre tous les renseignements et observations ci-dessus aux membres de la Sous-Commission, dès leur réception;

8. Prie la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de procéder, à sa prochaine session, à un examen de la documentation reçue en réponse aux demandes ci-dessus, d'en tirer les conclusions qui lui paraîtront justifiées, de recommander les mesures qui lui sembleront souhaitables et de faire rapport à ce sujet à la Commission des droits de l'homme.

167. Des amendements au projet de résolution commun ont été présentés par Mme Mironova (E/CN.4/Sub.2/L.196), M. Krishnaswami (L.199) et M. Schaulsohn (L.208).

168. Mme Mironova a proposé d'ajouter au premier alinéa du préambule du projet de résolution A, avant les mots "des manifestations", les mots "de l'intensification de la propagande de haine et de mépris entre races ou nationalités, ainsi que d'autres manifestations d'antagonisme fondées sur la nationalité, la race ou la religion, en particulier". Au même alinéa, elle a proposé de supprimer les mots "et d'autres préjugés religieux et 'raciaux'" et de remplacer la fin de l'alinéa, à partir des mots "les actes odieux", par le texte suivant : "les crimes commis par les nazis avant et pendant la deuxième guerre mondiale et sévèrement condamnés, au nom des Nations Unies, par le Tribunal international de Nuremberg". Au même alinéa, M. Krishnaswami a proposé de remplacer les mots "manifestations d'anti-sémitisme" par les mots "manifestations de préjugés antijuifs", mais il a retiré cet amendement par la suite.

169. Au deuxième alinéa du préambule du projet de résolution A, Mme Mironova a proposé de remplacer les mots "il est du devoir de la communauté internationale" par les mots "il est du devoir de l'Organisation des Nations Unies et de la communauté mondiale".

170. M. Schaulsohn a proposé d'ajouter au préambule un troisième alinéa ainsi rédigé : "Exprimant sa satisfaction du fait que certains peuples, par l'intermédiaire de leurs gouvernements et organisations privées, ont réagi spontanément dans ce sens,".

171. Au premier alinéa du préambule du projet de résolution B, Mme Mironova a proposé d'ajouter, avant les mots "les manifestations", les mots "l'intensification de la propagande de haine et de mépris entre races ou nationalités, ainsi que d'autres manifestations d'antagonisme fondées sur la nationalité, la race ou la religion, en particulier". Au même alinéa, elle a proposé de remplacer les mots "et d'autres préjugés religieux et 'raciaux' qui ont eu lieu dans plusieurs pays" par les mots "qui ont récemment eu lieu dans plusieurs pays et qui rappellent les crimes commis par les nazis avant et pendant la deuxième guerre mondiale et sévèrement condamnés, au nom des Nations Unies, par le Tribunal international de Nuremberg". Elle a proposé également de faire du reste de l'alinéa un alinéa distinct ainsi rédigé : "Tenant compte des recommandations faites à ce sujet par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,". M. Schaulsohn a proposé d'ajouter au préambule un troisième alinéa qui se lirait comme suit : "Exprimant sa satisfaction du fait que certains peuples, par l'intermédiaire de leurs gouvernements et organisations privées, ont réagi spontanément dans ce sens,".

172. M. Krishnaswami a proposé de remplacer les mots "manifestations d'anti-sémitisme" par les mots "manifestations de préjugés antijuifs", comme il l'avait déjà proposé pour le projet de résolution A, mais il a retiré cet amendement par la suite.

173. Mme Mironova a proposé de remplacer, au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution B, les mots "violations des droits de l'homme au détriment du groupe contre lequel" par les mots "violation des principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en tant que violation des droits des groupes de population contre lesquels".

174. M. Krishnaswami a proposé d'ajouter au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution B le mot "immédiatement" après les mots "de prendre".

175. M. Krishnaswami a proposé en outre d'insérer entre les paragraphes 2 et 3 du dispositif du projet de résolution B le paragraphe suivant : "Fait appel à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées pour qu'ils élaborent une politique d'éducation et favorisent toutes mesures destinées à mieux faire comprendre à tous les élèves de toutes les écoles la nécessité de relations harmonieuses entre les divers groupes religieux et raciaux;"

176. Au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution B, Mme Mironova a proposé d'ajouter les mots "des Etats" après les mots "pouvoirs publics" et de remplacer les mots "le préjugé qui est à la base de ces manifestations" par les mots "les opinions racistes ainsi que les préjugés qui sont à la base de ces manifestations". A l'alinéa 1 du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution B, elle a proposé de remplacer les mots "d'autres préjugés religieux et 'raciaux'" par les mots "d'autres formes de haine et de mépris entre nationalités ou races, ainsi que de préjugés raciaux ou religieux".

177. M. Krishnaswami a proposé de supprimer le paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution B et de modifier en conséquence le paragraphe 7, qui se lirait comme suit : "Prie le Secrétaire général de transmettre tous les renseignements et observations ci-dessus, y compris les observations que les membres de la Sous-Commission pourraient lui faire tenir en leur qualité d'experts, dès leur réception, aux membres de la Sous-Commission".

178. Les membres de la Sous-Commission ont procédé à un échange de vues sur la question de savoir si c'était bien dans le cadre du point 5 de l'ordre du jour qu'il convenait d'examiner la proposition qui avait été présentée, considérant que ce point ne concernait que l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses. Certains membres ont estimé que cette proposition aurait dû être examinée au titre du point 7, intitulé "Mesures à prendre pour mettre fin à toute propagande en faveur d'une hostilité nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la haine ou à la violence, ou aux deux à la fois". Il a été convenu que la discussion ne se limiterait pas strictement aux problèmes intéressant les mesures discriminatoires

dans le domaine de la liberté de religion et que, si cela était nécessaire, l'on pourrait sortir quelque peu de ce cadre, tant en ce qui concerne la discussion que le texte de la résolution.

179. Au cours de la discussion générale sur la question, tous les membres de la Sous-Commission ont été d'accord pour estimer qu'il était nécessaire de prendre des mesures contre les manifestations d'antisémitisme. Insistant pour que la Sous-Commission condamne ces actes de la façon la plus catégorique, Mme Mironova, en particulier, a souligné qu'ils mettaient en évidence une renaissance du fascisme et rappelaient les crimes commis par les nazis avant et pendant la deuxième guerre mondiale et sévèrement condamnés, au nom des Nations Unies, par le Tribunal international de Nuremberg. Tout en critiquant le projet de résolution commun, elle a affirmé que l'extension prise par l'antisémitisme ne pouvait pas s'expliquer seulement par l'existence de préjugés et elle a qualifié ces actes de campagne d'incitation à l'hostilité et la haine nationales et raciales, fomentée par des groupes organisés d'éléments fascistes.

180. Divers membres de la Sous-Commission ont critiqué certains passages du projet de résolution commun. M. Ingles, notamment, a émis l'opinion que l'on pourrait peut-être reprocher à la Sous-Commission d'avoir agi prématurément en condamnant les manifestations d'antisémitisme qui ont eu lieu récemment ou en énonçant de façon détaillée les mesures d'ordre législatif ou éducatif à prendre par les gouvernements pour empêcher le retour de tels actes, avant d'avoir examiné les renseignements qui lui seront communiqués à ce sujet mais dont elle ne disposera que dans quelques mois. On a également émis l'opinion que la Sous-Commission pourrait indiquer dans le projet de résolution ce qu'elle compterait faire de la volumineuse documentation dont elle serait saisie à sa prochaine session. On s'est demandé si, une fois cette documentation reçue, la Sous-Commission n'aurait pas à envisager de formuler des recommandations destinées à empêcher le retour de telles manifestations. Dans ce cas, certaines des recommandations que la Sous-Commission adresserait à la Commission des droits de l'homme conformément au projet de résolution commun seraient prématurées, elles aussi, à certains égards. Enfin, on a fait observer que la disposition par laquelle les Etats Membres seraient priés de veiller à empêcher que ne se reproduisent des manifestations d'antisémitisme devrait être rédigée de telle manière qu'elle ne s'adresse qu'aux Etats sur le territoire desquels de tels actes ont eu lieu.

181. M. Ketrzynski a estimé que le projet de résolution était trop faible et conçu en termes trop généraux. A son avis, la résolution de la Sous-Commission devrait déclarer : a) que les actes commis au cours de la deuxième guerre mondiale avaient été qualifiés de crimes, b) que ces crimes avaient été commis par les nazis, c) que ces actes condamnés avaient été définis comme constituant non seulement une manifestation d'antisémitisme mais aussi une manifestation de haine contre des groupes raciaux, religieux et nationaux. Il a estimé que les actes récents étaient dus à la renaissance de tendances rappelant l'idéologie nazie, tant parmi l'ancienne génération que parmi la nouvelle génération, dans le pays où les manifestations d'antisémitisme avaient commencé.

182. En répondant à certaines de ces objections, les auteurs du projet de résolution ont reconnu que la Commission devait se garder de préjuger la situation en quoi que ce soit. Ils ont estimé toutefois qu'on ne préjugerait rien en condamnant comme telles les manifestations d'antisémitisme déjà connues de la Sous-Commission, quelles que fussent leurs causes profondes. Ils ont reconnu qu'on ne devait pas porter un jugement prématuré sur ces causes. La Sous-Commission ne devait au contraire épargner aucun effort pour découvrir les causes profondes de ces manifestations et en particulier pour déterminer si elles résultaient de l'action de groupes politiques cherchant à s'assurer le pouvoir dans les pays où ces manifestations s'étaient produites, ou bien si elles étaient dues à l'initiative de mouvements politiques étrangers à ces pays et désireux de jeter le discrédit sur les gouvernements de ces pays, ou encore s'il fallait y voir des actes, soit organisés, soit sporadiques, commis par des personnes ayant des préjugés.

M. Halpern a fait observer que la tâche de la Sous-Commission à cet égard serait facilitée s'il était établi que la plupart des manifestations étaient organisées par un seul groupe malfaisant car, dans ce cas, les pouvoirs publics intéressés pourraient sévir contre ce groupe.

183. Parlant au nom des auteurs du projet de résolution, M. Halpern a expliqué qu'il avait tenu compte des amendements proposés par Mme Mironova et qu'il avait offert d'en accepter plusieurs, mais que l'accord n'avait pu se faire sur un texte complet. En particulier, il a fait observer que l'emploi de l'adjectif "national" pour qualifier la nature du préjugé ne conviendrait pas, dans le texte anglais tout au moins, parce qu'en anglais le mot "national" signifie "qui concerne un gouvernement

souverain". Il a aussi émis l'avis qu'il serait tout à fait déplacé de rappeler, comme il était proposé de le faire, les jugements du Tribunal international de Nuremberg.

184. A la lumière de la discussion du projet de résolution commun et des amendements y relatifs, les auteurs ont présenté à la Sous-Commission un document de travail contenant le texte révisé ci-après (E/CN.4/Sub.2/L.159/Rev.1) dans lequel ils avaient tenu compte des amendements qu'ils avaient pu accepter.

A

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Profondément inquiète des manifestations d'antisémitisme et de préjugés religieux et raciaux de même nature qui ont eu lieu dans plusieurs pays et qui rappellent les actes odieux commis par les nazis avant et pendant la deuxième guerre mondiale,

Estimant qu'il est du devoir de l'Organisation des Nations Unies, représentant la communauté internationale, de s'élever contre ces manifestations, d'en rechercher les origines et les causes et de recommander les mesures les plus efficaces qui puissent être prises à leur encontre,

Exprimant sa satisfaction du fait que des gouvernements, des peuples et des organisations privées ont réagi spontanément contre ces manifestations,

1. Condamne ces manifestations en tant que violations des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme;

2. Décide d'étudier la question à sa prochaine session, à la lumière de la documentation reçue en vertu de la résolution dont l'adoption est recommandé dans la partie B ci-après.

B

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Prie la Commission des droits de l'homme d'adopter la résolution suivante :

La Commission des droits de l'homme,

Notant les manifestations d'antisémitisme et de préjugés religieux et raciaux de même nature qui ont eu lieu dans plusieurs pays et qui rappellent

les actes odieux commis par les nazis avant et pendant la deuxième guerre mondiale,

Exprimant sa satisfaction du fait que des gouvernements, des peuples et des organisations privées ont réagi spontanément contre ces manifestations,

Prenant en considération les recommandations faites à ce sujet par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

1. Condamne ces manifestations en tant que violations des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, en tant que violation des droits de l'homme au détriment des groupes contre lesquels elles sont dirigées et en tant que menace aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales de tous les peuples;

2. Demande instamment aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées de prendre, partout où le problème se pose, toutes les mesures appropriées pour empêcher et réprimer de tels actes, et notamment d'adopter de nouvelles lois, si cela est nécessaire, et d'appliquer fermement les lois en vigueur;

3. Prie les pouvoirs publics et les organisations privées de lancer ou d'intensifier des programmes éducatifs visant à déraciner le préjugé que reflètent ces manifestations;

4. Prie le Secrétaire général de demander aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qu'ils lui communiquent le plus tôt possible des renseignements, accompagnés de leurs observations, sur les points suivants :

1) Manifestations d'antisémitisme et de préjugés religieux et raciaux de même nature qui ont eu lieu sur leur territoire;

2) Réaction publique spontanée devant ces manifestations et mesures prises à ce sujet par des organisations privées;

3) Mesures qui ont été prises par les pouvoirs publics pour empêcher de telles manifestations et châtier leurs auteurs, et nouvelles mesures qu'ils envisagent de prendre le cas échéant;

4) Avis des gouvernements sur les causes et les motifs profonds de ces manifestations;

5. Prie le Secrétaire général de demander à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qu'elles lui communiquent tous les renseignements et suggestions qu'elles pourraient avoir sur les points ci-dessus;

6. Invite les membres de la Sous-Commission, en leur qualité d'experts, à transmettre au Secrétaire général leurs observations et les renseignements qu'ils pourraient avoir sur ces mêmes points;

7. Prie le Secrétaire général de transmettre périodiquement, au fur et à mesure de leur réception, tous les renseignements et observations ci-dessus aux membres de la Sous-Commission;

8. Prie la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de procéder, à sa prochaine session, à un examen de la documentation reçue en réponse aux demandes ci-dessus, d'en tirer les conclusions qui lui paraîtront justifiées, de recommander les mesures qui lui sembleront souhaitables et de faire rapport à ce sujet à la Commission des droits de l'homme.

185. Mme Mironova a proposé d'ajouter, au premier alinéa du préambule du projet de résolution A, après les mots "manifestations d'antisémitisme et", les mots "d'autres formes de haine entre races ou nationalités ainsi que". Cet amendement a été adopté par 9 voix contre 3, avec une abstention.

186. Mme Mironova a proposé d'ajouter à la fin du premier alinéa du préambule les mots suivants : "et condamnés par le Tribunal international de Nuremberg". Cet amendement a été rejeté par 4 voix contre 3, avec 6 abstentions. Le premier alinéa du préambule du projet de résolution A, modifié, a été adopté à l'unanimité.

187. Il a été décidé, sans vote, de modifier le premier alinéa du préambule du projet de résolution B pour le mettre en harmonie avec le texte adopté pour le premier alinéa du préambule du projet de résolution A.

188. M. Saario a proposé de supprimer, à la fin du paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution B, les mots "et notamment d'adopter de nouvelles lois, si cela est nécessaire, et d'appliquer fermement les lois en vigueur". La Sous-Commission a décidé par 7 voix contre 4, avec 2 abstentions, de maintenir ces mots. Le paragraphe 2 a été adopté par 12 voix contre zéro, avec une abstention.

189. Mme Mironova a proposé, au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution B, de remplacer les mots "les pouvoirs publics" par les mots "les gouvernements des Etats". Cette proposition a été rejetée par 5 voix contre 4, avec 4 abstentions.

190. Un vote séparé a eu lieu sur le maintien des mots "et les organisations privées", au paragraphe 3 du dispositif. Ces mots ont été maintenus par 7 voix contre 4, avec 2 abstentions.

191. Mme Mironova a proposé d'ajouter au paragraphe 3 du dispositif, après le mot "déraciner", les mots "les opinions racistes ainsi que". Cette proposition a été adoptée par 11 voix contre zéro, avec 2 abstentions. L'ensemble du paragraphe 3 ainsi modifié a été adopté à l'unanimité.

192. Mme Mironova a proposé d'ajouter, à l'alinéa 1 du paragraphe 4 du dispositif, après les mots "manifestations d'antisémitisme et", les mots "d'autres formes de haine entre nationalités ou races ainsi que". Cette proposition a été adoptée par 9 voix contre 2, avec une abstention. L'alinéa ainsi modifié a été adopté à l'unanimité.

193. Une proposition présentée par M. Krishnaswami et tendant à supprimer le paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution B a été adoptée par 8 voix contre 5, sans abstention.

194. M. Halpern a repris à son compte la proposition tendant à modifier le paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution B, que M. Krishnaswami avait présentée, puis retirée. Cet amendement a été adopté par 5 voix contre 4, avec 3 abstentions. Le paragraphe 7, ainsi modifié, a été adopté par 9 voix contre 2, avec une abstention. L'ensemble du projet de résolution modifié a été adopté à l'unanimité. Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

RESOLUTION 3 (XII)

MANIFESTATIONS D'ANTISEMITISME ET D'AUTRES FORMES DE HAINE ENTRE RACES OU
NATIONALITES AINSI QUE DE PREJUGES RELIGIEUX ET RACIAUX DE MEME NATURE

A

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Profondément inquiète des manifestations d'antisémitisme et d'autres formes de haine entre races ou nationalités ainsi que de préjugés religieux et raciaux de même nature qui ont eu lieu dans plusieurs pays et qui rappellent les crimes et les actes odieux commis par les nazis avant et pendant la deuxième guerre mondiale,

Estimant qu'il est du devoir de l'Organisation des Nations Unies, représentant la communauté internationale, de s'élever contre ces manifestations, d'en rechercher les origines et les causes et de recommander les mesures les plus efficaces qui puissent être prises à leur encontre,

Exprimant sa satisfaction du fait que des gouvernements, des peuples et des organisations privées ont réagi spontanément contre ces manifestations,

1. Condamne ces manifestations en tant que violations des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme;

2. Décide d'étudier la question à sa prochaine session, à la lumière de la documentation reçue en vertu de la résolution dont l'adoption est recommandée dans la partie B ci-après.

B

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Prie la Commission des droits de l'homme d'adopter la résolution suivante :

La Commission des droits de l'homme,

Notant les manifestations d'antisémitisme et d'autres formes de haine entre races ou nationalités ainsi que de préjugés religieux et raciaux de même nature qui ont eu lieu dans plusieurs pays et qui rappellent les crimes et les actes odieux commis par les nazis avant et pendant la deuxième guerre mondiale,

Exprimant sa satisfaction du fait que des gouvernements, des peuples et des organisations privées ont réagi spontanément contre ces manifestations,

Prenant en considération les recommandations faites à ce sujet par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

1. Condamne ces manifestations en tant que violations des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, en tant que violation des droits de l'homme au détriment des groupes contre lesquels elles sont dirigées et en tant que menace aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales de tous les peuples;

2. Demande instamment aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées de prendre, partout où le problème se pose, toutes les mesures appropriées pour empêcher et réprimer de tels actes, et notamment d'adopter de nouvelles lois, si cela est nécessaire, et d'appliquer fermement les lois en vigueur;

3. Prie les pouvoirs publics et les organisations privées de lancer ou d'intensifier des programmes éducatifs visant à déraciner les opinions racistes ainsi que le préjugé que reflètent ces manifestations;

4. Prie le Secrétaire général de demander aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qu'ils lui communiquent le plus tôt possible des renseignements, accompagnés de leurs observations, sur les points suivants :

1) Manifestations d'antisémitisme et d'autres formes de haine entre races ou nationalités ainsi que de préjugés religieux et raciaux de même nature qui ont eu lieu sur leur territoire;

2) Réaction publique spontanée devant ces manifestations et mesures prises à ce sujet par des organisations privées;

3) Mesures qui ont été prises par les pouvoirs publics pour empêcher de telles manifestations et châtier leurs auteurs, et nouvelles mesures qu'ils envisagent de prendre le cas échéant;

4) Avis des gouvernements sur les causes et les motifs profonds de ces manifestations;

5. Prie le Secrétaire général de demander à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qu'elles lui communiquent tous les renseignements et suggestions qu'elles pourraient avoir sur les points ci-dessus;

6. Prie le Secrétaire général de transmettre périodiquement aux membres de la Sous-Commission au fur et à mesure de leur réception tous les renseignements et observations ci-dessus, y compris les observations que les membres de la Sous-Commission eux-mêmes pourraient lui faire tenir en leur qualité d'experts;

7. Prie la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de procéder, à sa prochaine session, à un examen de la documentation reçue en réponse aux demandes ci-dessus, d'en tirer les conclusions qui lui paraîtront justifiées, de recommander les mesures qui lui sembleront souhaitables et de faire rapport à ce sujet à la Commission des droits de l'homme.

VI. ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DES
DROITS POLITIQUES

Point 6 de l'ordre du jour

Introduction

195. A sa 306ème séance, la Sous-Commission a examiné le point 6 de son ordre du jour, intitulé "Etude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques". La Sous-Commission était saisie d'un mémoire (E/CN.4/Sub.2/L.158) présenté par son Rapporteur spécial, M. Hernan Santa Cruz. Dans ce mémoire, le Rapporteur spécial retraçait l'historique de l'étude depuis la date à laquelle la Sous-Commission avait chargé M. Santa Cruz de préparer un rapport préliminaire sur les mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques, c'est-à-dire janvier 1954. Il faisait ressortir que cette étude, dont la Sous-Commission avait prévu qu'elle devrait être achevée dans un délai maximum de trois ans, était sur le chantier depuis six ans et que, même dans les meilleures conditions, elle ne serait pas terminée avant janvier 1962.

196. Le Rapporteur spécial rappelait que, lorsqu'il avait reçu son mandat, il avait bien précisé qu'il ne lui paraissait pas possible d'entreprendre pour une période indéfinie la tâche qui lui était assignée. D'autres membres de la Sous-Commission avaient reconnu par la suite qu'il n'était pas raisonnable de demander à un Rapporteur spécial "d'assumer cette lourde tâche pendant plus de sept ans". En raison de cette situation, et principalement en raison de ses fonctions de Représentant régional de la FAO en Amérique latine, qu'il avait assumées depuis le 1er janvier 1959, M. Santa Cruz se voyait contraint de renoncer à son mandat de Rapporteur spécial et de prier la Sous-Commission de choisir un remplaçant.

197. Cependant, désireux de contribuer dans toute la mesure du possible au succès de l'étude entreprise par la Sous-Commission, le Rapporteur spécial présentait à la Sous-Commission des idées, aperçus et commentaires qu'il exposait dans son mémoire, étant bien entendu qu'il n'était nullement dans son intention d'influencer l'orientation future de l'étude, mais seulement d'y apporter une contribution. L'exposé présenté par le Rapporteur spécial comprenait un chapitre intitulé "Des droits politiques considérés en tant que droits de l'homme" et un chapitre exposant ses idées sur la question des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques. Cet exposé était fondé sur les propositions présentées par le

Rapporteur spécial à la Sous-Commission dans ses rapports précédents, avec les modifications qu'il avait dû y apporter pour tenir compte des observations faites par les membres de la Sous-Commission lorsque ces rapports avaient été examinés. 198. La Sous-Commission était également saisie d'un exposé (E/CN.4/Sub.2/NGO/16) présenté par la Ligue internationale des droits de l'homme, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif, et ayant trait à l'assistance que les organisations non gouvernementales pourraient prêter au Rapporteur spécial pour lui permettre d'achever son étude.

Observations générales de la Sous-Commission sur le mémoire du Rapporteur spécial

199. En raison du temps limité dont la Sous-Commission disposait pour examiner la question, il ne lui a pas été possible d'étudier en détail le mémoire du Rapporteur spécial. Cependant, tous les membres de la Sous-Commission qui ont présenté des observations ont exprimé leur profonde gratitude à M. Santa Cruz pour l'excellent travail qu'il avait accompli, notamment en analysant le concept de la discrimination dans le domaine des droits politiques et en préparant le cadre d'une étude complète de la question. Plusieurs membres ont souligné que si l'achèvement de l'étude avait été retardé, ce retard n'était cependant imputable en aucune façon au Rapporteur spécial.

200. Plusieurs membres de la Sous-Commission, notamment MM. Hiscocke, Ingles, Juvigny, Krishnaswami, Matsch, Rodriguez Fabregat et Saario, ont exprimé l'avis que le mémoire du Rapporteur spécial fournissait une solide base de travail pour l'avenir, et ont exprimé l'espoir sincère que l'on pourrait parvenir à persuader M. Santa Cruz de revenir sur sa décision et de poursuivre l'exécution de son mandat de Rapporteur spécial; sinon, sa vaste expérience et le précieux travail qu'il avait consacré à l'étude de la question seraient perdus. Tout en partageant ce point de vue, Mme Mironova a critiqué certains points du rapport du Rapporteur spécial. On a fait observer que si M. Santa Cruz poursuivait son travail, la Sous-Commission pourrait encore examiner un projet de rapport sur les mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques à sa treizième session, et un rapport final à sa quatorzième session.

201. La représentante de la Commission de la condition de la femme a attiré l'attention de la Sous-Commission sur les mesures discriminatoires prises à l'égard des femmes en ce qui concerne l'accès à la fonction publique; elle a signalé que dans de nombreux pays cet accès est refusé aux femmes mariées, qu'en général on

hésite beaucoup à nommer des femmes à des postes administratifs supérieurs et que les femmes sont désavantagées en matière de traitement, d'âge de la retraite et de pensions. Elle a demandé instamment à la Sous-Commission de tenir compte de ces éléments dans son étude.

Examen d'un projet de résolution

202. La Sous-Commission a examiné un projet de résolution relatif à l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques, présenté par M. Saario (E/CN.4/Sub.2/L.205), disposant que la Sous-Commission exprime sa profonde gratitude au Rapporteur spécial, prie instamment M. Santa Cruz, étant donné ses qualités personnelles et sa profonde connaissance du sujet après les nombreuses années de travail intense qu'il a consacrées à l'étude de la question, de revenir sur sa décision de renoncer à son mandat, et prie les gouvernements, le Secrétaire général, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales de lui prêter toute l'assistance voulue.

203. Le projet de résolution a été adopté à l'unanimité. Le Secrétaire général a été prié de le transmettre à M. Santa Cruz et M. Schaulsohn a été invité à porter à la connaissance de M. Santa Cruz les opinions exprimées au cours du débat et à insister personnellement auprès de lui pour qu'il revienne sur sa décision. Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

RESOLUTION 4 (XII)

ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DES DROITS POLITIQUES

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant la résolution C (E/CN.4/778, paragraphe 134) qu'elle a adoptée à sa onzième session au sujet du rapport d'activité concernant l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques, présenté par le Rapporteur spécial, M. Hernan Santa Cruz,

Ayant examiné le mémoire (E/CN.4/Sub.2/L.158) présenté par M. Santa Cruz,

1. Exprime sa profonde gratitude au Rapporteur spécial pour l'excellent travail qu'il a accompli en analysant le concept de la discrimination dans le domaine des droits politiques et en préparant le cadre d'une étude complète de la question;

2. Prie instamment M. Santa Cruz, étant donné ses qualités personnelles et sa profonde connaissance du sujet après les nombreuses années de travail intense qu'il a consacrées à l'étude de la question, de revenir sur sa décision de renoncer à son mandat de Rapporteur spécial et de poursuivre l'étude jusqu'à son achèvement;

3. Prie le Secrétaire général de prêter au Rapporteur spécial toute l'aide et l'assistance voulues afin de lui permettre de présenter à la Sous-Commission un projet de rapport à sa treizième session et un rapport final à sa quatorzième session;

4. Exprime l'espoir que les gouvernements, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales qui ne l'ont pas encore fait communiqueront au Rapporteur spécial leurs observations et toute documentation pertinente dans le plus bref délai possible.

VII. MESURES A PRENDRE POUR METTRE FIN A TOUTE PROPAGANDE EN FAVEUR D'UNE HOSTILITE NATIONALE, RACIALE OU RELIGIEUSE QUI CONSTITUE UNE INCITATION A LA HAINE OU A LA VIOLENCE, OU AUX DEUX A LA FOIS

Point 7 de l'ordre du jour

Introduction

204. A la 306^{ème} séance, la Sous-Commission a examiné le point 7 de son ordre du jour, intitulé "Mesures à prendre pour mettre fin à toute propagande en faveur d'une hostilité nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la haine ou à la violence, ou aux deux à la fois". Certains aspects de cette question avaient déjà été traités à propos du point 5 de l'ordre du jour (voir les paragraphes 178 à 184 du présent rapport).

205. La Sous-Commission a examiné un projet de résolution présenté par Mme Mironova (E/CN.4/Sub.2/L.211). Ce projet de résolution n'a pas été mis aux voix en raison du débat qui a eu lieu à la Sous-Commission.

206. Mme Mironova a rappelé que depuis plusieurs années la Sous-Commission décidait de maintenir à son ordre du jour la question intitulée "Mesures à prendre pour mettre fin à toute propagande en faveur d'une hostilité nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la haine ou à la violence, ou aux deux à la fois". Cette année, elle avait traité certains aspects de la question et adopté une résolution relative à des manifestations d'antisémitisme et d'autres formes de haine entre races ou nationalités ainsi que de préjugés religieux et raciaux de même nature. Cependant, de l'avis de Mme Mironova, la question présentait beaucoup d'autres aspects qui mériteraient d'être étudiés et la Sous-Commission était l'organe le plus qualifié pour entreprendre cette tâche.

Mme Mironova a assuré la Sous-Commission que le problème était au moins aussi important que toutes les autres questions dont la Sous-Commission s'était occupée.

207. En conséquence, Mme Mironova a proposé (E/CN.4/Sub.2/L.211) que la Sous-Commission se déclare inquiète de l'intensification de la propagande en faveur d'une hostilité nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la haine ou à la violence, ou aux deux à la fois, et qu'elle décide d'entreprendre l'étude de cette question et de désigner un rapporteur spécial à sa prochaine session.

208. M. Ketrzynski et M. Rodriguez Fabregat ont appuyé la proposition de Mme Mironova tendant à ce que la Sous-Commission décide d'entreprendre l'étude de cette question. M. Ketrzynski a appuyé en outre la proposition tendant à ce que la Sous-Commission désigne un rapporteur spécial à sa prochaine session, tandis que certains autres membres ont estimé qu'il serait prématuré que la Sous-Commission prenne une telle décision à sa douzième session. M. Hiscocks a fait observer que le sujet était parmi ceux qui prêtent le plus à controverse et que le véritable problème était de savoir si ce sujet était de ceux que la Sous-Commission devrait étudier. Il ne s'est pas opposé au maintien de la question à l'ordre du jour, mais seulement parce que la Sous-Commission n'avait pas eu le temps de la discuter à sa douzième session.

209. Le Président a proposé, à titre de compromis, que la Sous-Commission décide d'inscrire la question à l'ordre du jour de sa treizième session en lui donnant un certain rang de priorité et convienne d'examiner à cette session, d'une part, s'il y aurait lieu d'entreprendre l'étude proposée par Mme Mironova, et, d'autre part, s'il y aurait lieu de désigner un rapporteur spécial à cette fin. M. Hiscocks a déclaré qu'il pouvait accepter la proposition du Président, étant entendu que le rang de priorité attribué à la question ne signifierait pas que la Sous-Commission en aborderait l'examen avant de s'occuper des études déjà entreprises.

210. La formule du Président ayant recueilli l'accord général de la Sous-Commission, elle a été considérée comme adoptée et, dans ces conditions, il n'a pas été nécessaire de mettre aux voix le projet de résolution de Mme Mironova.

VIII. ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DU DROIT QU'A
TOUTE PERSONNE DE QUITTER TOUT PAYS, Y COMPRIS LE SIEN, ET DE
REVENIR DANS SON PAYS, CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DU PARA-
GRAPHE 2 DE L'ARTICLE 13 DE LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS
DE L'HOMME

Point 8 de l'ordre du jour

211. A la 306ème séance, la Sous-Commission a examiné le point 8 de son ordre du jour, intitulé "Etude des mesures discriminatoires dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme". La Sous-Commission était saisie d'un mémoire (E/CN.4/Sub.2/L.157) présenté par M. José D. Ingles en exécution de la résolution D adoptée par la Sous-Commission à sa onzième session (E/CN.4/778, paragraphe 148). Ce mémoire décrivait la portée de l'étude telle que le Conseil économique et social l'avait définitivement déterminée à sa vingt-huitième session (E/AC.7/SR.396); conformément à la résolution du Conseil, l'étude devait se limiter au droit énoncé au paragraphe 2 de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En outre, ce mémoire présentait et expliquait un projet de liste de sujets ayant pour premier objet de servir de guide pour le rassemblement de renseignements pour l'étude.

212. En présentant son mémoire à la Sous-Commission, M. Ingles a fait remarquer qu'il traitait surtout de questions de procédure. Etant donné les limitations imposées au Secrétariat et ses engagements antérieurs, il n'avait pas été possible de disposer de projets de "monographies par pays" ni d'aucune autre documentation nouvelle. C'est pourquoi la liste de sujets avait été établie en prenant presque entièrement pour base l'analyse faite par M. Ingles des concepts dont il s'agit dans cette étude, ainsi que la connaissance générale qu'il a de la pratique suivie sur le plan national et le plan international en ce qui concerne le droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

213. M. Ingles a également souligné qu'il s'est produit un fait nouveau depuis la rédaction de son mémoire : la Troisième Commission de l'Assemblée générale a examiné l'article 12 du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques, article qui traite du droit qu'il est lui-même chargé d'étudier, et elle a adopté le texte

définitif de cet article. Par conséquent, les opinions de la communauté internationale quant à ce droit ainsi qu'aux limitations que l'on peut légitimement apporter à son exercice sont maintenant mieux connues et mieux comprises.

214. Plusieurs membres de la Sous-Commission ont exprimé à M. Ingles leurs remerciements pour le travail préliminaire qu'il avait accompli et ont approuvé son mémoire ainsi que le projet de liste de sujets qui y était annexé. M. Krishnaswami a présenté à la Sous-Commission un projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.207) proposant que la Sous-Commission décide d'entreprendre une étude des mesures discriminatoires dans le domaine du droit énoncé au paragraphe 2 de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de désigner un rapporteur spécial chargé d'effectuer cette étude.

215. Une discussion s'est ouverte au sujet d'une partie du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution de M. Krishnaswami, disposant que la Sous-Commission approuve le projet de liste de sujets que M. Ingles proposait pour servir de cadre à l'étude envisagée. On a fait remarquer que ce projet de liste de sujets serait un guide utile pour le rassemblement des renseignements mais qu'ultérieurement il pourrait être nécessaire de le modifier et qu'il était donc encore prématuré de l'approuver définitivement. Pour tenir compte de ce point de vue, M. Krishnaswami a modifié son texte qui est devenu "pour servir de cadre pour le rassemblement de renseignements pour l'étude envisagée".

216. M. Sapozhnikov a rappelé que la Sous-Commission avait déjà essayé précédemment d'élargir la portée de l'étude afin d'y faire entrer les droits énoncés aux deux paragraphes de l'article 13 et non pas seulement au paragraphe 2; il a exprimé l'espoir que la Sous-Commission n'abandonnerait pas tout effort en ce sens.

Toutefois, d'autres membres de la Sous-Commission ont rappelé qu'à trois reprises différentes cette question avait déjà été examinée par les instances supérieures dont la Sous-Commission dépend et ils ont estimé peu réaliste d'envisager qu'elles puissent revenir sur leur décision.

217. M. Krishnaswami, tenant compte des avis exprimés par des membres de la Sous-Commission, a proposé la désignation de M. Ingles comme Rapporteur spécial chargé d'effectuer l'étude. Cette proposition a été adoptée à l'unanimité.

218. Le projet de résolution présenté par M. Krishnaswami, modifié, a été adopté à l'unanimité par la Sous-Commission. Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

RESOLUTION 5 (XII)

ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DU DROIT QU'A TOUTE PERSONNE DE QUITTER TOUT PAYS, Y COMPRIS LE SIEN, ET DE REVENIR DANS SON PAYS, CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 13 DE LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Notant que la question des mesures discriminatoires dans le domaine du "droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme" est la seule question de son programme de travail au sujet de laquelle aucune étude complète n'a encore été entreprise,

Rappelant qu'à sa onzième session la Sous-Commission a examiné une étude préliminaire de la question préparée par M. José D. Ingles en consultation avec le Secrétaire général (E/CN.4/Sub.2/L.146),

Ayant reçu et examiné le mémoire sur cette question (E/CN.4/Sub.2/L.157) présenté par M. Ingles en exécution de la résolution D que la Sous-Commission a adoptée à sa onzième session,

1. Exprime sa gratitude à M. Ingles pour son mémoire et approuve le projet de liste de sujets qu'il a proposé pour servir de cadre pour le rassemblement de renseignements pour l'étude envisagée;

2. Décide d'entreprendre une étude des mesures discriminatoires dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

3. Désigne comme Rapporteur spécial M. Ingles, qu'elle charge d'effectuer cette étude;

4. Frie le Rapporteur spécial de se conformer aux directives générales relatives à la préparation d'études et à l'élaboration de recommandations en vue de décisions à prendre, qui figurent dans la résolution B que la

Sous-Commission a adoptée à sa sixième session (E/CN.4/703, paragraphe 97), telles qu'elles ont été modifiées par la Commission des droits de l'homme à sa dixième session;

5. Prie également le Rapporteur spécial de présenter à la Sous-Commission, à sa treizième session si possible, un rapport d'activité concernant cette étude.

IX. MESURES ADOPTÉES PAR L'UNESCO EN VUE D'ÉTABLIR UNE
RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE CONCERNANT LA
DISCRIMINATION DANS L'ENSEIGNEMENT

Point 9 de l'ordre du jour

Introduction

219. Aux 306^{ème} et 307^{ème} séances, la Sous-Commission a procédé à l'examen du point 9 de son ordre du jour, intitulé "Mesures adoptées par l'UNESCO en vue d'établir une réglementation internationale concernant la discrimination dans l'enseignement : note présentée par le Directeur général de l'UNESCO".

220. La Sous-Commission était saisie d'une note présentée par le Directeur général de l'UNESCO (E/CN.4/Sub.2/201), dont le texte était le suivant :

"1. A la suite de la décision prise par la Conférence générale de l'UNESCO à sa dixième session, relativement à l'établissement de 'recommandations aux Etats membres et d'un projet de convention internationale concernant les différents aspects des mesures de discrimination dans le domaine de l'enseignement', la Sous-Commission des Nations Unies de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités avait demandé que 'le Secrétaire général prenne avec le Directeur général de l'UNESCO les dispositions voulues pour que le rapport préliminaire, les recommandations et le projet de convention, qui seront communiqués aux Etats membres pour observations, soient aussi mis à la disposition de la Sous-Commission à sa douzième session, en 1960, afin que la Sous-Commission puisse faire connaître ses vues sur ces documents avant qu'ils soient soumis au Comité de techniciens et à la Conférence générale de l'UNESCO à sa onzième session'.

2. Or le règlement relatif aux recommandations et aux conventions, adopté par la Conférence générale de l'UNESCO en 1950, impose, pour la préparation de ces instruments juridiques, une procédure et des délais dont il n'appartient pas au Directeur général de l'UNESCO de s'écarter. Cette procédure et ces délais ne permettent pas d'établir les projets de textes, dont la communication était demandée, à la date prévue pour la réunion de la douzième session de la Sous-Commission, soit en janvier 1960.

3. Aussi, après avoir été informé de la demande de la Sous-Commission et en avoir pris note, le Directeur général de l'UNESCO indiquait ce qui suit dans une lettre adressée au Secrétaire général, en date du 8 mars 1959, et qui a été communiquée à la Commission des droits de l'homme 1/ :

'A cet égard, il se pose un problème de dates, notamment en ce qui concerne la communication à la Sous-Commission du texte du projet de convention et des projets de recommandations.

1/ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-huitième session, Supplément No 8 (E/3229), par. 203.

Etant donné les règles que suit l'UNESCO pour la préparation des instruments internationaux et la nature du problème, il conviendrait de suivre le calendrier ci-après :

1) Début de juin 1959 - un rapport préliminaire sera adressé aux gouvernements des Etats membres. Il contiendra :

a) La description des problèmes qui se posent et des diverses solutions possibles;

b) Un certain nombre de questions adressées aux Etats membres.

Il ne serait ni possible ni opportun d'inclure dans le rapport un texte, si préliminaire soit-il, de projet de convention et de projets de recommandations.

2) 30 novembre 1959 - date limite pour les réponses des gouvernements.

3) Début d'avril 1960 - un rapport définitif sera adressé aux Etats membres, accompagné d'un texte préliminaire des projets d'instruments envisagés.

4) Juin ou début de juillet 1960 - un comité d'experts des gouvernements établira le texte définitif des projets d'instruments.

5) Novembre-décembre 1960 - la Conférence générale examinera et adoptera les instruments.

Le calendrier ci-dessus, qui a été étudié de très près, ne nous permettra pas d'avoir le texte préliminaire des projets d'instruments prêt avant mars 1960. Si la Sous-Commission se réunit, comme d'habitude, en janvier, le Directeur général ne sera pas en mesure de se conformer entièrement à la demande de la Sous-Commission. Il a toutefois l'intention de présenter à la Sous-Commission un rapport sur l'état des travaux contenant tous les renseignements et toute la documentation dont il disposera alors.'

4. Le présent document a pour objet de transmettre à la Sous-Commission tous les éléments d'information disponibles à la date de ce jour.

5. Le rapport préliminaire prévu par le règlement sur les recommandations et conventions a été établi et transmis, par lettre circulaire en date du 2 juin 1959, aux Etats membres qui ont été invités à répondre au questionnaire qu'il contient. Des exemplaires de ce rapport sont à la disposition des membres de la Sous-Commission.

6. A la date du 2 décembre 1959, vingt-quatre réponses d'Etats membres sont parvenues au Secrétariat. Un certain nombre d'entre elles constituent des réponses provisoires et indiquent que des observations de fond seront transmises ultérieurement.

/...

7. Le Directeur général a, par ailleurs, des raisons de croire que d'autres Etats membres adresseront, dans le courant de décembre, leurs réponses au questionnaire contenu dans le rapport préliminaire.

8. Une étude analytique des réponses qui seraient parvenues à la date du 15 décembre sera établie à l'intention de la Sous-Commission et constituera un addendum au présent document.

9. Par ailleurs, le Directeur général établira, en février prochain, et communiquera à la Commission des droits de l'homme, lors de sa seizième session, en même temps qu'un rapport comportant toutes les informations disponibles, les projets de conventions et de recommandations qui devront, conformément à la décision prise par la Conférence générale de l'UNESCO, à sa dixième session, être soumis au Comité de techniciens et de juristes prévu au règlement.

10. La date prévue pour la réunion de ce Comité est le 13 juin 1960.

11. La Commission des droits de l'homme qui, par sa résolution 6 (XV) du 31 mars 1959 ^{1/}, a décidé de porter à l'ordre du jour de sa seizième session l'étude de la discrimination dans l'enseignement, pourra disposer ainsi de tous les éléments d'information qui pourraient lui être nécessaires."

221. La Sous-Commission était également saisie d'un additif à la note du Directeur général (E/CN.4/Sub.2/201/Add.1); il contenait une étude analytique des réponses reçues des Etats membres à la date du 15 décembre 1959 aux questions posées dans le rapport préliminaire qui leur avait été adressé le 2 juin 1959.

222. Devant la Sous-Commission, le représentant de l'UNESCO a expliqué pourquoi il n'avait pas été possible à cette organisation de répondre au vœu qu'avait exprimé la Sous-Commission, à sa onzième session, d'examiner à sa douzième session les textes des projets de recommandations et d'un projet de convention sur la discrimination dans l'enseignement. La procédure établie par les règlements de l'UNESCO impose au Directeur général de consulter les Etats membres quant aux principes et à la teneur des recommandations, en leur adressant un rapport préliminaire. On ne disposait pas de suffisamment de temps pour effectuer cette consultation, recevoir les réponses des Etats membres et rédiger les textes des projets de recommandations et d'un projet de convention avant le mois de janvier. En rédigeant le rapport préliminaire envoyé aux Etats membres, l'UNESCO avait dûment tenu compte de l'étude du Rapporteur spécial de la Sous-Commission, M. Charles D. Ammoun (Liban), des débats

^{1/} Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-huitième session, Supplément No 8 (E/3229).

de la Sous-Commission, des principes qu'elle avait adoptés, ainsi que des observations présentées par des Etats membres, que la Commission des droits de l'homme avait examinées à sa quatorzième session.

223. Le représentant de l'UNESCO a déclaré que le Directeur général de l'UNESCO aimerait recevoir les observations de la Sous-Commission sur le rapport préliminaire et sur le questionnaire; il en tiendrait pleinement compte en rédigeant les projets de recommandations et le projet de convention. Comme la Sous-Commission touchait à la fin de sa session et ne disposait pas du temps suffisant pour les étudier en détail, le représentant de l'UNESCO a offert de recommander au Directeur général que les projets d'instruments internationaux soient, aussitôt rédigés, communiqués à chacun des membres de la Sous-Commission qui pourraient ainsi présenter leurs observations avant la réunion du Comité de techniciens. En tout cas, les textes des projets de recommandations et du projet de convention seraient présentés à la Commission des droits de l'homme, à Genève, à la fin de février. Ils seraient également envoyés aux Etats membres le 1er avril.

224. En outre, le représentant de l'UNESCO a fait observer que si la Sous-Commission se réunissait en 1961 au mois de janvier comme d'habitude, il serait trop tard pour qu'elle puisse étudier les textes qui pourraient être adoptés par la Conférence générale de l'UNESCO. Si la Conférence générale adoptait ces textes, il ne s'agirait plus de projets préparés par le Comité de techniciens et de juristes, mais de recommandations et d'une convention sous leur forme définitive.

Examen d'un projet de résolution relatif aux mesures adoptées par l'UNESCO en vue d'établir une réglementation internationale concernant la discrimination dans l'enseignement

225. M. Hiscocks a présenté un projet de résolution relatif aux mesures adoptées par l'UNESCO en vue d'établir une réglementation internationale concernant la discrimination dans l'enseignement (E/CN.4/Sub.2/L.202/Rev.1). Ce projet de résolution tendait à ce que la Sous-Commission note qu'il n'a pas été possible à l'UNESCO de présenter à la Sous-Commission, pour qu'elle les examine à la douzième session, des textes de projet de convention ou de projets de recommandations, et décide de maintenir la question de la discrimination dans l'enseignement à son ordre du jour afin de pouvoir examiner à sa treizième session les textes établis par le Comité de techniciens et de juristes de l'UNESCO.

226. Ce projet de résolution traitait également d'un sujet connexe : la préparation d'un résumé, à l'intention du grand public, de l'Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement (Publication des Nations Unies, No de vente : 1957.XIV.3), rédigée par le Rapporteur spécial de la Sous-Commission, M. Charles D. Ammoun (Liban). La Commission des droits de l'homme avait demandé la préparation de ce résumé dans sa résolution VIII B, adoptée à sa treizième session (E/2970, Rev.1, paragraphe 189). Aux termes du projet de résolution, la Sous-Commission devait prier le Secrétaire général d'étudier, en consultation avec le Directeur général de l'UNESCO, la possibilité de publier ce résumé à une date rapprochée et, au cas où cela ne serait pas faisable, d'exposer la situation à la Commission des droits de l'homme, à sa seizième session, de façon qu'elle puisse examiner comment faire préparer et publier ce résumé sans plus attendre. M. Hiscocks a révisé comme suit le début du paragraphe 3 du dispositif de son projet de résolution : "Regrette que l'UNESCO n'ait pas été en mesure de préparer, à l'intention du grand public, un résumé ou opuscule fondé sur l'Etude du Rapporteur spécial ...".

227. En présentant son projet de résolution, M. Hiscocks a rappelé que le représentant de l'UNESCO avait indiqué à la Sous-Commission à sa dixième session que la publication, à l'intention du grand public, d'un résumé de l'Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement était prévue pour mai 1958; cependant, malgré cette assurance, le résumé n'était pas encore paru. M. Hiscocks a déclaré attacher une importance particulière à la publication du résumé, dont on avait prévu qu'il contribuerait beaucoup à éclairer l'opinion publique mondiale. M. Hiscocks a regretté que le Directeur général de l'UNESCO, dans les notes qu'il avait présentées à la Sous-Commission à ses onzième et douzième sessions, n'eût aucune allusion au résumé ou opuscule envisagés. En s'engageant à publier ce résumé ou opuscule et en ne le faisant pas, l'UNESCO avait empêché la Sous-Commission de prendre d'autres dispositions pour que cela fût fait.

228. M. Sharaf a proposé oralement de modifier comme suit le début du paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution de M. Hiscocks : "Demande instamment à l'UNESCO de hâter la publication, à l'intention du grand public, d'un résumé ...".

229. Le représentant de l'UNESCO a regretté qu'il n'eût pas été possible de publier, à l'intention du grand public, un résumé de l'Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement, parce que le Rapporteur spécial lui-même, qui avait entrepris la préparation de ce résumé, était parvenu à la conclusion qu'il n'était pas en mesure de le faire et avait déclaré qu'il était préférable de ne pas le rédiger. Sur la suggestion du Rapporteur spécial, le secrétariat de l'UNESCO avait examiné la possibilité de faire paraître à l'intention du grand public une brochure générale sur la discrimination dans l'enseignement. Dans l'intervalle, cependant, la situation avait changé et le problème s'était élargi parce que l'UNESCO avait entrepris la préparation de recommandations internationales et d'un projet de convention sur la discrimination dans l'enseignement. On avait estimé qu'il fallait connaître la décision de la Conférence générale sur ces projets d'instruments avant de publier ce résumé.

230. Plusieurs membres de la Sous-Commission, notamment MM. Krishnaswami et Halpern, ont exprimé leur vive inquiétude devant le fait que le calendrier établi par l'UNESCO n'avait pas prévu la possibilité, pour la Sous-Commission, de présenter des observations sur des instruments internationaux relevant de sa compétence. M. Krishnaswami a fait observer que la Sous-Commission, en tant qu'organe composé d'experts de la lutte contre les mesures discriminatoires, avait le devoir d'examiner tous les instruments de ce genre à l'état de projets et d'exprimer son opinion collective les concernant avant leur adoption définitive par la Conférence générale de l'UNESCO. Les documents que l'UNESCO avait communiqués à la Sous-Commission étaient intéressants, mais, en fait, ils n'ajoutaient presque rien aux principes que la Sous-Commission elle-même avait élaborés en 1957 ni aux observations que la Commission des droits de l'homme avait reçues des gouvernements à ce sujet et qu'elle avait examinées en 1958. M. Halpern a été d'avis que la procédure et le calendrier adoptés par l'UNESCO, et dont l'effet serait d'exclure la Sous-Commission des travaux relatifs à la préparation des instruments internationaux concernant la discrimination dans l'enseignement, étaient regrettables; il a estimé que s'il était impossible à l'UNESCO de modifier son calendrier, la Sous-Commission devrait modifier le sien.

231. Plusieurs membres de la Sous-Commission ont accueilli favorablement la suggestion du représentant de l'UNESCO tendant à ce que cette organisation leur communique à titre individuel, avant la réunion du Comité de techniciens et de juristes, les projets d'instruments que le secrétariat de l'UNESCO doit préparer. Cependant, certains d'entre eux ont fait observer que cette méthode ne pouvait remplacer l'examen collectif de ces projets par la Sous-Commission en tant qu'organe, car les observations rédigées par les membres de la Sous-Commission à titre individuel ne pourraient avoir autant de poids que des observations faites par la Sous-Commission elle-même.

232. Le vote sur le projet de résolution modifié a été ajourné (voir les paragraphes 237 à 240).

Examen d'un projet de résolution relatif à la date et au lieu de la treizième session de la Sous-Commission

233. Pour tenir compte des vues qui avaient été exprimées à la Sous-Commission au sujet de la procédure et du calendrier à prévoir pour la préparation, par l'UNESCO, d'instruments internationaux concernant la discrimination dans l'enseignement, M. Halpern a saisi la Sous-Commission d'un projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.212) tendant à prier la Commission des droits de l'homme de faire le nécessaire pour autoriser la Sous-Commission à avancer la date de sa treizième session, qui aurait lieu du 15 août au 9 septembre 1960, de préférence à Genève, si possible, ou sinon à New York. Plusieurs membres de la Sous-Commission ont appuyé le projet de résolution, qui permettrait à la Sous-Commission d'examiner les textes préparés par le Comité de techniciens et de juristes de l'UNESCO avant que ces textes soient mis définitivement au point et adoptés par la Conférence générale de l'UNESCO. MM. Hiscocks et Matsch, cependant, ont craint que cette procédure ne gêne gravement la préparation d'un projet de rapport de fond sur les mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques pour la treizième session de la Sous-Commission et ne compromette l'achèvement de cette étude pour 1962. Cette procédure risquerait aussi de bouleverser l'ensemble du programme normal de la Sous-Commission.

234. Le représentant de l'UNESCO a indiqué que cette institution spécialisée serait heureuse d'avoir les observations de la Sous-Commission sur les projets de textes, étant donné que ces observations faciliteraient beaucoup la tâche de l'UNESCO.

235. En réponse à une question concernant l'effet qu'aurait l'avancement de la date de la session de la Sous-Commission sur l'Etude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques, le représentant du Secrétaire général a fait observer que le Secrétariat ne pourrait évidemment pas fournir à M. Santa Cruz une aide aussi importante entre janvier et août 1960, c'est-à-dire en sept mois, qu'au cours des douze mois qui s'écouleraient entre janvier 1960 et janvier 1961.

236. Le projet de résolution présenté par M. Halpern a été adopté par 6 voix contre 2, avec 5 abstentions. Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

RESOLUTION 6 (XII)*

DATE ET LIEU DE LA TREIZIEME SESSION DE LA SOUS-COMMISSION

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Notant que le calendrier qu'elle a adopté ne permettra pas à l'UNESCO de soumettre à la Sous-Commission, pour qu'elle présente ses observations, un texte d'instrument international relatif à la discrimination dans l'enseignement avant l'adoption définitive de ce texte par la Conférence générale de l'UNESCO, à moins que la prochaine session de la Sous-Commission ne soit avancée et n'ait lieu avant septembre 1960,

Tenant compte des autres problèmes urgents que la Sous-Commission doit examiner dans le domaine de la lutte contre les mesures discriminatoires,

Prie la Commission des droits de l'homme de faire le nécessaire pour autoriser la Sous-Commission à avancer la date de sa treizième session, qui aurait lieu du 15 août au 9 septembre 1960, de préférence à Genève, si possible, ou sinon à New York.

237. En raison de l'adoption de la résolution ci-dessus, M. Hiscocks a remanié la deuxième moitié du paragraphe 2 du dispositif de son projet de résolution de la façon suivante : "et accueillera favorablement toute occasion qui permettrait à ses membres d'examiner tant les projets de textes que les textes préparés par le Comité de techniciens et de juristes de l'UNESCO". A titre d'amendement à ce texte,

* Les incidences financières de cette résolution sont exposées dans un additif au présent rapport (E/CN.4/800/Add.1).

M. Halpern a proposé d'ajouter les mots "au cas où la prochaine session de la Sous-Commission ne se tiendrait pas avant janvier 1961".

238. L'amendement de M. Halpern a été adopté à l'unanimité. L'ensemble du paragraphe 2 du dispositif a été adopté à l'unanimité.

239. L'amendement de M. Sharaf au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution (voir le paragraphe 228) a été adopté par 8 voix contre 2, avec une abstention. L'ensemble du paragraphe a été adopté par 10 voix contre zéro, avec une abstention.

240. L'ensemble du projet de résolution modifié a été adopté à l'unanimité. Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

RESOLUTION 7 (XII)

MESURES ADOPTEES PAR L'UNESCO EN VUE D'ETABLIR UNE REGLEMENTATION INTERNATIONALE CONCERNANT LA DISCRIMINATION DANS L'ENSEIGNEMENT

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant la résolution E (E/CN.4/778, paragraphe 159) qu'elle a adoptée à sa onzième session sur la collaboration avec l'UNESCO en ce qui concerne les projets de recommandations et le projet de convention relatifs aux mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement,

Ayant examiné les mesures adoptées par l'UNESCO en vue d'établir une réglementation internationale concernant la discrimination dans l'enseignement (E/CN.4/Sub.2/201 et Add.1) et se félicitant des progrès qui ont déjà été accomplis,

1. Note qu'il n'a cependant pas été possible à l'UNESCO de présenter à la Sous-Commission, pour qu'elle les examine à la présente session, des textes de projet de convention ou de projets de recommandations;

2. Décide de maintenir la question de la discrimination dans l'enseignement à son ordre du jour et, au cas où la prochaine session de la Sous-Commission ne se tiendrait pas avant janvier 1961, accueillera favorablement toute occasion qui permettrait à ses membres d'examiner tant les projets de textes que les textes préparés par le Comité de techniciens et de juristes de l'UNESCO;

3. Demande instamment à l'UNESCO de hâter la publication, à l'intention du grand public, d'un résumé ou opuscule fondé sur l'Etude du Rapporteur spécial sur les mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement, que la Commission des droits de l'homme a demandé dans sa résolution VIII B, adoptée à sa treizième session (E/2970/Rev.1, paragraphe 189);

4. Prie le Secrétaire général d'étudier, en consultation avec le Directeur général de l'UNESCO, la possibilité de publier ce résumé à une date rapprochée et, au cas où cela ne serait pas faisable, d'exposer la situation à la Commission des droits de l'homme, à sa seizième session, de façon qu'elle puisse examiner comment faire préparer et publier ce résumé sans plus attendre.

X. OBSERVATIONS SUR LES TRAVAUX DE LA DEUXIEME CONFERENCE
DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES QUI S'EMPLOIENT
A ELIMINER LES PREJUGES ET LA DISCRIMINATION

Point 10 de l'ordre du jour

241. Conformément à la résolution 683 E (XXVI) du Conseil économique et social, en date du 21 juillet 1958, la Deuxième conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination s'est réunie à l'Office européen des Nations Unies, à Genève, du 22 au 26 juin 1959. La Conférence a soumis un rapport au Conseil sur ses travaux (E/NGO/CONF.2/7). Comme la Commission des droits de l'homme le lui avait demandé dans sa résolution 12 (XV), la Sous-Commission a inscrit à son ordre du jour la question intitulée "Observations sur les travaux de la Deuxième conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination".

242. On trouve dans le rapport de la Conférence, outre un chapitre traitant de l'organisation de la Conférence et une série d'observations préliminaires préparées par le Rapporteur de la Conférence, des chapitres donnant un aperçu des échanges de vues qui ont eu lieu au sujet des méthodes les plus efficaces pour lutter contre les préjugés et la discrimination. Suivant l'ordre du jour de la Conférence, ces chapitres concernent respectivement les méthodes d'enseignement et d'information, les méthodes juridiques et les méthodes d'action sur le plan civique et collectif. De plus, douze résolutions adoptées par la Conférence ont fait l'objet d'un chapitre qui traite de la question de la collaboration avec les organes des Nations Unies.

243. Outre le rapport de la Conférence, la Sous-Commission était saisie de communications relatives à la Conférence, présentées par le Conseil consultatif d'organisations juives (E/CN.4/Sub.2/NGO/14) et par la Fédération mondiale des anciens combattants (E/CN.4/Sub.2/NGO/19).

244. M. James Marshall (Conseil consultatif d'organisations juives), qui, à la Conférence, avait le titre de consultant, a exprimé à la Sous-Commission la reconnaissance des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif pour la façon dont elle menait la lutte pour l'élimination des préjugés et de la discrimination et en particulier pour le rôle qu'elle avait joué dans la convocation de la Conférence. Tout en rappelant que la plupart des résolutions adoptées par la Conférence s'adressaient essentiellement aux organisations non gouvernementales elles-mêmes et seraient appliquées par ces organisations, il a souligné

spécialement trois résolutions dont la mise en oeuvre exigerait des décisions de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées. Dans la résolution 1 (II), la Conférence a invité instamment l'UNESCO à intensifier son programme visant à l'élimination des préjugés et de la discrimination et a) à créer un centre de documentation sur les méthodes et les techniques de caractère social, politique, économique et juridique propres à combattre les préjugés et la discrimination, et b) à convoquer des réunions d'éducateurs, de spécialistes des sciences sociales, ainsi que d'autres experts en méthodes et techniques propres à combattre les préjugés et la discrimination, aux fins d'évaluation, de démonstration et d'amélioration de ces méthodes et techniques. Dans la résolution 6 (II), la Conférence a fait appel aux universités, aux fondations et aux instituts de recherche pour qu'ils améliorent les moyens disponibles pour la recherche sur les causes des préjugés et de la discrimination et sur les méthodes à appliquer pour les éliminer. Dans la résolution 9 (II), la Conférence a recommandé notamment que les commissions économiques régionales de l'Organisation des Nations Unies entreprennent des études sur les effets économiques des pratiques discriminatoires, que l'on s'efforce d'élargir les services consultatifs offerts aux Etats Membres de l'Organisation de façon à y comprendre une assistance en vue de la suppression des pratiques discriminatoires, et que les organisations non gouvernementales interviennent, le cas échéant, pour que les demandes nécessaires soient faites en vue de l'obtention de ces services.

245. Le représentant de l'UNESCO a déclaré que, comme le demandait la résolution 1 (II) de la Conférence, l'UNESCO avait prévu dans son projet de programme pour 1961-1962 des plans concernant une conférence de sociologues, d'éducateurs et de représentants d'organisations non gouvernementales, en particulier de mouvements de jeunesse, au cours de laquelle seraient examinés les moyens à employer dans les activités extra-scolaires pour combattre les préjugés raciaux chez la jeunesse. L'UNESCO avait aussi prévu un cycle d'étude international, organisé en coopération avec une ou plusieurs organisations non gouvernementales, auquel seraient examinées les techniques éducatives propres à lutter contre la discrimination et les préjugés et à favoriser l'entente entre groupes. Un numéro spécial de la Revue analytique de l'éducation devait être consacré à ce sujet. Le représentant de l'UNESCO a ajouté que si l'on créait, sous les auspices d'organisations

non gouvernementales, un centre de documentation sur les méthodes et les techniques de caractère social, politique, économique et juridique propres à combattre les préjugés et la discrimination, l'UNESCO serait disposée à envisager la possibilité de fournir des conseils et une assistance techniques à ce centre.

246. En raison du bref délai dont la Sous-Commission disposait pour examiner ce point de son ordre du jour, seuls quelques membres ont pu présenter des observations sur le rapport de la Conférence. Ils ont été d'avis que les recommandations contenues dans le rapport et notamment celles sur lesquelles on avait spécialement attiré leur attention méritaient un examen détaillé et devraient par conséquent être étudiées de près par la Sous-Commission à sa treizième session. M. Juvigny a proposé dans un projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.209) que la Sous-Commission se félicite du succès de la Conférence, exprime l'avis que de telles conférences périodiques constituent une contribution importante à l'élimination des préjugés et des discriminations dans le monde, et exprime l'espoir que les organisations non gouvernementales s'emploieront à donner le maximum d'effet aux résolutions de la Conférence.

247. Compte tenu de la discussion sur sa proposition à la Sous-Commission, M. Juvigny a modifié le dernier paragraphe du dispositif en ajoutant, entre les mots "à donner le maximum d'effet" et les mots "aux résolutions pertinentes", les mots "en ce qui les concerne". Il a également ajouté au dispositif un quatrième paragraphe tendant à ce que la Sous-Commission décide de procéder, à sa prochaine session, à un examen approfondi des travaux de ladite Conférence.

248. Le projet de résolution révisé a été adopté à l'unanimité. Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

RESOLUTION 8 (XII)

OBSERVATIONS SUR LES TRAVAUX DE LA DEUXIEME CONFERENCE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES QUI S'EMPLOIENT A ELIMINER LES PREJUGES ET LA DISCRIMINATION

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant pris connaissance du rapport de la Deuxième conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination (E/NGO/CONF.2/7),

1. Se félicite du succès de cette Conférence et apprécie la haute qualité de son travail;
2. Estime que de telles conférences périodiques constituent une contribution importante à l'élimination des préjugés et des discriminations dans le monde;
3. Exprime l'espoir que les organisations non gouvernementales intéressées continueront leur fructueuse collaboration ainsi que leur coopération avec les Nations Unies et les institutions spécialisées, et s'emploieront à donner le maximum d'effet, en ce qui les concerne, aux résolutions pertinentes adoptées par ladite Conférence;
4. Décide de procéder, à sa prochaine session, à un examen approfondi des travaux de ladite Conférence.

XI. PROTECTION DES MINORITES

Point 11 de l'ordre du jour

249. A la 307ème séance, la Sous-Commission a examiné le point 11 de son ordre du jour, intitulé "Protection des minorités".

250. La Sous-Commission était saisie, pour information, d'une note qui avait été présentée par le Secrétaire général à la onzième session de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/194), contenant un exposé sommaire des activités de l'Organisation des Nations Unies concernant la protection des minorités.

251. Un projet de résolution relatif à la protection des minorités a été présenté à la Sous-Commission par M. Matsch (E/CN.4/Sub.2/L.210); il y était proposé que la Sous-Commission décide d'inscrire la question à l'ordre du jour de sa treizième session et, conformément à la résolution F qu'elle a adoptée à sa septième session, d'examiner tous les faits liés au problème de la protection spéciale des minorités qui pourraient être signalés à son attention ou qui pourraient apparaître à l'occasion des travaux qu'elle consacre aux mesures discriminatoires.

252. En présentant son projet de résolution, M. Matsch a rappelé que l'Assemblée générale a déclaré dans sa résolution 217 C (III) que les Nations Unies ne peuvent pas demeurer indifférentes au sort des minorités et qu'elle a exprimé l'opinion dans sa résolution 532 B (VI) que la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités constituent deux des plus importants aspects de l'oeuvre positive entreprise par l'Organisation des Nations Unies. Il a souligné que le droit de certains groupes ethniques non dominants à des mesures spéciales de protection, en plus des droits accordés au reste de la population, était réel et ne devait pas être oublié. Tout en reconnaissant qu'il était très difficile, sinon impossible, de grouper sous une définition générale satisfaisante tous les groupes minoritaires qui ont besoin de mesures spéciales de protection, et qu'on ne pouvait faire de recommandations pour la protection d'aucun de ces groupes minoritaires sans avoir pleine connaissance de leur situation actuelle, il estimait néanmoins que la Sous-Commission devait continuer à se préoccuper du problème de la protection des minorités.

253. M. Matsch a accepté, au cours de la discussion de son projet de résolution, deux amendements présentés l'un par M. Halpern, l'autre par MM. Machowski et Sapojnikov. A la demande de M. Halpern, il a ajouté à la fin du deuxième alinéa du préambule du projet de résolution les mots "et considérant également la résolution F que la Sous-Commission a adoptée à sa septième session en 1955". A la demande de MM. Machowski et Sapojnikov, il a supprimé la fin du paragraphe du dispositif qui se lisait comme suit : "et, conformément à la résolution F qu'elle a adoptée à sa septième session, d'examiner tous les faits liés au problème de la protection spéciale des minorités qui pourraient être signalés à son attention ou qui pourraient apparaître à l'occasion des travaux qu'elle consacre aux mesures discriminatoires".

254. Le projet de résolution, ainsi modifié, a été adopté à l'unanimité. Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

RESOLUTION 9 (XII)

PROTECTION DES MINORITES

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant la résolution 532 B (VI) de l'Assemblée générale dans laquelle l'Assemblée a déclaré que la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités constituent deux des plus importants aspects de l'oeuvre positive entreprise par l'Organisation des Nations Unies,

Considérant que la Commission des droits de l'homme, à sa session de 1954, a prié la Sous-Commission de formuler toutes recommandations qu'elle serait en mesure de faire concernant l'application de mesures spéciales destinées à assurer la protection des minorités, et considérant également la résolution F que la Sous-Commission a adoptée à sa septième session en 1955,

Décide d'inscrire la question intitulée "Protection des minorités" à l'ordre du jour de sa treizième session.

XII. TRAVAUX FUTURS DE LA SOUS-COMMISSION

Point 12 de l'ordre du jour

255. A sa 307ème séance, la Sous-Commission a examiné le point 12 de son ordre du jour, intitulé "Travaux futurs de la Sous-Commission, y compris la question de nouvelles études, la question du rang de priorité à accorder à ces études et la question du contrôle et de la limitation de la documentation". La Sous-Commission était saisie d'une note sur ses travaux futurs (E/CN.4/Sub.2/195), établie pour sa onzième session par le Secrétaire général conformément à la résolution F adoptée par la Sous-Commission à sa douzième session. Le Président a fait observer qu'en raison du calendrier des études en cours la question des travaux futurs ne présentait pas d'importance immédiate. Sur sa suggestion, la Sous-Commission a décidé de reprendre l'examen de cette question à sa treizième session.

256. La Sous-Commission a examiné au sujet de cette question un projet de résolution présenté conjointement par MM. Halpern, Ingles et Saario (E/CN.4/Sub.2/L.206); il y était proposé que la Sous-Commission prie le Secrétaire général de prendre l'initiative, en consultation avec les institutions spécialisées intéressées et notamment l'Organisation internationale du Travail et l'UNESCO, d'organiser une série de cycles d'étude régionaux à l'intention d'experts, nommés par les gouvernements et participant à titre individuel, afin d'étudier divers aspects et techniques de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, y compris des cycles d'étude consacrés aux causes des préjugés sous toutes leurs formes et aux mesures propres à les éliminer.

257. En présentant le projet de résolution, M. Halpern a souligné qu'il était rédigé sous la forme d'un texte que le Conseil économique et social serait ultérieurement appelé à approuver. Il a noté avec regret que, bien que des cycles d'étude sur la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités aient été autorisés depuis plusieurs années, aucun n'avait encore été organisé parce que les gouvernements avaient hésité à prendre l'initiative d'en demander. C'est pour cette raison qu'il était proposé dans le projet de résolution que ce soit le Secrétaire général qui prenne l'initiative d'en organiser.

M. Halpern a expliqué que, dans le projet de résolution, le terme "protection des minorités" qui est indiqué comme devant faire partie du sujet des cycles d'étude ne vise que la garantie de l'égalité de traitement des minorités, question dont la Sous-Commission s'est occupée dans ses travaux sur la lutte contre les mesures discriminatoires. Les travaux de la Sous-Commission sur la protection spéciale des minorités sont suspendus en attendant de nouvelles directives de la Commission des droits de l'homme.

258. M. Sapojnikov a reconnu avec M. Halpern que les cycles d'étude envisagés pourraient être utiles et il n'a pas élevé d'objection de principe contre la proposition. Toutefois, il croyait savoir que dans le passé tous les cycles d'étude organisés dans le cadre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme avaient été soumis à l'approbation de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social; il se demandait si ces organes auraient leur mot à dire à propos de cycles d'étude organisés dans le cadre du nouveau programme prévu dans le projet de résolution. Il a proposé la suppression du mot "régionaux" dans le dispositif et les auteurs du projet ont accepté cette proposition.

259. Le représentant du Secrétaire général a indiqué que des rapports étaient soumis à intervalles réguliers au Conseil et à la Commission sur tous les cycles d'étude organisés dans le cadre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et que des rapports seraient présentés de la même façon, s'il était demandé, concernant tout cycle organisé dans le cadre du programme envisagé. Il croyait comprendre que les cycles d'étude envisagés dans le projet de résolution ne rentreraient pas dans le cadre du programme de services consultatifs mais feraient l'objet d'un nouveau programme distinct.

260. M. Hiscocks a exprimé des doutes quant à l'opportunité de la procédure proposée dans le projet de résolution et a soutenu que ses termes pourraient être considérés comme un reproche adressé aux gouvernements qui n'ont pas pris l'initiative de demander l'organisation de cycles d'étude sur la lutte contre les mesures discriminatoires ou la protection des minorités. Il a fait observer que la résolution que la Sous-Commission examinait en si grande hâte avait des incidences financières considérables. Toutefois, d'autres membres ont rappelé que

la Sous-Commission avait déjà exprimé l'opinion qu'il était souhaitable d'organiser des cycles d'étude à ce sujet et qu'il était facile de comprendre pourquoi les gouvernements avaient hésité à prendre l'initiative de demander leur organisation, ce qui aurait pu être interprété par certains comme l'aveu de leur besoin d'une assistance pour résoudre des problèmes de ce genre. Ces membres étaient convaincus que si le Secrétaire général prenait l'initiative d'organiser ces cycles d'étude de nombreux gouvernements se joindraient à lui pour les patronner; ils étaient également convaincus que si le Secrétaire général ne prenait pas cette initiative aucun cycle d'étude ne serait organisé en la matière.

261. La Sous-Commission a exprimé le voeu que le Conseil économique et social, lorsqu'il fixera les dates des sessions futures de la Sous-Commission, examine l'opportunité de porter de trois semaines à quatre semaines la durée des sessions, afin que la Sous-Commission dispose d'un temps suffisant pour achever ses travaux.

262. Le projet de résolution, modifié par ses auteurs, a été adopté par 11 voix contre zéro, avec une abstention. Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

RESOLUTION 10 (XII)^x

TRAVAUX FUTURS DE LA SOUS-COMMISSION

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Prie la Commission des droits de l'homme de demander au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution suivant :

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 926 (X) relative aux services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme par laquelle l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général, sur la demande de tout Etat Membre des Nations Unies, à fournir certains services et notamment à organiser des cycles d'étude,

^x Les incidences financières de cette résolution sont exposées dans un additif au présent rapport (E/CN.4/800/Add.1).

Rappelant que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, à sa huitième session tenue en 1956, et la Commission des droits de l'homme, à sa douzième session tenue la même année, ont toutes deux souligné qu'il était souhaitable d'organiser des cycles d'étude dans le domaine de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, et demandé au Secrétaire général d'étudier l'opportunité d'organiser des cycles d'étude dans le domaine des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités,

Notant que jusqu'à présent aucun Etat Membre n'a demandé au Secrétaire général d'organiser un cycle d'étude traitant de la lutte contre les mesures discriminatoires ou de la protection des minorités,

Prie le Secrétaire général de prendre l'initiative, en consultation avec les institutions spécialisées intéressées et notamment l'Organisation internationale du Travail et l'UNESCO, d'organiser une série de cycles d'étude à l'intention d'experts, nommés par les gouvernements et participant à titre individuel, afin d'étudier divers aspects et techniques de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, y compris des cycles d'étude consacrés aux causes des préjugés sous toutes leurs formes et aux mesures propres à les éliminer.

XIII. ADOPTION DU RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION A LA
COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Point 13 de l'ordre du jour

263. La Sous-Commission a examiné le projet de rapport sur les travaux de sa douzième session (E/CN.4/Sub.2/L.174 et Add.1-4) à ses 308ème et 309ème séances, le 30 janvier 1960.

264. M. Rodriguez Fabregat s'est refusé à participer au vote sur le rapport en raison des omissions qu'il présentait en ce qui concerne l'exposé, dans les différents chapitres, des points de vue et des principes formulés par chacun des membres de la Sous-Commission. Le rapport ne contenait cet exposé que dans certains cas et l'omettait dans d'autres. M. Rodriguez Fabregat a considéré que, dans ces conditions, et étant donné ce que l'on avait dit au sujet du facteur temps, ce rapport ne devait se composer que de deux parties : 1) le texte des résolutions adoptées et 2) le texte des comptes rendus des séances de la Sous-Commission, où se trouvent consignés sans aucune omission les opinions et les points de vue de chacun des membres de la Sous-Commission. M. Rodriguez Fabregat a considéré que telles devaient être les deux parties du rapport qu'il convenait de transmettre à la Commission des droits de l'homme afin qu'elle soit informée exactement, sans exception ni lacune, des travaux sur lesquels porte ledit rapport.

265. A la 309ème séance, M. Halpern a saisi la Sous-Commission d'un amendement au paragraphe 17 du chapitre V du projet de rapport (E/CN.4/Sub.2/L.174/Add.1), que le Rapporteur de la Sous-Commission n'a pas été en mesure d'accepter. A la demande de Mme Mironova, M. Halpern a ajouté à son amendement le texte d'une déclaration que Mme Mironova avait faite à la 284ème séance, lorsque la Sous-Commission avait examiné la question sur laquelle portait l'amendement de M. Halpern. La Sous-Commission a rejeté l'amendement de M. Halpern par 6 voix contre une, avec 2 abstentions. M. Halpern a annoncé qu'il rédigerait un rapport minoritaire, dont il a lu le texte à la Sous-Commission, et il en a demandé la transmission à la Commission des droits de l'homme. La Sous-Commission a décidé de transmettre le rapport minoritaire à la Commission sous forme de document distinct (E/CN.4/801).

266. Le rapport de la Sous-Commission à la Commission des droits de l'homme, révisé par le Rapporteur, a été adopté par 6 voix contre zéro, avec une abstention. Le Président a fait savoir que MM. Matsch, Mirghani et Schaulsohn, qui avaient été obligés de partir avant la fin de la session, avaient demandé que leur vote en faveur de l'adoption du rapport fût enregistré.

ANNEXE

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA SOUS-COMMISSION ETAIT SAISIE A SA DOUZIEME SESSION

1. Documents à distribution générale :

- | | |
|------------------------|--|
| E/CN.4/Sub.2/194 | - Activités de l'Organisation des Nations Unies concernant la protection des minorités (Note du Secrétaire général) |
| E/CN.4/Sub.2/195 | - Travaux futurs de la Sous-Commission (Note du Secrétaire général) |
| E/CN.4/Sub.2/199 | - Ordre du jour provisoire de la douzième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (Note du Secrétaire général) |
| E/CN.4/Sub.2/199/Rev.1 | - Ordre du jour provisoire révisé de la douzième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités |
| E/CN.4/Sub.2/200 | - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses (Rapport préparé par le Rapporteur spécial, M. A. Krishnaswami) |
| E/CN.4/Sub.2/201 | - Mesures adoptées par l'UNESCO en vue d'établir une réglementation internationale concernant la discrimination dans l'enseignement (Note présentée par le Directeur général de l'UNESCO) |
| E/CN.4/Sub.2/201/Add.1 | - Mesures adoptées par l'UNESCO en vue d'établir une réglementation internationale concernant la discrimination dans l'enseignement (Additif à la note présentée par le Directeur général de l'UNESCO) |
| E/CN.4/Sub.2/202 | - Communication du représentant permanent par intérim d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies |
| E/CN.4/Sub.2/203 | - Ordre du jour de la douzième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (Adopté à la 279ème séance de la Sous-Commission) |

1. Documents à distribution générale (suite) :

- E/CN.4/Sub.2/204 - Communication de l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne
- E/CN.4/Sub.2/205 - Note verbale de la Mission permanente de la République populaire polonaise auprès de l'Organisation des Nations Unies
- E/NGO/CONF.2/7 - Deuxième Conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination (Rapport au Conseil économique et social sur les travaux de la Conférence)

2. Documents à distribution limitée :

- E/CN.4/Sub.2/L.157 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien; et de revenir dans son pays, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Mémoire présenté par M. José D. Ingles)
- E/CN.4/Sub.2/L.158 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques (Mémoire présenté par M. Hernán Santa Cruz, Rapporteur spécial)
- E/CN.4/Sub.2/L.159 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses (MM. Halpern, Hiscocks, Juvigny, Matsch, Rodriguez Fabregat et Saario : projet de résolution relatif à la condamnation des manifestations d'antisémitisme et d'autres préjugés religieux et "raciaux", ainsi qu'aux recommandations à faire à ce sujet)
- E/CN.4/Sub.2/L.159/Rev.1 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses (MM. Halpern, Hiscocks, Juvigny, Matsch, Rodriguez Fabregat et Saario : projet de résolution relatif à la condamnation des manifestations d'antisémitisme et d'autres préjugés religieux et "raciaux", ainsi qu'aux recommandations à faire à ce sujet - Document de travail révisé)

2. Documents à distribution limitée (suite) :

- E/CN.4/Sub.2/L.160 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Hiscocks : amendements aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.161 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Juvigny : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.162 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Hiscocks : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.163 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Ketrzynski : proposition d'amendements au projet de règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.164 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Schaulsohn : amendement aux amendements de M. Hiscocks E/CN.4/Sub.2/L.160 aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.165 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Schaulsohn : amendements aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.166 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Schaulsohn : amendement à l'amendement de M. Juvigny E/CN.4/Sub.2/L.161 aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)

2. Documents à distribution limitée (suite)

- E/CN.4/Sub.2/L.167 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Schaulsohn : amendements aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.168 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Ingles : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.169 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(MM. Hiscocks, Juvigny et Schaulsohn : projet de résolution relatif à l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses)
- E/CN.4/Sub.2/L.169/Add.1 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(Etat des incidences financières présenté par le Secrétaire général)
- E/CN.4/Sub.2/L.170 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Rizk : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.171 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Halpern : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.172 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Ingles : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)

2. Documents à distribution limitée (suite)

- E/CN.4/Sub.2/L.173 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Hiscocks : amendements aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.174 et Add.1 à 4 - Projet de rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à la Commission des droits de l'homme sur les travaux de sa douzième session
- E/CN.4/Sub.2/L.175 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Halpern : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.176 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(MM. Krishnaswami et Schaulsohn : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.177 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(MM. Halpern, Hiscocks et Matsch : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.178 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(MM. Krishnaswami, Rizk et Schaulsohn : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.179 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Halpern : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)

2. Documents à distribution limitée (suite)

- E/CN.4/Sub.2/L.180 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Hiscocks : amendements aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.181 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Halpern : amendements aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.182 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Ketrzynski : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.183 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Abdel-Ghani : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.183/Rev.1 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Abdel-Ghani : texte révisé de l'amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.184 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Juvigny : amendements aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.185 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Sapojnikov : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)

2. Documents à distribution limitée (suite)

- E/CN.4/Sub.2/L.186 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Ingles : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.187 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Halpern : amendements aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.188 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Krishnaswami : amendements aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.189 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Saario : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.190 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(MM. Ingles et Krishnaswami : amendement aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.191 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Ketrzynski : amendements aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.192 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Juvigny : amendements aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)

2. Documents à distribution limitée (suite)

- E/CN.4/Sub.2/L.193 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(Mme Mironova : amendements aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.194 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Halpern : amendements aux règles fondamentales énoncées dans le rapport de M. Krishnaswami E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.195 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Halpern : amendements au projet de préambule présenté par M. Abdel-Ghani E/CN.4/Sub.2/L.183)
- E/CN.4/Sub.2/L.196 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(Mme Mironova : amendements au projet de résolution présenté par MM. Halpern, Hiscocks, Juvigny, Matsch, Rodriguez Fabregat et Saario E/CN.4/Sub.2/L.159)
- E/CN.4/Sub.2/L.197 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(MM. Abdel-Ghani, Makkawi et Mirghani : amendement à la partie A du projet de résolution relatif à l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses présenté par MM. Hiscocks, Juvigny et Schaulsohn E/CN.4/Sub.2/L.169)
- E/CN.4/Sub.2/L.198 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Hiscocks : texte remanié de la partie A du projet de résolution relatif à l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses E/CN.4/Sub.2/L.169)

2. Documents à distribution limitée (suite)

- E/CN.4/Sub.2/L.199 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Krishnaswami : amendements au projet de résolution présenté par MM. Halpern, Hiscocks, Juvigny, Matsch, Rodriguez Fabregat et Saario E/CN.4/Sub.2/L.159)
- E/CN.4/Sub.2/L.200 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Krishnaswami : amendement au texte adopté pour le préambule)
- E/CN.4/Sub.2/L.201 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Krishnaswami : amendements aux règles fondamentales énoncées dans le document E/CN.4/Sub.2/200)
- E/CN.4/Sub.2/L.202 - Mesures adoptées par l'UNESCO en vue d'établir une réglementation internationale concernant la discrimination dans l'enseignement
(M. Hiscocks : projet de résolution sur les mesures prises par l'UNESCO en vue d'établir une réglementation internationale concernant la discrimination dans l'enseignement)
- E/CN.4/Sub.2/L.202/Rev.1 - Mesures adoptées par l'UNESCO en vue d'établir une réglementation internationale concernant la discrimination dans l'enseignement
(M. Hiscocks : texte révisé du projet de résolution sur les mesures prises par l'UNESCO en vue d'établir une réglementation internationale concernant la discrimination dans l'enseignement)
- E/CN.4/Sub.2/L.203 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Halpern : projet de résolution relatif au rapport sur les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses)

2. Documents à distribution limitée (suite)

- E/CN.4/Sub.2/L.204 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(MM. Makkawi, Mirghani et Sharaf : amendement à la partie B du projet de résolution relatif à l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses présenté par MM. Hiscocks, Juvigny et Schaulsohn E/CN.4/Sub.2/L.169)
- E/CN.4/Sub.2/L.205 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques
(M. Saario : projet de résolution relatif à l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques)
- E/CN.4/Sub.2/L.206 - Travaux futurs de la Sous-Commission
(MM. Halpern, Ingles et Saario : projet de résolution concernant les travaux futurs de la Sous-Commission)
- E/CN.4/Sub.2/L.206/Add.1 - Travaux futurs de la Sous-Commission
(MM. Halpern, Ingles et Saario : projet de résolution concernant les travaux futurs de la Sous-Commission - Etat des incidences financières présenté par le Secrétaire général)
- E/CN.4/Sub.2/L.207 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme
(M. Krishnaswami : projet de résolution)
- E/CN.4/Sub.2/L.208 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(M. Schaulsohn : amendements au projet de résolution relatif à la condamnation des manifestations d'antisémitisme et d'autres préjugés religieux et "raciaux", ainsi qu'aux recommandations à faire à ce sujet, E/CN.4/Sub.2/L.159, présenté par MM. Halpern, Hiscocks, Juvigny, Matsch, Rodriguez Fabregat et Saario)

2. Documents à distribution limitée (suite)

- E/CN.4/Sub.2/L.209 - Observations sur les travaux de la Deuxième conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination (M. Juvigny : projet de résolution)
- E/CN.4/Sub.2/L.210 - Protection des minorités (M. Matsch : projet de résolution)
- E/CN.4/Sub.2/L.211 - Mesures à prendre pour mettre fin à toute propagande en faveur d'une hostilité nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la haine ou à la violence, ou aux deux à la fois (Mme Mironova : projet de résolution)
- E/CN.4/Sub.2/L.212 - Mesures adoptées par l'UNESCO en vue d'établir une réglementation internationale concernant la discrimination dans l'enseignement (M. Halpern : projet de résolution)
- E/CN.4/Sub.2/L.213 - Adoption du rapport de la Sous-Commission à la Commission des droits de l'homme (M. Rodriguez Fabregat : amendement au projet de rapport de la Sous-Commission E/CN.4/Sub.2/L.174 et Add.1 à 4)
- E/CN.4/Sub.2/L.214 - Manifestations d'antisémitisme et d'autres formes de haine entre races ou nationalités ainsi que de préjugés religieux et raciaux de même nature (résolution adoptée par la Sous-Commission le 28 janvier 1960)

3. Documents de la série des organisations non gouvernementales

- E/CN.4/Sub.2/NGO/12 - Exposé présenté par la Ligue internationale des droits de l'homme, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie B
- E/CN.4/Sub.2/NGO/13 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses (Exposé présenté par le Bureau international catholique de l'enfance, la Fédération mondiale des jeunesses féminines catholiques et Pax Romana, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif de la catégorie B)

3. Documents de la série des organisations non gouvernementales (suite)

- E/CN.4/Sub.2/NGO/14 - Observations sur les travaux de la Deuxième conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination
(Déclaration du Conseil consultatif d'organisations juives, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie B)
- E/CN.4/Sub.2/NGO/15 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses
(Déclaration du Congrès juif mondial, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie B)
- E/CN.4/Sub.2/NGO/16 - Etude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques
(Exposé présenté par la Ligue internationale des droits de l'homme, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie B)
- E/CN.4/Sub.2/NGO/17 - Mesures à prendre pour mettre fin à toute propagande en faveur d'une hostilité nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la haine ou à la violence, ou aux deux à la fois
(Exposé présenté par la Fédération internationale des femmes diplômées des universités, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie B)
- E/CN.4/Sub.2/NGO/18 - Mesures adoptées par l'UNESCO en vue d'établir une réglementation internationale concernant la discrimination dans l'enseignement
(Exposé présenté par la Fédération internationale des femmes diplômées des universités, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie B)
- E/CN.4/Sub.2/NGO/19 - Observations sur les travaux de la Deuxième conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination E/NGO/CONF.2/7
(Exposé présenté par la Fédération mondiale des anciens combattants, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie A)